



Dossiers et documents n°18

INSTITUT DE RECHERCHE
MOUVEMENT INTERNATIONAL ATD QUART MONDE

LE DEFIL URBAIN A MADAGASCAR QUAND LA MISÈRE CHASSE LA PAUVRETÉ



Etude commandée par la Banque mondiale
Antananarivo – Mai 2010





Dossiers et documents n°18

INSTITUT DE RECHERCHE

MOUVEMENT INTERNATIONAL ATD QUART MONDE

**LE DÉFI URBAIN À MADAGASCAR
QUAND LA MISÈRE CHASSE LA PAUVRETÉ**



Une première édition de ce rapport a été tirée à Madagascar à une trentaine d'exemplaires et publié en ligne sur le site www.atd-quartmonde.org en juin 2010.

Imprimé à Madagascar

© Éditions Quart Monde, 2012

ISBN 979-10-91178-03-7

ISSN 0980-7764

Commission paritaire : 09 15 G 87 118

33, rue Bergère 75009 Paris

www.editionsquartmonde.org

Cette étude a été rédigée sous la responsabilité de **Xavier GODINOT**, économiste, délégué du Mouvement ATD Quart Monde pour la région Océan Indien, avec les contributions de :

- **Arsène RAZANATSIMBA**, Président, ATD Quart Monde Madagascar
- **Marcelline RAZAFINDRASOA**, Vice Présidente
- **Sophie RAZANAKOTO**, Déléguée nationale, volontaire permanente
- **Marius ILBOUDO**, responsable de l'action Enfance, volontaire permanent
- **Antoine LAFFITTE**, responsable des ateliers artisanaux TAE/MMM, volontaire permanent
- **Prisca VOLOLONIAINA RANDRIANARINDRIANA**, animatrice, volontaire permanente
- **Gaudefrois TSIMIHEVY**, responsable de l'action à Tuléar, volontaire permanent
- **Jean MALAKIA**, animateur, volontaire permanent
- **D'Ange RAMBELO**, animateur, volontaire permanent
- **Naval RAVOAVISON**, ingénieur agronome
- **Lucas RODWELL**, responsable de l'action avec les Jeunes, volontaire permanent
- **Céline SILVA RAMOS**, coordinatrice, volontaire permanente

Commandé par la Banque Mondiale pour son étude sur « L'urbanisation ou le nouveau défi malgache »¹, ce rapport n'engage que ses auteurs, et ne reflète pas nécessairement les positions de la Banque Mondiale. Le texte et les photographies de ce rapport ne peuvent être reproduits sans l'accord de la Banque Mondiale, du Mouvement ATD Quart Monde ou de l'association SIDINA.

¹ Étude dirigée par Jacques Morisset, publiée par la Banque Mondiale en mars 2011.

Sommaire

INTRODUCTION GÉNÉRALE – MADAGASCAR, QUAND LA MISÈRE CHASSE LA PAUVRETÉ.....	9
Appauvrissement d'une majorité de la population depuis quatre décennies.....	12
Apparition d'un sous-prolétariat urbain dans les années 1970.....	13
Quand la misère chasse la pauvreté.....	15
La misère, violation des droits de l'homme.....	17
La misère, combinaison d'extrême pauvreté et d'exclusion sociale.....	18
Un tiers des habitants d'Antananarivo en situation d'extrême pauvreté.....	19
Construire l'intelligence collective de la lutte contre la pauvreté et la misère.....	21
PREMIERE PARTIE – CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FAMILLES EN GRANDE PAUVRETÉ À ANTANANARIVO.....	23
CHAPITRE I – Brève histoire d'une population sans-abri déplacée du centre ville d'Antananarivo.....	25
La condition des familles sans-abri à Lalamby en 2002.....	26
Le projet officiel de délogement et de réinsertion sociale des occupants illicites de Lalamby en 2002-2003	28
Le programme d'accompagnement des familles déplacées.....	30
La migration en milieu rural : Ambohidratrimo, Ankarefo, Ankazobe.....	30
Migration d'Ambohidratrimo vers Ankarefo en avril 2004.....	32
Migration d'Ankarefo vers Ankazobe en octobre 2004.....	33
Réinsertion péri urbaine partiellement réussie à Amboanjobe, échec à Masindray.....	34
Délogement des familles du hameau d'Andramiarana en décembre 2005.....	35
Nouveaux délogements des sans abri dans la capitale en janvier 2004, mai 2005 et mai 2007.....	36
Les familles hébergées à MadCap, centre d'accueil pour personnes sans-abri à Antananarivo.....	37
Conclusion.....	38
CHAPITRE II – Les familles du hameau d'Andramiarana et leurs moyens de subsistance.....	39
Introduction.....	40
La population du hameau d'Andramiarana	40
Témoignage : « Même si vous ne l'acceptez pas, c'est là qu'on habite »	40
La collecte participative des données.....	43
Origines géographiques et sociales des habitants.....	44
Une misère infantile et juvénile	45
Une population sans état civil qui échappe aux statistiques officielles.....	47
Habitat précaire, absence d'eau potable et d'équipements sanitaires	47
Un taux de scolarisation des enfants en progrès.....	48
L'enquête sur les revenus	49
L'économie de la misère.....	50
Les revenus issus de la récupération.....	51
Témoignage : « La première violence que nous subissons, c'est l'ignorance ».....	53

CHAPITRE III – Le défi de l’aménagement des bas-quartiers : l’exemple d’Antohomadinika III G hangar à Antananarivo.....55

Introduction.....	56
Le quartier et ses habitants.....	56
Renforcer les capacités des habitants.....	59
Le sous-emploi et le chômage.....	59
Habitat précaire et inondable, assainissement déficient.....	60
Bornes fontaines et blocs WC payants et très insuffisants.....	62
Difficultés d’accès aux soins de santé.....	63
Accroissement important des abandons scolaires.....	64
Impuissance, isolement et comportements de fuite.....	65
Conclusion provisoire.....	66

CHAPITRE IV – L’univers des enfants d’Andramiarana et d’Antohomadinika : un aperçu par la photographie.....67

Objectifs.....	68
Méthode et moyens.....	69
Résultats.....	69
Antohomadinika.....	70
Andramiarana.....	75

DEUXIÈME PARTIE – DÉFIS ET OPPORTUNITÉS. QUELQUES LEÇONS DE L’EXPÉRIENCE.....83

CHAPITRE V – Quelques enseignements de dix ans d’action « savoir-santé » à Antananarivo.....85

De l’impasse au partenariat.....	86
Placer les plus pauvres au centre, un engagement de vie.....	87
L’immersion de longue durée au milieu des populations exclues.....	88
L’action culturelle pour renforcer les capacités des populations.....	88
Témoignage d’une mère, fin 2004.....	89
Organiser la rencontre entre des mondes distants.....	89
Le chemin parcouru par une infirmière.....	90
Inventer un nouveau langage en croisant les savoirs.....	91
Former les matrones : pour d’autres politiques de formation du personnel de santé.....	92
Les suites de l’action : démarrage du Collectif Santé en Mai 2002, arrêt en 2008.....	93
Quelques leçons de l’expérience.....	94

CHAPITRE VI - Quelques enseignements de 20 ans de « bibliothèques de rues » à Antananarivo et Tuléar.....95

Une action culturelle autour du livre.....	96
Les objectifs.....	96
L’animation sur terrain.....	97
La durée.....	97
A Antananarivo.....	97
Témoignage de Vololona.....	98
Construction d’une Bibliothèque à Antohomadinika :.....	99

A Andramiarana.....	99
A Tuléar	100
Quatre leçons à tirer de cette expérience	101
CHAPITRE VII – Quelques enseignements du projet Travailler et Apprendre Ensemble. Miasa Mianatra Miaraka à Antananarivo.....	103
Deux initiatives parallèles en 2004 qui se rejoignent en 2006.....	104
1 Initiation et formation des jeunes à l’informatique.....	106
Déroulement du projet.....	106
Évolution des objectifs du projet avec les jeunes.....	107
Témoignage d’un délégué des 40 jeunes en formation informatique.....	108
Une pédagogie du non abandon.....	109
Extension et institutionnalisation des formations pour les jeunes des bas quartiers.....	109
Portrait de Rivo, jeune en formation informatique à ATD Quart Monde.....	110
Quelques leçons de l’expérience.....	115
2 Les ateliers de production artisanale des adultes.....	117
Atelier Broderie.....	118
Atelier Coupe et Couture.....	118
Atelier Tissage.....	118
Atelier Menuiserie.....	118
Atelier Vannerie.....	119
Formation des artisans.....	119
Portrait de Aïna - Brodeuse à TAE.....	119
Un recrutement qui donne priorité aux « inemployables ».....	122
Améliorer la rentabilité.....	124
Diversifier les productions.....	124
Distinguer des étapes et des statuts différents.....	124
Quelques leçons de l’expérience.....	125
CHAPITRE VIII - Leçons de l’expérience d’autres associations.....	127
1. L’ASA, ou la réinsertion des familles en grande précarité en milieu rural.....	128
2. L’action d’ENDA Océan Indien pour l’habitat, à Antananarivo.....	132
3. Une mutuelle de santé à Antananarivo, l’AFABI.....	136
4. Akamasoa, réinsertion des familles très défavorisées en périphérie urbaine.....	138
5. Quelques leçons de l’expérience des associations.....	142
TROISIÈME PARTIE – RECOMMANDATIONS POUR L’ACTION.....	143
Changer les règles du jeu pour arrêter le gâchis.....	145
I . Changer de regard sur les populations les plus défavorisées.....	146
a) Refuser les discriminations.....	146
b) Soutenir l’investissement humain avec les populations les plus défavorisées.....	147
c) Faire entendre la voix des exclus.....	148
d) Organiser le dialogue entre usagers et professionnels.....	148

II . Faire de la lutte contre la pauvreté une véritable priorité nationale.....	149
a) La lutte contre la pauvreté, moteur d'un développement durable.....	149
b) Élaborer démocratiquement les programmes de lutte contre la pauvreté.....	150
c) Intégrer la lutte contre la pauvreté dans tous les programmes mis en place.....	151
d) Créer un État démocratique, défenseur des plus défavorisés.....	152
III. Engager des investissements massifs dans cinq domaines prioritaires.....	153
a) L'éducation de base et la formation professionnelle.....	153
b) L'aménagement urbain, le logement social et les infrastructures routières.....	154
c) La santé et la protection sociale.....	155
d) La protection physique et juridique des citoyens.....	156
e) La création d'emplois décents	156
 ANNEXE : Adresses d'ATD Quart Monde.....	 157

INTRODUCTION GÉNÉRALE –
**MADAGASCAR, QUAND LA
MISÈRE CHASSE LA PAUVRETÉ**

Xavier GODINOT

« Quand je regarde les pauvres à Madagascar, ça me fait pleurer. Si on compare Madagascar à d'autres pays, on voit qu'on est dans la misère totale. »
Monsieur Jean-Pierre, porte-parole d'un groupe de personnes sans-abri déplacées,
décembre 2009

« Là où les hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. »
Père Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde, 1987

Le défi urbain, auquel Madagascar est aujourd'hui confronté, résulte de la conjonction de quatre phénomènes : l'accroissement considérable de la population et l'urbanisation, qui vont se poursuivre, l'appauvrissement continu d'une grande partie de la population et le manque flagrant d'investissement dans l'aménagement urbain et les services de base, qu'il importe de stopper.

Le recensement administratif de la population indique que Madagascar comptait 5.183.000 habitants en 1960, dont 248.000 à Antananarivo. 11,3 % de la population vit alors dans les villes, contre environ 27% en 2007¹. 73% de la population réside encore en milieu rural en 2007. En 2010, on estime que Madagascar compte vingt millions d'habitants, dont environ deux millions dans la capitale. La population du pays a donc presque quadruplé depuis son indépendance, tandis que la population de la capitale a été multipliée par six. Une projection démographique indique que le taux d'urbanisation de la population pourrait atteindre 40% en 2020, et l'agglomération d'Antananarivo compter sept millions d'habitants à cette date². Cette projection semble manifestement excessive, tandis qu'un doublement de la population dans l'agglomération de la capitale semble plausible. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un nombre énorme d'habitants supplémentaires dans la capitale qui devront se loger, scolariser leurs enfants, se soigner, travailler, circuler... Or jusqu'ici, les investissements publics – hormis la création du lotissement des 67 hectares dans les années 1960 – ont été gravement insuffisants dans pratiquement tous les domaines. On assiste donc à l'extension d'un habitat improvisé pour les citadins à faibles revenus, jusque dans les plaines gagnées sur les marécages et encore inondables, sans plan d'aménagement. Habitat parfois décent, mais souvent taudis, fruit de l'auto-construction avec l'aide des voisins ou des membres de la famille. Parfois même, il s'agit des « maisons-sachets », abris de fortune à mi- chemin entre la tente et la cabane, faits de bâches, cartons et toiles en plastique récupérés, alignées le long des murs, au centre même de la capitale.

La Banque mondiale souligne à juste titre que ce nouvel afflux de population vers les villes aura des implications considérables sur leurs conditions de vie, sur les perspectives économiques et la stabilité politique du pays, ce qui justifie de sa part un effort concerté avec d'autres agences des Nations unies et des Organisations non gouvernementales (ONG) pour établir un diagnostic approfondi de la situation et proposer un ensemble de réformes.

¹ Voir <http://www.unicef.org/infobycountry/madagascar>, septembre 2009

² J. M. Cour, *SNAT à 10 ans : mise en perspective des données démographiques et économiques à Madagascar*, draft, février 2009, cité dans Jacques Morisset, *The Urban Challenge in Madagascar, Draft Concept Note*, World Bank, December 2009, p. 2

La contribution demandée par la Banque mondiale au Mouvement ATD Quart Monde et à son Institut de recherche consiste d'une part à illustrer les conditions de vie et les aspirations des groupes les plus vulnérables, par une approche participative dans deux lieux de misère à Antananarivo, et d'autre part à tirer de son expérience des leçons sur les meilleures voies pour soutenir ces populations dans leurs efforts pour résister à la misère.

Une bonne compréhension de la condition des populations les plus vulnérables à Madagascar implique de les resituer dans l'histoire récente du pays et dans l'approche internationale de la grande pauvreté au cours des dernières décennies. Ce sera l'objet de cette introduction, qui montrera d'abord que l'apparition d'un sous-prolétariat urbain à Madagascar est concomitante avec l'appauvrissement d'une majorité de la population du pays. La misère moderne tend de plus en plus à chasser la pauvreté conviviale qu'a connue le pays pendant des siècles. La condition spécifique du sous-prolétariat urbain conduit à reconnaître la misère dans laquelle il est plongé comme une violation de l'ensemble des droits de l'homme. La misère, amalgame d'extrême pauvreté et d'exclusion sociale qui porte atteinte à la dignité humaine, doit être détruite, tandis que la pauvreté doit être réduite. L'effort pour réduire la pauvreté et éradiquer la misère ne sera efficace que s'il s'appuie sur une mobilisation de l'intelligence collective.

Appauvrissement d'une majorité de la population depuis quatre décennies

Madagascar fait partie des 57 pays dont la population, en l'an 2000, était plus pauvre qu'en 1970. L'économiste Paul Collier souligne que ces pays, situés pour la plupart en Afrique subsaharienne, regroupent un milliard d'habitants, qu'il appelle « The Bottom Billion », le milliard d'en bas³. Les statistiques de l'Unicef⁴ indiquent que le revenu national brut par habitant à Madagascar a diminué de 2,4% par an entre 1970 et 1990, et encore de 0,4% par an entre 1990 et 2007. Des renversements temporaires de tendance, comme la diminution de la pauvreté monétaire dans la capitale entre 1995 et 2000, ne suffisent pas à modifier la tendance de long terme⁵. En 2005, nous dit-on, 68% de la population vivait sous le seuil de pauvreté internationale avec moins de 1,25 \$ par jour, dont une grande majorité en milieu rural. L'impact des politiques spécifiques de lutte contre la pauvreté reste marginal du fait de ressources budgétaires trop faibles. Cependant d'autres indicateurs sociaux se seraient améliorés au cours de la même période : le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans aurait diminué de plus d'un tiers entre 1970 et 2007, tandis que l'espérance de vie à la naissance serait passée de 44 ans en 1970 à 59 ans en 2007. Mais en 2009, on estime encore que 48% des enfants malgaches souffrent d'un retard de croissance dû à la malnutrition chronique, tandis que l'insécurité alimentaire touche 65% de la population. La juxtaposition de ces chiffres en montre toute la fragilité : comment expliquer que l'espérance de vie augmente, tandis que le revenu par tête ne cesse de diminuer depuis quarante ans, que la malnutrition et l'insécurité alimentaire restent très grandes ? On verra plus loin que les populations les plus pauvres échappent en partie aux enquêtes de conjoncture menées auprès des

³ Paul Collier, *The Bottom Billion, Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*, Oxford, Oxford University Press, 2007

⁴ Voir <http://www.unicef.org/infobycountry/madagascar>, septembre 2009

⁵ « Entre 1995 et 2000, la pauvreté a reculé de plus de 12 points dans la capitale malgache », affirment Javier Herrera et François Roubaud, dans *Dynamique de la pauvreté urbaine au Pérou et à Madagascar 1997-1999*. Document de travail, DIAL, 2003

ménages. Il y a de bonnes raisons de penser qu'une partie significative de la population malgache, et notamment la plus précarisée, non enregistrée à la naissance, échappe à toute statistique officielle.

L'Observatoire de la vie publique malgache (SeFaFi) a éclairé le phénomène d'appauvrissement de la population en remarquant que depuis 1997, Madagascar affiche enfin des taux de croissance économique supérieurs au taux de croissance démographique, à l'exception notable des années 2002 et 2009. Mais ces performances, qui indiquent que la richesse nationale a augmenté plus vite que le nombre de bouches à nourrir, n'ont pas fait diminuer la pauvreté de la grande majorité des malgaches, car les taux d'inflation annuels – soit la hausse du niveau général des prix – ont toujours été nettement supérieurs aux taux de croissance économique. Le pays a donc connu ce que les économistes appellent « une croissance sans développement ». En comparant le niveau du salaire horaire minimum et le prix au détail du riz, aliment de base du pays, le SeFaFi arrive à cette conclusion stupéfiante : « *Pour se procurer un kilo de riz, il fallait travailler une heure et plus (selon les 4 zones alors en vigueur) en 1963... un peu plus de deux heures en 2001, et un peu moins de trois heures en 2008. En d'autres termes, le pouvoir d'achat a approximativement été amputé des deux tiers en quarante-cinq ans*⁶. » Face à une telle diminution du pouvoir d'achat du salaire horaire minimum, de nombreux travailleurs salariés, y compris parmi les fonctionnaires, s'efforcent de stabiliser leurs revenus en exerçant simultanément deux ou trois métiers, souvent non déclarés.

Chacun sait que si une majorité de la population s'appauvrit, une minorité s'enrichit, parfois outrageusement, ce qui explique en partie l'instabilité politique du pays, comme ont tenu à le souligner les évêques malgaches dans une déclaration au pays en mars 2009, en pleine crise politique : « *C'est la quatrième fois, depuis notre indépendance, que la prise de pouvoir se fait par des manifestations de rue... révélant des dysfonctionnements structurels... Non seulement la population s'appauvrisait pendant que les tenants du pouvoir vivaient dans le luxe, mais elle se sentait humiliée, du fait du non-respect des droits fondamentaux*⁷. »

Apparition d'un sous-prolétariat urbain dans les années 1970

C'est dans ce contexte d'appauvrissement continu qu'un sous-prolétariat urbain apparaît à Antananarivo dans les années 1970, distinct de la masse des pauvres par la précarité extrême de son travail et de son habitat, mais aussi par le mépris qui pèse sur lui. L'expression marxiste allemande de *lumpenproletariat*, qui se traduit mot à mot par *prolétariat en haillons*, et plus couramment par *sous-prolétariat*, n'est pas étrangère au langage du pays. En effet, l'idéologie marxiste répandue dans les universités au tout début des années 1970, et ensuite dans l'opinion, prône « la dictature du lumpenproletariat urbain » (Fanjakan'ny madinika). Dans les faits, la politique économique dirigiste imposée par l'État de 1975 à 1981 détruit largement l'appareil de production et d'échanges hérité de la période coloniale, déjà peu dynamique. La chute du niveau de vie de la population est brutale et précipite dans la misère ceux qui n'en

⁶ *La hausse du coût de la vie*, Observatoire de la Vie Publique malgache (SeFaFi), 12 septembre 2008. Email : sefafi@netclub.mg

⁷ *Déclaration des évêques à la Nation*, 24 mars 2009

étaient déjà pas loin⁸. C'est alors qu'apparaissent des familles sans-abri dans la capitale, affirme Yves Marguerat, qui sont issues de la ville elle-même ou des environs ruraux proches⁹. Cet auteur note une spécificité de cette population sans-abri par rapport à d'autres villes du tiers monde ; à Antananarivo, à côté des jeunes en rupture de famille et des personnes paupérisées, on voit des familles complètes s'installer dans la rue pour y gagner de quoi vivre le jour et y dormir la nuit, père, mère et enfants. Ce serait la preuve d'une forte résilience de la cellule familiale malgache à des conditions de vie extrêmes et aussi du maintien des valeurs du *fihavanana* (parenté, bonnes relations). Certaines familles organisent leur survie autour de la récupération des ordures du centre de la capitale ou de la décharge municipale de Kianja. La sociologue Martine Camacho, qui a décrit la vie des habitants de cette décharge dans un livre publié en 1986, note qu'il s'agit d'anciens paysans ou artisans pauvres et sans terre, de jeunes chefs de ménage très peu ou pas scolarisés n'ayant pas occupé d'emploi bien défini, de casseurs de cailloux venant des carrières voisines, « où vivent et travaillent dans des conditions infra-humaines des groupes de descendants d'anciens esclaves ou des paysans pauvres ruinés. » Parmi ces récupérateurs d'ordures, « 63% d'entre eux sont là depuis plus de 5 ans, tandis que 38% stagnent sur la décharge depuis plus de 10 ans. » Les familles ont en moyenne cinq enfants, et « la mortalité infantile est telle qu'elle arrache à la vie un enfant sur deux dans les trois premières années¹⁰. »

« Les riches ont tiré devant les pauvres des rideaux sur lesquels ils ont peint des monstres » remarquait le sociologue anglais Charles Booth à la fin du XIX^{ème} siècle. L'histoire malgache confirme une fois de plus la pertinence de sa réflexion. A peine l'apparition d'une population sous-prolétaire est-elle reconnue à Antananarivo, qu'on l'affuble du nom très péjoratif de *quatre mi*, dans les années 1980. L'explication la plus couramment avancée pour ce terme est que *mi* est la syllabe commune à quatre verbes malgaches sensés décrire les comportements typiques des sans-abri et signifiant, en langage très grossier : se saouler (*misotro*), se droguer (*mifoka*), jouer pour de l'argent (*miloka*), et forniquer, se prostituer (*mileky*)¹¹. Une autre interprétation, beaucoup moins péjorative, est *ceux qui ont la vie dure (mafy ady)*¹². Comme on le verra plus loin, l'appellation de *quatre mi* est généralement perçue comme une insulte et une humiliation par ceux à qui elle s'adresse.

Une enquête qualitative récente menée par l'anthropologue Anne-Marie Coquelin auprès de 96 personnes sans-abri ou habitant les bas-quartiers d'Antananarivo permet d'appréhender partiellement l'immense fossé qui sépare leurs aspirations de leur réalité quotidienne, source de leur souffrance¹³. Ceux qui possèdent un logement dans les bas-

⁸ Sur l'histoire de Madagascar depuis l'indépendance, voir Sylvain Urfer, *L'espoir et le doute. Un quart de siècle malgache* (réédité en mars 2006) et aussi *Le doux et l'amer. Madagascar au tournant du millénaire* (2003) aux éditions Foi et Justice

⁹ Yves Marguerat *Antananarivo et ses marginalités sociales*, in Marguerat Yves (dir) *Garçons et filles des rues dans la ville africaine*, Paris, EHESS, 2003, p. 181 – 196, téléchargeable sur le site des publications scientifiques de l'IRD, <http://www.documentation.ird.fr/fdi/liste.php> année 2003

¹⁰ Martine Camacho, *Les poubelles de la survie. La décharge municipale de Tananarive*. Paris, L'Harmattan, 1986, p. 21 et 22

¹¹ Jacques Tronchon et Leonce Wing Kong, *Les sans-abri d'Antananarivo*. Rapport d'enquête, ASA, 1994. Clément Sambo avance une autre explication dans *Langages non conventionnels à Madagascar : argot des jeunes et proverbes*, Karthala, 2001, p. 176. Il s'agirait d'une formule rimée ancienne définissant une vie de débauche, qui aurait été transformée pour parler spécifiquement des sans-abri : *midoroka* (se droguer), *miloka* (jouer), *misotro* (boire) et *mivaro-tena* (se prostituer).

¹² Cyrille Harpet et Brigitte Le Lin, *Vivre sur la décharge d'Antananarivo. Regards anthropologiques*. Paris, L'Harmattan, 2001, p. 81

¹³ *Visages de l'exclusion*, par Anne-Marie Coquelin, Sarah Rafetison, Faniry Rakotomalala, Marie Brilllet, Anne Brunel, AFVP- CAPDAM, mai 2004

quartiers courent en permanence le risque de devenir sans-abri, tandis que certains sans-abri possèdent en réalité un logement, mais exercent leur activité dans la rue. Les deux groupes sont donc extrêmement proches. « *L'univers symbolique de ces personnes demeure extrêmement conforme aux normes traditionnelles de la société malgache. Ne pas avoir une vie respectable à ce sujet est source de souffrance et de dévalorisation bien plus que les conditions de vie au quotidien* » affirme l'auteure. Ainsi, il n'est pas rare de rencontrer des femmes ayant eu de nombreux enfants avec des compagnons différents, dans une quête incessante, et toujours vouée à l'échec, du compagnon qui pourrait les aider à les élever. Les enfants gardent une importance énorme dans ce milieu. Source de soucis mais aussi de fierté, ils aident à tenir au quotidien. Les sans-abri comme les habitants des bas-quartiers se projettent dans l'avenir pour leurs enfants, pour lesquels ils espèrent une vie meilleure que la leur. Les enfants sont aussi la seule garantie pour les parents devenus âgés, et ce sont eux qui mettront leurs parents au tombeau. C'est le *valiy babena*.

Bien entendu, le fait de se retrouver dans la rue ou dans un quartier stigmatisé renvoie une image négative de soi, de même que le fait de récupérer des ordures, fortement stigmatisant. Mais la plupart de ces personnes ne sont pas abattues par leur condition, elles demeurent combatives, avec une réelle envie de s'en sortir pour assurer un meilleur avenir à leurs enfants. Leur très faible niveau scolaire les enferme dans les métiers les plus précaires et dévalorisés du secteur informel, mais la valeur travail demeure importante pour eux, ce qui est un facteur important d'intégration sociale. Pourtant, leurs perspectives d'intégration professionnelle sont extrêmement réduites, non seulement à cause du manque de qualification, mais aussi faute de carte d'identité. L'exclusion civique est importante dans ce milieu et génératrice d'autres formes d'exclusion.

L'auteure est amenée à formuler quelques recommandations pour répondre aux attentes fortes qu'elle a perçues. Tout d'abord, prendre en compte le désir exprimé par tous d'avoir un toit dont ils seraient propriétaires. « *Symbole de sécurité et de respectabilité, le rêve de la petite maison revient dans quasiment tous les discours. Des programmes de logements sociaux subventionnés devraient être étudiés.* » L'enfant est souvent un point d'entrée efficace pour l'action, puisque les parents mettent leur espoir en lui. Les actions de soutien scolaire doivent donc être renforcées et il faut prendre en compte l'ensemble de la famille lorsque celle-ci est dans la rue. L'obtention de papiers d'identité est un désir partagé par tous ceux qui en sont privés : autant au niveau symbolique que pratique, il s'agit d'une réappropriation du rôle de citoyen.

Quand la misère chasse la pauvreté

Ce titre d'un livre de Majid Rahnema¹⁴ illustre bien la situation de Madagascar. Pendant des siècles, rappelle l'auteur, les sociétés ont vécu dans une « pauvreté conviviale » où la modération des envies et la richesse relationnelle étaient les moyens essentiels pour résister à la misère et à la déchéance. Dans les grandes religions, la recherche d'une plénitude intérieure a poussé les grands spirituels à choisir la pauvreté volontaire pour se libérer de toute dépendance matérielle asservissante. Pour eux, l'état de pauvreté se caractérise par l'absence du superflu, tandis que la misère est l'absence du nécessaire. L'instauration d'une économie productiviste mondialisée a inauguré une nouvelle ère en

¹⁴ Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Paris, Fayard/Actes Sud, 2003

créant de l'abondance, mais aussi de la rareté et de la misère, car la croissance de cette économie repose sur la création infinie de besoins que les plus démunis ne peuvent satisfaire. A Madagascar, l'explosion démographique, la concurrence agricole de pays où la productivité est bien plus forte, et les politiques désastreuses mises en place par nombre de dirigeants, constituent d'autres raisons à l'extension de la misère.

La crise politique qui sévit depuis janvier 2009 a provoqué un phénomène que tout observateur attentif peut constater : l'augmentation du nombre de personnes sans-abri et de la mendicité infantine dans les rues de la capitale. Dans certaines rues jusqu'alors épargnées, des enfants mendient dans la journée, tandis que les portes cochères et autres renforcements muraux abritent maintenant de pauvres hères décharnés. Tel magazine proclame que « la bidonvillisation prend de plus en plus d'ampleur dans plusieurs quartiers de Tanà » et cite « le tristement célèbre *La Réunion kely* où « non moins d'une centaine de familles » s'entassent dans des cabanes faites de morceaux de bois, de tissus récupérés et de toits en cellophane¹⁵. On peut véritablement parler d'une extension du paupérisme, que le dictionnaire Littré définit comme un « appauvrissement des classes inférieures » et le Larousse comme un « phénomène social caractérisé par un état de pauvreté endémique d'une partie de la population. »

Quelles sont les causes de cette extension du paupérisme ? Elles sont multiples, liées à l'exode rural des paysans sans terre, à la paupérisation rampante d'une partie de la population urbaine, etc. Dans leur rapport d'enquête sur *Les sans-abri d'Antananarivo*, Jacques Tronchon et Leonce Wing Kong résumaient ainsi le processus de paupérisation conduisant à la condition de sans-logis : « des métiers précaires au niveau de certains grands-parents et plus souvent des parents ; une migration vers la capitale pour essayer de gagner plus ; de mauvais logements, aux loyers très faibles, dans les bas-quartiers ; un licenciement ou une maladie causant la perte de travail et l'impossibilité de payer le loyer ; une fois faite l'expérience du couchage dans la rue, une limite a été franchie : le *quatre mi* a liquidé tous ses maigres biens, perdu sa carte d'identité et rompu avec son ancien quartier¹⁶. » La fin de l'accord textile avec les pays développés et la crise socio-politique qui secoue le pays depuis janvier 2009 ont provoqué un phénomène paupérisant de grande ampleur, la perte de 230.000 emplois salariés, d'après les estimations du Pnud¹⁷. Les salariés licenciés sont appauvris, mais pas nécessairement paupérisés, car ils vont mettre en œuvre toutes leurs défenses, leurs compétences et leurs réseaux pour résister au déclassement social. Mais le déversement de tous ces travailleurs du secteur formel dans le secteur informel, seul recours pour survivre, provoque un engorgement et une concurrence accrue sur ce dernier, comme l'atteste le nombre accru de petits vendeurs ou revendeurs à la sauvette sur les marchés. Dans le même temps, les pertes de salaires provoquent une diminution de la demande de biens de consommation. La conjonction d'une augmentation des revendeurs et d'une diminution des ventes provoque évidemment un sous-emploi accru et une baisse des revenus des travailleurs du secteur informel, tout particulièrement de ceux qui sont les moins compétitifs par manque de qualification, d'expérience, de santé, etc. Une partie de ceux là sont paupérisés, c'est-à-dire qu'ils basculent de la pauvreté endémique dans la misère, notamment en perdant leur logement déjà précaire.

Ce phénomène d'extension du paupérisme, visible à l'œil nu, est très mal appréhendé par les enquêtes statistiques. Une méthode d'observation de l'évolution de la situation

¹⁵ *Fihavanana Magazine*, bimensuel gratuit, n° 8 du 15 décembre 2009, p. 10 et 11

¹⁶ Jacques Tronchon et Leonce Wing Kong, op. cit. pp 24-25

¹⁷ *Enquête Mc RAM III*, Système des Nations Unies, Madagascar, novembre 2009, p. 9

socio-économique des ménages d'Antananarivo a été mise en place depuis mai 2009 par le Système des Nations unies, par des enquêtes intitulées *Multi-Cluster Rapid Assessment Mechanism* (McRAM) réalisées tous les trois mois. Il s'agit d'évaluer rapidement les besoins prioritaires des ménages d'Antananarivo et d'apporter des réponses d'urgence. Mais la base de sondage des enquêtes McRAM, dans laquelle sont tirés les échantillons des quelques 660 ménages à enquêter, est constituée des ménages enregistrés par les *fokontany*. Les ménages sans logis sont donc d'emblée exclus de l'enquête. En outre, dans les bas-quartiers, nombreux sont les ménages en difficulté qui ne se font pas enregistrer par le *fokontany*, d'une part pour ne pas payer le droit d'enregistrement, d'autre part pour éviter de payer les cotisations réclamées à chaque ménage lorsque survient un décès dans le quartier, ou lorsqu'il s'agit de participer à des travaux collectifs. Comme on le verra plus loin, 70% des ménages qui vivent de la décharge d'Andramiarana, à 10 kilomètres au nord d'Antananarivo, ne sont pas enregistrés au *fokontany* le plus proche. Une frange importante de la population la plus misérable échappe donc complètement aux enquêtes qui devraient évaluer ses besoins les plus urgents.

« *S'ils sont dans la misère, c'est qu'ils le veulent bien. S'ils vivent sur une décharge, c'est qu'ils y sont bien* » affirme parfois l'homme de la rue. Monsieur Jean-Pierre tient un autre langage. Il fut pendant des années un porte-parole des familles sans-abri "déguerpies" du quartier de *La Réunion kely* en 2003, acculé à se réfugier avec sa famille sur une décharge, où il vit encore aujourd'hui. Invité à participer à un séminaire international organisé par ATD Quart Monde à l'île Maurice, sur le thème de la violence vécue par les populations très défavorisées, il s'exprima ainsi le 4 décembre 2009, lors d'un tour de table des participants : « *Quand je regarde les bacs à ordures ici (à l'île Maurice) je ne vois personne qui vient y récupérer des objets. C'est la différence avec nous, à Madagascar. Quand je regarde les pauvres à Madagascar, ça me fait pleurer. Si on compare Madagascar aux autres pays, on voit qu'on est dans la misère totale.* »

La misère, violation des droits de l'homme

Les deux tiers des malgaches vivent dans la pauvreté, nous dit-on. Mais fort heureusement, tous ne sont pas des *quatre mi*. Ainsi est-on conduit à distinguer différents niveaux de pauvreté, et plus généralement à distinguer la pauvreté de la misère. Amartya Sen, prix Nobel d'économie, et Joseph Wresinski, fondateur du Mouvement ATD Quart Monde, ont renouvelé l'approche traditionnelle de la pauvreté, en développant des approches complexes et multidimensionnelles qui s'éclairent mutuellement de multiples manières. Le livre *Éradiquer la misère* décrit le cheminement personnel des deux auteurs, les fondements théoriques et les conséquences pratiques de leurs apports. Le lecteur intéressé par une présentation approfondie pourra se reporter à cet ouvrage¹⁸.

Très schématiquement, Amartya Sen a montré que la famine de 1943, qui a tué près de trois millions de personnes au Bengale, n'était pas due à une insuffisance de nourriture sur place, mais à l'incapacité des affamés de se la procurer. C'est à partir de ce constat bouleversant qu'il a défini la pauvreté comme « *privation des capacités élémentaires* », et plus précisément comme un manquement à atteindre un certain niveau absolu de

¹⁸ Xavier Godinot (direction) *Éradiquer la misère. Démocratie, mondialisation et droits de l'homme*. Presses universitaires de France. 2008, 436 pages. Voir en particulier l'introduction sur « Précarité, pauvreté et misère »

capacité. Il définit donc une pauvreté absolue socio-historique, qui doit être distinguée de la pauvreté relative. Joseph Wresinski le rejoint tout à fait sur ce point en affirmant que la grande pauvreté empêche d'assumer ses responsabilités et que la misère est une violation des droits de l'homme. Dans un rapport adopté par le Conseil économique et social français en 1987, il a défini la grande pauvreté comme un *cumul durable des précarités* dans tous les domaines de la vie : revenus, logement, santé, éducation, emploi, absence de représentation politique, etc. La *persistance* de cette situation en rend les effets dévastateurs en affaiblissant l'être même de ceux qui la subissent et en diminuant leur capacité d'autonomie. Ceux-ci se retrouvent dans *l'impossibilité d'accéder à leurs droits fondamentaux et d'exercer leurs responsabilités* sans soutien extérieur. Telle est bien la situation des personnes ou familles qui se retrouvent sans logement. Plus fondamentalement, a-t-il souligné, la misère apparaît comme une violation des droits de l'homme, puisqu'elle est la négation de tous les droits, économiques, sociaux, culturels, civils et politiques, reconnus dans la déclaration universelle des droits de l'homme¹⁹. Elle est aussi une atteinte à la dignité humaine et à l'identité personnelle, qui s'appuient sur le respect de soi et le respect que les autres vous portent.

En juin 1996, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a fait sienne l'approche du rapport Wresinski, en adoptant le rapport final sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté de Léandro Despouy, qui affirme à son tour que « *ce cumul de précarités ou de carences en matière de santé, d'éducation, d'habitat, de participation, etc., dont la persistance tourmente la vie de ceux que frappe la misère correspond, dans le langage juridique courant, à une expression précise et bien définie : la négation absolue des droits les plus élémentaires de l'homme*²⁰. » Depuis, les agences des Nations unies ont fait leur cette affirmation et l'ont largement répandue.

La misère, combinaison d'extrême pauvreté et d'exclusion sociale

Wresinski n'a cessé d'insister sur le fait que la misère n'est pas faite seulement d'extrême pauvreté, mais aussi d'exclusion sociale. « *La misère commence là où commence la honte* » disait-il. Dans l'un de ses derniers textes, il écrit : « *Le pire est le mépris de vos concitoyens. Car c'est le mépris qui vous tient à l'écart de tout droit, qui fait que le monde dédaigne ce que vous vivez et qui vous empêche d'être reconnu digne et capable de responsabilité*²¹. » Le mépris à l'égard des plus défavorisés conduit à nier leurs souffrances. La lutte contre la misère n'est donc pas seulement une question d'investissements économiques et culturels, elle implique aussi des changements de regards des uns sur les autres, des changements profonds dans les rapports sociaux, pour donner de la reconnaissance à ceux qui en sont privés.

L'apparition de nouvelles formes de paupérisme qui s'étalent aux yeux de tous semble aller de pair avec une apparente indifférence ou un aveuglement d'une partie des élites et du corps social. Cette indifférence ne laisse pas de surprendre et invite à s'interroger sur ses causes. Si l'apparition d'un sous-prolétariat urbain révèle une nouvelle forme de misère et d'exclusion, les processus de discrimination et de relégation qui la sous-

¹⁹ Joseph WRESINSKI, *Grande pauvreté et précarité économique et sociale*, Avis et rapport du Conseil économique et social, Journal officiel de la République française, février 1987, p. 6

²⁰ Leandro DESPOUY, *Rapport final sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté*, op. cit. p. 40 et 41

²¹ Joseph WRESINSKI, *Les plus pauvres, révélateurs de l'indivisibilité des droits de l'homme*, Contribution à la réflexion de la Commission nationale consultative des droits de l'homme en 1989 (France), Cahiers de Baillet, 1998, éditions Quart Monde

tendent semblent quant à eux ancestraux. Un premier processus de discrimination collective ancien peut être invoqué, celui qui, schématiquement, divisait en trois castes la société *merina*, largement majoritaire dans la capitale : les *andriana* (les nobles), les *hova* (les hommes libres) et les *andevo* (les esclaves), entre lesquels la séparation était très rigoureuse au XIX^e siècle. Chacun sait que cette stratification sociale par la caste, aujourd'hui informulée, est loin d'avoir totalement disparu.

Un autre processus de discrimination collective semble à l'œuvre, très prégnant dans certaines civilisations asiatiques, qui distingue les métiers nobles et purs des métiers ignobles ou impurs, et impose une véritable ségrégation sociale et géographique aux groupes exerçant les métiers impurs. Au Japon, les *burakumin* - « gens des hameaux » - sont les descendants des hors-castes de l'époque féodale, victimes d'un ostracisme qui n'a jamais cessé. Ils descendent de deux catégories : les *hinins* - « non-humains » - et les *eta* - « êtres souillés », considérés comme impurs, pour des raisons religieuses, parce qu'ils exerçaient des métiers comme équarisseurs, tanneurs ou croque-morts, qui les mettaient en contact avec le sang, la mort et la maladie²². En Inde, les intouchables ou *dalits* étaient considérés comme impurs pour les mêmes raisons. "Hors-castes", ils n'étaient pas intégrés au système complexe qui structurait la société indienne en quatre classes, mais considérés comme des sous-hommes. Bien qu'en mai 1947, l'assemblée constituante indienne ait aboli le statut d'intouchable et interdit la discrimination reposant sur l'appartenance à une caste, les *dalits* font encore l'objet d'une ségrégation qui peut prendre des formes très violentes.

Bien entendu, ces deux processus de discrimination peuvent être simultanément à l'œuvre, comme le notait Martine Camacho en ce qui concerne les récupérateurs d'ordures à Antananarivo : « *la masse la plus défavorisée descend d'anciens esclaves et cumule ainsi le double handicap d'une naissance au bas de l'échelle sociale et d'une activité qui l'exclut de la population normale. Même ceux dans les ordures qui appartiennent à l'ancienne caste hova des hommes libres ou roturiers se retrouvent socialement déclassés par le lieu de résidence*²³. »

Un tiers des habitants d'Antananarivo en situation d'extrême pauvreté

Combien y a-t-il de ménages en situation d'extrême pauvreté dans la capitale ? La réponse à cette question ne peut être qu'une estimation grossière, pour plusieurs raisons. La première est l'incertitude qui affecte la plupart des statistiques du pays concernant sa population, qui n'a pas été recensée depuis 17 ans. La seconde est l'exclusion statistique des plus pauvres dans de nombreux domaines. Ainsi, l'Unicef estime qu'à Madagascar, 25% des enfants ne sont pas enregistrés à la naissance. Comment sont-ils enregistrés ensuite ? De nombreux ménages sans abri ou habitant des zones de pauvreté ne sont pas enregistrés dans les fokontany, qui servent de base d'échantillonnage à la plupart des enquêtes. Enfin, un sérieux problème de méthode se pose. On a dit que la misère est une combinaison d'extrême pauvreté et d'exclusion sociale, et l'extrême pauvreté un cumul *durable* de précarités dans tous les domaines de la vie. En toute rigueur, l'extrême pauvreté ne peut donc être appréhendée que par des enquêtes diachroniques, indiquant combien de ménages d'une cohorte cumulent durablement des précarités spécifiques.

²² Jean-François Sabouret, *L'autre Japon : les burakumin*, Paris, La Découverte, 1983

²³ Martine Camacho, op. cit. p. 30

Type de précarité à Madagascar	% de la population		Année	Source
<i>Habitants bidonvilles parmi urbains</i>	72,00%		2005	UN-Habitat
<i>Revenus par pers ≤ 1.25\$/j</i>	68%		2005	BM/Unicef
<i>Revenus par ménage (4.4pers) ≤ 100 000 Ariary/mois</i>	37,30%		2010	McRAM 2010
<i>Insécurité alimentaire sévère</i>	29,30%		2010	McRAM 2010
<i>Analphabétisme Jeunes H(15-24)</i>	27%		2000-2007	Unicef
<i>Analphabétisme Jeunes F(15-24)</i>	32%		2000-2007	Unicef
<i>Analphabétisme Adultes</i>	29%		2000-2007	Unicef
<i>Non enregistrement/absence Ecole Primaire</i>	24%		2000-2007	Unicef
<i>Enfant ≤ 5ans sous-alimenté modéré/sévère</i>	36%		2000-2007	Unicef
<i>Travail des enfants (5-14ans)</i>	32%		1999-2007	Unicef
<i>Dont Garçons</i>		36%		
<i>Filles</i>		28%		
<i>Non enregistrement naissance</i>	25%		2000-2007	Unicef
<i>Dont Rural</i>		28%		
<i>Urbain</i>		13%		
<i>Mariage d'enfants (avant 18 ans)</i>	39%		2000-2007	Unicef
<i>Dont Rural</i>		29%		
<i>Urbain</i>		42%		

De telles enquêtes sont coûteuses, et n'ont pas été réalisées récemment dans la grande île. On ne peut donc qu'avancer des estimations grossières, fondées sur la mesure de différentes précarités à un moment donné. La collecte de différentes sources permet de dresser le tableau précédant, qui rassemble des chiffres concernant uniquement la population d'Antananarivo, ceux des enquêtes McRAM, tandis que tous les autres couvrent l'ensemble du pays.

L'enquête Mc RAM 4, effectuée début 2010 auprès de 503 ménages représentatifs de la population de la capitale, indique que 29,3% des ménages étaient en insécurité alimentaire sévère, tandis que 37,3% des ménages, comprenant en moyenne 4,4 personnes, gagnaient moins de 100 000 ariary par mois, soit moins de 757 ariary par personne et par jour. On est très loin en dessous du seuil international d'extrême pauvreté, fixé à 1,25 \$ par personne et par jour, soit environ 2725 ariary p/j.

Au vu de l'ensemble de ces chiffres, on peut raisonnablement estimer qu'environ un tiers des habitants de la capitale sont en situation d'extrême pauvreté.

Construire l'intelligence collective de la lutte contre la pauvreté et la misère

Il y a dix ans, la Banque mondiale réalisait une enquête auprès des populations en situation de pauvreté, exceptionnelle par sa démarche et son ampleur, puisqu'il s'agissait de solliciter « *les voix des pauvres* » et de recueillir leur opinion dans une cinquantaine de pays en développement. Ses auteurs affirmaient : « *Il y a 2,8 milliards d'experts de la pauvreté, les pauvres eux-mêmes. Pourtant, le discours sur le développement et la pauvreté est dominé par le point de vue de ceux qui ne sont pas pauvres – professionnels, politiciens, fonctionnaires... Les plus pauvres, dans toute leur diversité, sont exclus, impuissants, ignorés et négligés. Il sont un angle mort du développement*²⁴. » En paraphrasant ce texte, on peut écrire qu'il existe à Madagascar treize millions d'experts de la pauvreté, les pauvres eux-mêmes. Mais qui reconnaît leur savoir d'expérience ? Quand leur expression est-elle sollicitée et encouragée ? Qui les aide à mettre en mots leur savoir de vie et à construire leur pensée ? Quand a-t-on cherché à les associer à la définition des programmes nationaux de développement et de lutte contre la pauvreté ? N'est-il pas temps de reconnaître que sans leur participation active, sans la mobilisation de leur savoir personnel et collectif, toute lutte contre la pauvreté est vouée à l'échec ?

Il s'agit donc de croiser trois types de savoirs, selon un cadre épistémologique tracé par Joseph Wresinski²⁵. Le premier à considérer est le *savoir de vie* des personnes en situation d'extrême pauvreté, premiers experts de la pauvreté, car ils en ont l'expérience vécue et savent tout ce qu'elle signifie en termes de souffrance, mais aussi de changements nécessaires. Ce savoir est le plus souvent en friche, écrasé et étouffé par les savoirs savants. Il faut donc l'aider à se construire pour pouvoir se communiquer, et cette phase de construction est déjà, en elle-même, lutte active contre la pauvreté culturelle. Ensuite, le *savoir académique dominant* qui reste « *partiel, indirect et purement informatif* » doit aussi être pris en compte. Il n'est pas mobilisateur et ne donne pas de raisons aux êtres humains de s'engager pour d'autres, mais il apporte un recul et une

²⁴ Deepa NARAYAN, Robert CHAMBERS, Meera K. SHAH, Patti PETESCH. *Voices of the Poor. Crying Out for Change*, World Bank 2000, p. 2 et 264

²⁵ Joseph WRESINSKI, *La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat*, décembre 1980, téléchargeable sur www.joseph-wresinski.org rubrique « Anthologie ». Toutes les citations qui suivent sont extraites de ce texte.

globalité indispensables. Enfin, le *savoir d'action des professionnels* engagés aux côtés des plus déshérités doit également être pris en compte et développé, car il fournit des clés indispensables pour mettre en œuvre des changements. Si l'apparition, puis l'extension d'un sous-prolétariat urbain n'a guère semblé infléchir les politiques de l'État malgache, le corps social n'est pas resté insensible à cette nouvelle forme de paupérisme et s'est efforcé de venir en aide à ceux qui en sont victimes. De nombreuses associations se sont créées dans ce but à Antananarivo, dont les plus connues sont probablement Energie (NRJ), démarrée de façon informelle en 1987 par le père Vincent Chopart avec des enfants des rues ; Akamasoa, fondée par le père Pedro Opeka en 1988 avec des familles vivant sur les décharges ; Asa, fondée en 1991 par le père Jacques Tronchon avec des familles sans-abri, et Enda. Ces associations, et beaucoup d'autres, sont porteuses d'une connaissance et d'une expérience de mobilisation des populations en grande pauvreté qui doit être mise à profit.

La première partie de ce rapport a pour titre : *Conditions de vie et aspirations des familles en grande pauvreté à Antananarivo* et comprend quatre chapitres. Le chapitre 1 s'intitule *Brève histoire d'une population sans abri déplacée du centre ville d'Antananarivo*. Le chapitre 2 traite des *Conditions de vie et aspirations des familles du hameau d'Andramiarana*. Le chapitre 3 aborde *Le défi de l'aménagement des bas-quartiers d'Antananarivo, par l'exemple d'Antohomadinika III G hangar*. Le chapitre 4 donne un aperçu, par la photographie, de *L'univers des enfants d'Andramiarana et d'Antohomodinika*.

La seconde partie de ce rapport, intitulée *Défis et opportunités. Quelques leçons de l'expérience*, comprend elle aussi quatre chapitres. Le chapitre V énonce quelques enseignements de *dix ans d'action « savoir-santé » à Antananarivo*. Le chapitre VI présente les enseignements de *vingt ans de « bibliothèques de rues » à Antananarivo et Toliara*, et le chapitre VII ceux du projet *« Travailler et Apprendre Ensemble – Miasa Mianatra Miaraka »*, dans sa double composante de formation des jeunes à l'informatique, et d'ateliers de production artisanale des adultes, à Antananarivo. Le chapitre VIII présente *quelques enseignements de l'expérience de quatre associations : ASA, Enda Océan Indien, AFAFI et Akamasoa*.

La troisième et dernière partie du rapport est consacrée aux *recommandations pour l'action*. Il s'agit de changer les règles du jeu pour stopper le gâchis humain de la misère, ce qui requiert trois axes d'action: *1. Changer de regard sur les populations les plus défavorisées. 2. Faire de la lutte contre la pauvreté une véritable priorité nationale. 3. Engager des investissements massifs dans cinq domaines prioritaires.*

PREMIERE PARTIE – **CONDITIONS DE
VIE ET ASPIRATIONS DES
FAMILLES EN GRANDE
PAUVRETÉ À ANTANANARIVO**

CHAPITRE I – **Brève histoire d'une population sans-abri déplacée du centre ville d'Antananarivo**

**Céline SILVA RAMOS
Marcelline RAZAFINDRASOA
Xavier GODINOT**

Ce chapitre est entièrement composé d'extraits d'un document écrit par les membres d'ATD Quart Monde Madagascar, responsables de l'activité « connaissance – expertise ». Ce document d'une cinquantaine de pages sera publié prochainement sous le titre *Histoire d'une population en grande pauvreté déplacée du centre ville d'Antananarivo. 2002 – 2010.*

En l'an 2000, François Phliponeau est envoyé comme volontaire permanent du Mouvement ATD Quart Monde à Madagascar, avec l'objectif de faire connaissance avec de nouvelles familles en grande pauvreté, hors des zones connues jusqu'alors par le Mouvement. Après avoir appris le malgache, il chemine dans son effort de prospection avec deux autres volontaires permanents, Amélie Rajaonarison et Kenny Kamony, et plusieurs autres membres du même Mouvement. C'est ainsi qu'ils rentrent en contact avec les familles sans abri qui habitent *Lalamby*.

La condition des familles sans-abri à *Lalamby* en 2002

Lalamby, qui signifie « la voix ferrée » en malgache, est un quartier sud de la capitale d'Antananarivo qui se situe au dos du Ministère des affaires étrangères. Il s'étend tout le long d'un tronçon de la voie ferrée du quartier d'Ampefiloha jusqu'à l'ouest d'Ambohijanahary (RN7). En 2002, un grand nombre de familles sans-abri vivaient sur ce lieu, dans des cabanes ou des « maisons-sachets », faites de cartons, bâches, morceaux de cellophane et morceaux de bois. Leur principale activité génératrice de revenus est la "récupération".



Lalamby est un lieu de vie, mais aussi un lieu de travail et de commerce pour des centaines de personnes qui pendant la nuit récupèrent dans les ordures une multitude d'objets (bouteilles, bouchons, conserves, cartons, plastiques...) qu'ils viennent vendre le lendemain à *Lalamby*.

Les conditions de vie des familles sur ce lieu sont déplorables. Certaines ONG, comme Médecins sans frontières, tentent d'améliorer la santé des habitants.



« Les enfants n'allaient pas à l'école, les gens ne pouvaient pas se soigner et quand la pluie tombait, l'eau montait jusqu'aux genoux à l'intérieur de la maison. Les toits des maisons qui sont en plastique tombaient, s'envolaient et retombaient tout le temps. Mais à côté de cela il y avait des hommes, des femmes et des enfants qui luttait tous les jours pour survivre. Il y avait beaucoup de talents dans ce lieu [...] »

Amélie Rajaonarison,
volontaire permanente ATD Quart Monde

« Ici, on est sur une pirogue qui flotte sur l'eau mais on meurt de soif. On ne peut pas se soigner dans cet hôpital. Il faut faire tomber ce mur qui est derrière mon dos car là, derrière, il y a la santé et l'argent ! » s'exclame M. Dominique, un des porte-parole des habitants de Lalamby. En effet, de l'autre côté du mur se trouvent l'hôpital Ravoahangy et le bureau de la Banque mondiale.

« Il y avait déjà plusieurs associations qui faisaient des choses à Lalamby [...] comme Médecins sans frontières qui soignait les enfants [...] C'était un lieu de passage pour tous ceux qui voulaient voir la misère à Madagascar, les ONG, les touristes, les religieux... Tous venaient là pour pleurer sur le sort de ces familles qui y vivaient. Seuls les politiciens ne sont pas passés par là pour faire leur campagne électorale car ils savent très bien que ces gens [...] ne peuvent pas voter. »

Amélie Rajaonarison, volontaire permanente ATD Quart Monde

Des témoignages recueillis par les volontaires permanents d'ATD Quart Monde donnent des indications précieuses sur les circonstances qui ont amené des familles entières à s'installer à Lalamby et sur ce qu'elles y ont vécu :

« Mes parents, mes quatre enfants et moi avons mené une vie très dure. Le 27 novembre 1992, nous n'avions nulle part où aller et nous avons décidé de nous installer au bord des rails, près de Colas, à Anosibe (Lalamby). C'était vraiment dur car c'est un endroit bruyant et plein de violence. On devait supporter la pluie mais aussi le soleil écrasant. On ne nous traitait pas comme des êtres humains mais comme des chiens. Les passants osaient nous humilier, nous injurier, se moquer de nous, nous exclure. Ils nous disaient : "déjà on a des problèmes avec les chiens et vous, les quatre mi, vous en rajoutez" et pourtant nous ne leur demandions pas l'aumône. Nous ne pouvions que nous taire [...] notre vie est pleine de violence. La souffrance est dure et amère. »

Madame Lantonirina

« Pendant plusieurs années, mon mari et moi, nous avons habité près de la voie ferrée. A cause de notre misère et du chômage, nous n'avions pas d'argent pour payer les loyers ; c'est pour cela que nous avons été obligés de rester là-bas... Durant ces années à Lalamby, les gens nous menaçaient : "vous n'êtes que des moins que rien, voleurs et sans papiers d'identité. Vous salissez la ville". Je ne disais rien, je les écoutais seulement. Voilà ce que mon mari et moi avons enduré. En entendant tout ce qu'ils disaient, j'étais tellement triste... mais je n'avais nulle part où aller. Tout cela fait partie de la violence que nous devons affronter. »

Madame Célestine

« Je faisais partie des gens qui vivaient à La Réunion kely [...] j'étais donc parmi ceux qui vivaient dans la misère [...] Nous vivions là-bas car nous n'avions pas d'argent pour payer un loyer. Il y avait plein d'agressions : en chemin ou dans les bacs à ordures, on nous battait, on nous giflait, on nous lançait des cailloux, on nous disait des gros mots, on crachait sur nous et on nous poussait ; on nous a même expulsé des bacs en nous disant : " tu es quatre mi, sale et puante, va t'en ! " [...] C'est ça, la violence que j'ai subie ! »

Madame Mariette

Le projet officiel de délogement et de réinsertion sociale des occupants illicites de *Lalamby* en 2002-2003

Pour remédier aux effets de la crise de 2002, la Communauté urbaine d'Antananarivo décide d'entreprendre plusieurs grands projets pour changer le visage de la capitale. Elle annonce vouloir renforcer la prévention des couches vulnérables de la population, favoriser leur réinsertion sociale et promouvoir l'accès de tous aux services essentiels de base. L'objectif affiché est d'offrir aux populations vulnérables une nouvelle chance de bénéficier de leurs droits. Par ailleurs, en vue de la réhabilitation du réseau ferroviaire du Réseau national des chemins de fer malgaches (RNCFM), l'État décide de mettre en œuvre une politique de relance de l'exploitation dès 2002. La mise en œuvre de ce projet nécessite le délogement des occupants de la voie ferroviaire nommée *Lalamby*.

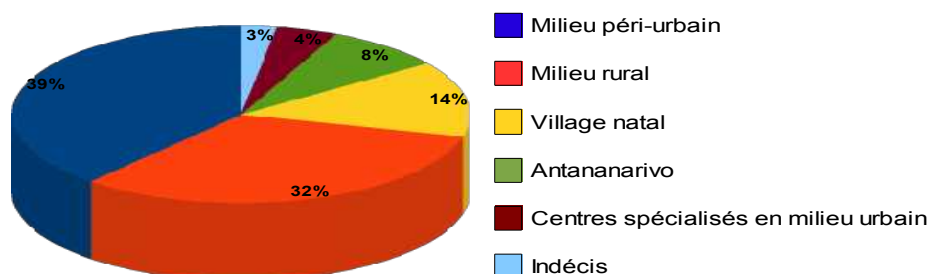
Vu ses expériences antérieures malheureuses, l'État malgache décide de demander l'aide de quelques ONG spécialisées, pour préparer l'opération de délogement et de réinsertion de ces familles. Plusieurs études sont menées sur le terrain avec la participation d'ONG invitées à des réunions interministérielles : ATD Quart Monde, Asa, LCER, FTMM et Famonjena. Soucieux de faire entendre la voix des intéressés auprès des autorités, François Phliponeau réclame la présence de représentants des habitants de *Lalamby*. C'est ainsi que monsieur Dominique et monsieur Jean-Pierre sont invités à participer aux réunions interministérielles, à s'asseoir à la même table que les hauts fonctionnaires et à y prendre la parole, ce qui est pour eux une grande fierté. Ils soutiennent aussi les associations dans le recensement de la population du lieu et participent à la préparation de son déménagement. Le recensement effectué en 2002 par diverses ONG et les délégués de ces familles dénombre 325 familles, soit approximativement 1192 personnes, qui vivent sur place.

Lors de réunions de travail entre les autorités et le groupe ONG, il est convenu que :

- les personnes qui souhaitent rester en ville seront envoyées dans des centres spécialisés, sous la responsabilité de la municipalité, où elles pourront bénéficier d'un accompagnement social urbain par diverses ONG ;
- les personnes qui souhaitent être rapatriées dans leur village natal seront soutenues par le CNS (Comité national de secours) et le Ministère de l'intérieur. Cependant, des contrats d'engagement seront établis pour éviter toute réinstallation dans la capitale ;
- les personnes qui souhaitent une réinsertion péri-urbaine seront envoyées à Masindray, avec l'association LGW (Life Giving Water), et à Amboanjobe, avec l'association Famonjena ;
- les personnes qui souhaitent une migration en milieu rural seront envoyées à Ankarefo, via Ambohidratrimo puis Ankazobe, et à Moronimanga via Ambatomirahavavy.

La synthèse de l'étude menée par le comité restreint des ONG, les agents municipaux et les délégués des familles à *Lalamby*²⁶ donne les résultats indiqués dans la graphique suivant, en ce qui concerne les souhaits des familles à reloger :

Souhaits des familles quant aux lieux de réinsertion :



Au vu de ces souhaits, le départ des 325 familles de *Lalamby* est organisé par la CUA et le Ministère de la population, de la protection sociale et des loisirs. Ce départ suscite un grand intérêt des médias. À la radio comme dans les journaux, de nombreuses personnes associent ce départ à la propreté de la ville. Ces familles qui vivaient jusqu'alors de la récupération et du commerce d'objets ont accepté comme un grand espoir de promotion les quatre projets proposés par la Ville et le Ministère de la population. Ironie du sort, c'est le 1^{er} avril 2003 que le départ de ces familles pleines d'espoir a commencé.



« Ça fait longtemps qu'on attend ce départ, nous sommes contents de partir avant les fêtes de Noël. Il y a des familles qui restent mais c'est notre choix de partir en espérant qu'il y a un nouvel avenir avec le Ministère. »

Mme Hanta

« On nous fait monter dans des bus ; avant, l'État nous mettait dans des camions. »

M. Raperson



Certaines familles sont sensibles aux "marques de considération" de l'État à leur égard. D'autres se sentent enfin exister. On parle d'elles, on se soucie de leur avenir, elles qui auparavant n'existaient pas pour la Ville, sans papier d'identité ni logement reconnu.

²⁶ Rapport préliminaire : Opération de délogement suivi d'une meilleur réinsertion sociale des occupants illicites du réseau R.N.C.F.M, synthétisé par RAFETY Tovo (association Famonjena), 18 pages, 7 novembre 2002

Pour certaines familles, ce déménagement est un vrai dilemme. Elles doivent quitter le seul endroit où elles étaient encore tolérées. On leur demande de choisir un lieu différent, mais aussi un autre mode de vie que celui qu'elles connaissent. Certains couples, déjà fragilisés par leurs conditions de vie et par la misère, ne parviennent pas à se mettre d'accord et finissent par se séparer. Pour d'autres, l'un des conjoints accepte à contre-cœur de partir, décision qu'il ne tarde pas à reprocher à l'autre.

Le programme d'accompagnement des familles déplacées

Avec le soutien des ONG, l'État malgache décide de mettre en œuvre un programme visant à soutenir les familles dans leur déménagement et leur nouvelle réinsertion sociale :

- Le délogement devra se faire en une seule fois en partenariat avec les ONG ;
- Le déplacement sera à la charge de l'État ;
- La durée de réinsertion ne devra pas dépasser cinq années ;
- L'appui à la nutrition : les vivres des enfants scolarisés seront prises en charge totalement pendant tout le projet (cinq ans) à travers des cantines scolaires, et les femmes enceintes et/ou allaitantes seront favorisées par une nutrition améliorée ;
- L'appui à la santé : les soins et les médicaments seront gratuits pendant les trois premières années pour toute la population ;
- Le soutien en matériel : l'achat des tentes, titres fonciers, kit ménage sera à la charge de l'État malgache ;
- L'appui à la scolarisation : les enfants pourront être scolarisés sur les différents lieux d'accueil ;
- L'accompagnement social sera dégressif, suivi d'un appui aux petits métiers ruraux adaptés ;
- L'appui aux petits métiers urbains d'insertion sociale : développement d'activités génératrices de revenus et soutien à la formation.

La migration en milieu rural : Ambohidratrimo, Ankarefo, Ankazobe

Les familles envoyées à la carrière d'Ambohidratrimo, nommée par de nombreuses familles « *le trou* », avaient reçu la promesse de n'y rester que trois mois. Elles devaient ensuite rejoindre Ankazobe pour y devenir propriétaires d'un terrain attribué par l'État. En réalité, leur séjour à Ambohidratrimo a duré une année. Il a été suivi d'un autre transfert provisoire à Ankarefo pendant six mois, après lequel les familles ont enfin pu rejoindre Ankazobe.

« Dès le premier jour, je suis allé voir les familles dans cette carrière, et ce soir-là, je suis rentré très choqué car la vie de ces gens m'a fait penser à la prison : ils avaient très peu de liberté pour sortir, il fallait pointer au bureau pour dire qu'ils partaient et dire dans combien de temps ils devaient être de retour. A l'arrivée, il fallait aussi pointer. »

Keny Rajaonarison,
volontaire permanent d'ATD Quart Monde



L'État avait fourni le matériel nécessaire à la construction d'abris de fortune (bâches, rondins de bois...) que les familles ont construits elles-mêmes. Toutes étaient dépendantes du bon vouloir des autorités et des ONG car les sols rouges, impropres à l'agriculture, ne leur permettaient pas de cultiver pour se nourrir. Elles devaient donc attendre les sacs de riz offerts par l'État et quelques ONG.

« En 2003 nous avons quitté la voie ferrée pour être déplacés à Ambohidratrimo. Là-bas, on nous a mis dans un grand fossé, un endroit déblayé où il y avait des gardes comme si nous étions des bœufs dans leur parc. Nous y vivions comme des prisonniers. C'était très dur ! Pour moi, cela est aussi une forme de violence car nous n'avions pas de liberté et que nos droits n'étaient pas respectés... Les premières semaines, tout allait bien au niveau de la nourriture mais après, il fallait qu'on aille dans la grande décharge à côté pour trouver de quoi se nourrir. »

M. Jean-Pierre



La biscuiterie JB jetait sur une décharge proche les biscuits mal emballés. Cette décharge, qui devint un lieu de survie pour les familles, était également très dangereuse. Certaines entreprises y jetaient des produits caustiques, mais aussi beaucoup d'objets tranchants, comme des bouteilles de verre cassées. La plupart des personnes récupérant sur la décharge n'avaient pas de chaussures et les accidents étaient fréquents.



« On nous avait promis un séjour provisoire à Ambohidratrimo pendant trois mois et une destination finale à Ankazobe. Et pourtant, on nous a gardé dans le trou d'Ambohidratrimo pendant exactement une année entière ! Au début de notre séjour, il y avait un dispensaire mais maintenant on ne trouve plus rien pour se soigner. »

Un habitant de Masindray

« Si ma mémoire est bonne, les familles sont restées dans cette carrière sous une toile en plastique de 3m sur 3m par exemple pour une famille huit personnes. Je n'arrive pas à imaginer comment ils dormaient le soir. »

Keny Rajaonarison,
volontaire permanent d'ATD Quart Monde



Les familles se plaignaient de la violence qu'elles devaient affronter quotidiennement : violence physique engendrée par les conditions de vie dans ce "trou" (maladie, faim, fatigue) mais également violence morale que les habitants des alentours leur infligeaient. Monsieur Jean-Pierre témoigne de l'exclusion que tous subissaient à Ambohidratrimo : *« Quelqu'un du village cherchait des moissonneurs pour sa rizière, mais il ne voulait pas des gens qui habitaient dans la carrière, parce qu'ils n'étaient pas bien, ces gens-là. »*



Quand il pleuvait, l'eau montait sous les tentes jusqu'aux genoux. Il n'y avait pas de système d'évacuation des eaux et les familles, anxieuses, ne dormaient pas la nuit. Plusieurs personnes sont mortes dans cette carrière, notamment des enfants.

Migration d'Ambohidratrimo vers Ankarefo en avril 2004

Le 1^{er} avril 2004, les gendarmes viennent à la carrière pour déloger les familles et leur demander de partir à Ankarefo, un village situé à 45 Km d'Antananarivo. Cette situation encore provisoire durera six mois, pendant lesquels les familles verront leurs conditions de vie se dégrader encore. Plusieurs d'entre elles décident de ne pas continuer l'expédition et reviennent sur Antananarivo. Les autres accepteront de tenter leur chance à Ankazobe, à 135 km d'Antananarivo.

« C'est seulement le 1^{er} avril 2004 qu'on nous a déplacés à Ankarefo. Il y avait des maisons, où on nous a entassés : on mettait deux ou trois familles dans une maison comprenant une petite pièce et une cuisine [...] Pendant le premier mois [...] on nous a donné du riz, de l'huile, du savon, des vêtements, des conserves, des couvertures. Mais au bout d'un mois, les aides ont cessé alors que nous n'avions aucune source de revenus [...] les hommes sont

revenus à pied sur Tana, pour reprendre leurs anciennes activités. En partant à 6 heures du matin, ils arrivaient à Tana à 14 heures. Ils restaient une ou deux semaines, ou même un mois, avant de revenir à Ankarefo pour rapporter des vivres pour la famille [...] La population locale nous criait après si nous cherchions des feuilles de manioc ou de patate douce dans leurs champs. Alors, nous nous rabattions sur les goyaves [...] Des jours et des jours entiers, nous n'avons eu que ce fruit-là dans le ventre. »

Une mère de famille d'Andramiarana

« C'est gens-là nous ont trahis. J'étais là-bas pendant six mois à faire le terrassement, à aménager le terrain, à garder les bulldozers et à abattre les arbres. On a offert des couvertures aux familles et elles ont accepté d'y aller en voyant cette promesse. Mais là-bas, il n'y a même pas de goyaves pour se consoler [...] En quittant Ankarefo, j'ai payé 6.000 ariary pour le déménagement [...] »

M. Jean-Pierre

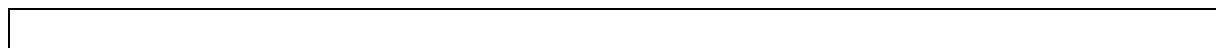
Migration d'Ankarefo vers Ankazobe en octobre 2004

« Au bout de six mois, on nous a transférés à Ankazobe. Beaucoup ont refusé d'y aller car ils n'avaient plus confiance. Mais nous, nous avons accepté de partir là-bas, car on nous avait promis un vrai nouveau départ dans la vie : formation à l'agriculture et à l'élevage, la somme de 850.000 FMG de l'OTIV pour nous aider à commencer des activités génératrices de revenus, 50 canards ou poulets pour débiter un élevage... Depuis le début nous voulions partir. On a toujours dit Ankazobe, en réalité c'était à Andranofeno, dans le Tamponketra, à 42 kilomètres d'Ankazobe.

Après deux jours de repos et pour nous installer, on nous a demandé de travailler la pierre pour construire des maisons pour nous, disait-on : les hommes devaient faire des moellons et les femmes des gravillons. On nous avait promis 5.000 FMG par jour et par personne pour ce travail. Mais personne n'a touché un ariary de cette somme promise pendant la durée de notre séjour [...] On nous a aidés pendant le premier mois, après on ne nous a plus rien donné. Nous avons été très malheureux, nous n'avions rien à manger, nous n'avions pas d'argent. La population n'avait pas d'argent et nous étions obligés de troquer habits, marmites, couvertures, contre manioc, patates, brèdes, pour ne pas mourir de faim. La région est très froide, surtout la nuit. Pendant des mois, nous devions nous contenter de champignons sauvages bouillis sans sel [...] Tout le monde avait faim. Au réveillon, nous n'avions rien à manger et le 1^{er} janvier 2005, nous ne nous sommes même pas souhaité une bonne année car nous avions faim [...] Pour aller à Tanà, il faut payer 5.000 ariary et le trajet n'est pas faisable à pied. On s'est senti tellement emprisonnés et exilés que les hommes sont tout de même partis à pied sur Tananarive pour chercher de l'argent. Une fois qu'ils ont économisé ce qu'il fallait pour payer le trajet, ils ont demandé à des connaissances de remettre l'argent à leur femme, chargée de ramener les enfants à Tanà. Ils se sont installés sur une décharge en bordure de Tananarive, à Andramiarana [...] »

Une mère de famille d'Andramiarana

On sait aujourd'hui que le village d'Ankazobe a été déserté car les familles, "propriétaires" des maisons, ont dû partir pour trouver de quoi survivre à la capitale.



Extrait du rapport d'activité 2004 de Médecins sans frontières

« La décision de fermer ce programme (de réinsertion) ne correspond pas à une amélioration des conditions de vie des sans-abris, loin s'en faut. Bien au contraire, la conjoncture actuelle et les difficultés économiques de plus en plus grandes frappent de plein fouet cette population qui, par ailleurs, subit la politique d'assainissement de la commune qui, si elle est louable sur bien des plans, n'entraîne aucune amélioration des conditions de vie des principaux concernés.

- Une grande proportion des personnes réinstallées dans les sites ruraux reviennent, faute d'avoir trouvé des conditions de vie qui leur conviennent.

- Pour ceux qui sont toujours en ville, ils font quotidiennement face aux agents de la commune qui les obligent à quitter les coins où ils dorment sans leur proposer de solutions alternatives. Ceux qui le peuvent se logent dans des maisons/abris généralement insalubres afin de trouver un peu de tranquillité, les autres sont contraints à changer de coin sans cesse... »

Réinsertion péri urbaine partiellement réussie à Amboanjobe, échec à Masindray

La migration des familles en milieu rural semble avoir été largement un échec, en raison d'un milieu humain et naturel hostile et d'un accompagnement insuffisant. Qu'en est-il pour le programme de réinsertion péri-urbaine ? Là aussi, les familles se sont vues peu à peu abandonnées sur leur site de migration par l'État et les différentes ONG. Certaines familles sont néanmoins parvenues à s'en sortir par leurs propres moyens. C'est le cas pour celles qui se sont installées à Amboanjobe :

« Sur 103 familles, 100 ont pu construire leur maison provisoire et 50 maisons définitives sont finies. Comme l'aide alimentaire a cessé très vite, on a réussi à avancer dans les travaux parce qu'on est venu régulièrement sur Tananarive vendre à Lalamby ce qu'on trouve dans les bacs à ordures. Si on n'avait pas eu ce travail, on n'aurait pas pu survivre et continuer à payer les matériaux pour construire notre maison. »

Mme Marie, habitante d'Amboanjobe

La situation est bien différente à Masindray, où 80 familles ont été envoyées :

« On a reçu un terrain à cultiver. On a planté des arachides mais l'aide de l'ONG a cessé avant que nous ne commencions à récolter. La terre est si dure que les outils reçus ont très vite cassé. »

Une maman de Masindray, 2005

« Il n'y a rien là-bas, pas de travail, pas de quoi manger, nous ne pouvons pas faire autrement que de revenir en ville. Nous avons cinq enfants, l'aînée aime beaucoup l'école, elle est très triste de devoir la quitter, elle aurait passé son CEP cette année. Elle était bonne élève mais si elle reste là-bas, il n'y a rien à manger et on ne peut pas la laisser. »

Une maman de Masindray, 2005

L'express de Madagascar écrit, le 2 mars 2005, que « le site de migration 'Akany Fiarenana', à Masindray, connaît une défection massive. Les efforts du ministère de la

population sont vains, car sitôt installés dans les sites de migration, les sans-abri de la capitale réapparaissent dans les rues d'Antananarivo. » L'article cite un représentant des migrants qui affirme : « Nous n'avons plus de nourriture depuis des semaines. La coupure de l'approvisionnement du centre est d'ailleurs à l'origine de la fuite des familles. » Le directeur de la Protection sociale répond que l'objectif du projet est de rendre les familles autonomes en les initiant aux activités agricoles. « Un objectif qui s'avère difficile à réaliser », dit-il, car « l'habitude de l'argent facile, déjà enracinée dans l'esprit de ces gens, les empêche de changer de comportement. »

Le 20 mars 2007, dans une interview publiée par *L'express de Madagascar*, Benjamin Rakotonirina, qui vit sans abri dans la capitale, revient sur cette expérience : « L'année dernière, nous avons été déplacés à Masindray dans le but de nous réinsérer. Nous avons été soutenus seulement pendant les deux premiers mois. La Commune urbaine d'Antananarivo nous a regroupés en un même endroit pour n'être nourris que de manioc ou de maïs et sans eau courante. Dans ces conditions déplorables, j'étais parmi ceux qui sont revenus ici... Les sans-abri veulent un travail décent et jouir d'une vie convenable. Il faut que le Ministère pense à nous recaser vraiment et nous offrant ce dont nous avons besoin, conformément à nos droits... Nous subissons des choses insupportables ici, ne serait-ce que d'être appelés quatre mi, expression péjorative que nous ne tolérons pas du tout. Nous sommes des sans-abri et des gens pauvres sans emploi. Nos enfants sont frappés à l'aide de fils par des agents de la municipalité pendant leur sommeil... Nous demandons juste le respect, en plus de la satisfaction de nos besoins. »

Délogement des familles du hameau d'Andramiarana en décembre 2005

La décharge d'Andramiarana se situe dans la zone péri-urbaine d'Antananarivo à environ 8 km au nord-ouest. Il s'agit d'une décharge industrielle existant depuis 2005. Elle abrite 121 ménages qui y vivent de récupération. La construction de cette décharge fait suite à la fermeture de celle qui était située à côté de la carrière d'Ambohidratrimo. C'est la raison pour laquelle les familles ayant abandonné le projet de réinsertion rurale sont venues à cet endroit.



« Je ferai brûler toutes les cases et personne ne pourra rester sur la décharge, seulement les travailleurs de la commune. Je décline toute responsabilité envers vous car ici, ce n'est pas un endroit digne. Demain il y aura un gardien de la commune qui gardera la décharge et qui renforcera la sécurité », affirme le maire de la commune le 19 décembre 2005, au cours d'une rencontre avec les familles habitant Andramiarana, en présence de deux volontaires permanents d'ATD Quart Monde et de la représentante du Ministère de la population.

« Les gendarmes ont mis le feu dans chaque case sans même attendre le départ des familles. Nous étions en train de parler à côté du bus quand on a entendu un enfant effrayé

par l'incendie de sa maison hurler " Au secours, ma maman brûle !" Prisca le prend dans ses bras. D'habitude il ne veut jamais être avec personne d'autre que ses parents mais là, il s'est réfugié dans les bras de Prisca. Il est très angoissé. Prisca l'a conduit auprès de sa maman. Chaque départ de famille s'accompagne d'incendies qui font peur aux enfants. »

Monique Veyre,
volontaire permanente ATD Quart Monde

C'est le 20 décembre 2005 que l'on demande aux familles de partir de la décharge. La destination choisie par la municipalité est Ankazobe. Le transfert a lieu dans quatre *taxi be*. Les bagages sont transportés dans une 404 bâchée. Certaines familles refusent de partir, sachant déjà à quoi s'en tenir.

Nouveaux délogements des sans abri dans la capitale en janvier 2004, mai 2005 et mai 2007...

Une nouvelle opération de délogement des sans-abri de la capitale, en janvier 2004, entraîne une réaction collective indignée de neuf associations et ONG, qui écrivent une lettre ouverte publiée dans *La tribune de Madagascar* et dans d'autres journaux le 31 janvier 2004, dont voici le contenu :

Sans-abri – sans droits ?

« *Il nous chassent à coup de jets d'eau et ils brûlent nos habits.* » Chaque nuit, des familles sans-abri qui trouvent refuge dans les artères de la ville, souvent près des bennes à ordures, sont expulsées plus ou moins violemment par des employés municipaux... et nous racontent leurs problèmes pour trouver où dormir.

Ces pratiques nous semblent contradictoires avec la notion de protection sociale qui est considérée comme une priorité par les autorités. Le souci de faire d'Antananarivo une ville propre est louable. Mais quelle est la bonne définition d'une ville *propre* ? Est-ce une ville sans haillons, sans pauvreté visible, ou est-ce une ville qui permet à ses habitants de réussir leur vie ? La lutte contre la pauvreté ne doit pas être une lutte contre le pauvre.

Le chemin pour sortir de la pauvreté est long et difficile. Il est important de respecter la dignité et les droits fondamentaux de tous les habitants. Et si pour le moment, certains, dont une grande proportion de femmes et d'enfants, dorment dans la rue, il est cruel d'aggraver la situation de ces personnes déjà vulnérables.

Les neuf associations et ONG signataires (Akamasoa, Asa, ATD Quart Monde, Centre NRJ, Enda Océan indien, Hardi, Manda, Médecins sans frontières, Samu social international) travaillant au contact de cette population, témoignent de leur préoccupation pour un plus grand respect de la dignité de chacun.

Pourtant, au cours d'une réunion qui rassemble CUA et ONG le 20 février 2004, le maire d'Antananarivo affirme : « *Il faut lutter contre cette expansion, contre ces cartons qui se multiplient et se transforment en maisons de passes pour les quatre mi.* »

Le 13 mai 2005, une nouvelle opération d'expulsion est entreprise à l'encontre des familles qui sont revenues s'installer à *La Réunion kely*. Les responsables d'ATD Quart Monde envoient alors à la presse une lettre, qui ne sera jamais publiée, dans laquelle ils protestent contre l'affirmation que « *ces gens préfèrent l'argent facile* » et qu'ils sont « *incapable de se réinsérer* », alors que les promesses qui leur ont été faites n'ont pas été tenues et que c'est contraintes et forcées par la faim qu'elles ont dû revenir. D'autres expulsions suivront, dans ce quartier et ailleurs. En février 2010, le quartier est à nouveau frappé de « bidonvillisation », selon certains magazines.

Les familles hébergées à *MadCap*, centre d'accueil pour personnes sans-abri à Antananarivo

Pour tenter d'aider les personnes sans-abri dans leur réinsertion sociale, le Ministère de la santé a mis en place des centres d'accueil, dont la gestion est rendue très problématique par le manque récurrent de financement.

Le 16 octobre 2007, neuf associations rassemblées dans la Plate-forme de la société civile pour l'enfance de Madagascar écrivent au Ministère de la santé, du planning familial et de la protection sociale pour l'informer de la situation alarmante prévalant depuis des mois au centre d'accueil de nuit *MadCap*, à Isotry, géré par ce Ministère.

Des jeunes filles mineures y sont hébergées avec des dizaines d'autres personnes dans une seule pièce, sans distinction d'âge, de sexe ou de situation familiale. Tous, mineurs ou majeurs, doivent assurer leur nourriture par leurs propres moyens. Une grande insécurité règne, aggravée par la consommation d'alcool et de drogue. En échange d'un plat de nourriture ou d'une somme d'argent modique (500 ariary) certaines jeunes filles mineures sont exploitées dans la prostitution.

Au cours d'une rencontre organisée en novembre 2007, le représentant du Ministère reconnaît que ses services souffrent d'un grave problème de budget depuis le mois de septembre, ce qui explique la situation. Le Ministère essaie de réorganiser le processus d'accompagnement, qui doit conduire les familles à s'installer en milieu rural, d'abord au site d'Ankarefo, pour y apprendre des rudiments d'agriculture, puis au site d'Ankazobe, à 120 km au nord de Tanà, pour s'y installer. A la suite de cette rencontre, des salles différentes sont attribuées aux familles avec enfants, aux femmes, aux hommes seuls.

Deux ans plus tard, le 22 septembre 2009, une visite au centre *MadCap* permet de se rendre compte de l'évolution de la situation. 216 personnes sont hébergées chaque soir dans le centre, affirme le surveillant général. Parmi elles, 106 enfants de moins de 15 ans. 26 enfants seulement sur les 106 possèdent une copie de leur acte de naissance, et 22 seulement sont scolarisés.

Le centre d'accueil admet des familles, des femmes seules de tous âges, des enfants vivant dans la rue, des personnes âgées, des handicapés invalides. Le recrutement est fait

par deux assistantes sociales, un sociologue-animateur social et un médecin, qui font des tournées dans les rues de la capitale entre 21 heures et 23 heures. Ils expliquent aux personnes rencontrées qu'elles auront une natte et des soins gratuits, et leur donnent des tickets d'entrée dans le centre. Par ailleurs, 40 handicapés physiques et mentaux sont arrivés dans le centre, après avoir été expulsés du foyer qu'ils occupaient à Andavamamba.

Aucun travailleur social n'est affecté en permanence au centre d'accueil, qui dépend toujours du Ministère de la santé. Les repas sont servis à midi par un Restaurant du cœur, géré par la Croix rouge, et financé par le Ministère de la santé sur la base de 100 ariary par repas. Il n'y a pas de repas le matin ni le soir, et aucun repas prévu les samedi et dimanche. Une congrégation religieuse fournit du riz pour les dîners et pour les repas des samedi et dimanche. Une association de *karana*²⁷ donne des couvertures, une par famille.

Le centre dispose de quatre latrines, dont une est en permanence fermée pour rester plus propre pour les visiteurs, et d'une douche. Mais il n'a plus d'approvisionnement en eau. En effet, le Ministère de la santé n'ayant pas payé la facture depuis longtemps, la Jirama a coupé l'eau. Les personnes hébergées vont donc acheter l'eau à la fontaine de la rue, 10 ariary le seau. Beaucoup recourent à la mendicité pour se procurer les ressources nécessaires. Auparavant, les hébergés pouvaient nettoyer le centre, mais le Ministère ne fournit plus de matériel de nettoyage (balais, eau de javel, savon) ni de médicaments. Les malades sont donc envoyés dans les dispensaires voisins, qui sont gratuits, mais n'ont pas nécessairement plus de médicaments. Il semble qu'à la date de cette visite, la direction du nouveau Service de réinsertion sociale, en charge du centre, n'avait n'a pas été prévue dans la loi de finances. Elle n'avait donc pas accès au budget pour la réinsertion sociale voté par le Parlement.

Conclusion

Dans un article publié en 1968, au moment de la résorption souvent violente des bidonvilles en France, le fondateur d'ATD Quart Monde dénonçait « *la violence faite aux pauvres*²⁸ ». Il y dénonçait « *la violence de l'indifférence et du mépris, la violence au nom de l'ordre, de la raison, de la justice* » qui s'acharnent sur le misérable, contre laquelle il ne peut se défendre. « *Réduit au silence comme il convient à celui qui est la honte de la communauté... il crie vers nous par sa crasse, par l'odeur de sa misère, par son mode de vie chaotique et violent... Notre réponse, c'est le gendarme, le car de police, le bulldozer, qui, en rasant le bidonville, détruit cette caricature de propriété privée qui est celle des exclus ; un peu de bois, un morceau de tôle ondulée, quelque vieille caisse trouvée dans les débris d'un marché... Le misérable ne nous demande rien d'autre que d'être un homme, il ne désire rien d'autre... Si le misérable nous pose des questions et nous oblige à nous en poser, ce n'est pas parce qu'il nous demande de ralentir notre marche, mais qu'au contraire il nous demande d'aller plus vite et plus loin, de voir infiniment plus grand et d'être plus ambitieux que nous le sommes.* » Car n'est-il pas vrai qu'on juge une société à la manière dont elle traite les plus pauvres de ses membres ?

²⁷karana: personne d'origine indo-pakistanaise vivant à Madagascar

²⁸ Joseph Wresinski, *Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action*, éditions du Cerf et éditions Quart Monde, 2007, p. 113 à 121.

CHAPITRE II – Les familles du hameau d’Andramiarana et leurs moyens de subsistance

**Naval RAVOAVISON
Xavier GODINOT**

Introduction

Dans la grande ville d'Antananarivo, quand on parle de décharge et du secteur de la récupération des déchets, le nom d'Andralanitra vient tout de suite à l'esprit. Mais il existe une autre zone, où de nombreuses familles marginalisées vivent de récupération des déchets recyclables, c'est la décharge d'Andramiarana, cachée derrière les alignements des grands hôtels et des villas résidentielles d'Ambohibao, encerclée entre les rizières inondables de la grande plaine de Betsimitatatra et la rivière Ikopa.

En août 2009, l'Unicef et le Mouvement international ATD Quart Monde signaient un accord de coopération prévoyant, entre autres, la mise en place d'un « *projet pilote de cash transfer pour une population de déplacés urbains, ex-familles des rues déplacées lors des campagnes d'assainissement de la CUA en 2005, vivant essentiellement de la récupération d'ordures de la décharge située sur la rivière Ikopa, fokontany de Morondava* ». Après de multiples expériences pilotes lancées au titre de la coopération internationale au développement, les *cash transfer*, ou transferts d'argent liquide aux populations pauvres, ont émergé comme un instrument privilégié en matière de lutte contre la pauvreté, pouvant contribuer à créer un début de protection sociale lorsqu'une protection sociale officielle fait défaut. Ils s'inscrivent dans l'effort des Nations unies pour créer « un socle de protection sociale » qui comprend un accès aux soins de santé fondamentaux et essentiels, la sécurité du revenu pour les enfants, un complément de revenu pour les personnes démunies et/ou les chômeurs, et une garantie de revenu sous la forme de retraites de base pour les seniors et les personnes handicapées.

Un « projet pilote » n'a de sens que s'il concilie étroitement recherche et action, afin de mesurer son impact sur les populations bénéficiaires, et d'en tirer des leçons sur les bonnes pratiques à mettre en œuvre. Le texte qui suit rend compte des premiers éléments de connaissance rassemblés dans le cadre de ce projet d'action-recherche. Les résultats présentés ici sont encore incomplets et provisoires. En particulier, l'étude détaillée des revenus des ménages et de leur consommation est encore en cours. Seuls les résultats concernant les revenus quotidiens issus de la décharge sont présentés ici.

La population du hameau d'Andramiarana

Le hameau d'Andramiarana se situe dans la commune Ambohibao Antehiroka, au Nord-Ouest de la capitale. Il fait partie du *fivondronam-pokontany* Ambohidratrimo, en haut du VI^e arrondissement d'Antananarivo, dans la région Analamanga. Il est limité à l'ouest par la rivière Ikopa près d'Ambohitrimanjaka, au sud par le *fokontany* d'Andranoro et à l'est par le *fokontany* de Morondava.

Témoignage : « *Même si vous ne l'acceptez pas, c'est là qu'on habite*²⁹ »

Mbola, jeune volontaire permanente d'ATD Quart Monde, raconte comment elle a accompagné des pères de famille et des enfants survivant sur une des décharges de

²⁹ Extrait d'un texte écrit par Jean-Michel Defromont et Léonie Rafaranirina, volontaires permanents d'ATD Quart Monde, le 8 janvier 2010

la capitale, afin qu'ils puissent participer à une conférence officielle sur *Les petits ramasseurs d'ordures*. Dans l'enceinte feutrée d'un grand hôtel, ils sont les seuls à venir de là. C'est pourtant d'eux qu'on va parler. C'est pourquoi Mbola tenait tant à ce qu'ils soient physiquement présents. Mais l'évidence est loin d'être simple, elle est même si souvent refusée... Un simple voyage de quelques minutes en bus tient parfois de l'expédition vers une planète ignorée.

« J'étais partie les chercher très tôt. Après la nuit qu'ils avaient passé à attendre les camions déversant les ordures pour être les premiers à les trier, j'avais peur qu'ils se soient rendormis et que personne ne puisse venir. Quand je suis arrivée sur la décharge, des femmes qui cuisaient le riz de leurs enfants m'ont dit que les pères venaient justement de se coucher. Je me suis approchée de leurs abris de cartons et de sachets plastiques pour les appeler. Aussitôt, je les ai entendus répondre : "On se lave et on y va." Ils sont sortis tout habillés de leur abri pour descendre vers le canal en contrebas.

Les enfants, impatients de voir là-bas la fresque que nous avons préparée ensemble, étaient déjà prêts, lavés, coiffés, propres. Puis les hommes sont remontés, leurs bottes à la main, leurs habits sous le bras, vêtus seulement d'un short. Voilà qu'ils courent partout emprunter des vêtements à peu près présentables. L'un trouve, l'autre non.

A l'arrêt, alors que le bus tarde à venir, les hommes disparaissent un moment. Quand ils reviennent, je sens l'odeur du rhum. J'ai tellement peur qu'ils se ridiculisent que je crie sur eux. Ils détournent la tête, indifférents à ma colère.

Avec M. Rabe, M. Olivier et les quatre jeunes adolescents, nous sommes sept à arriver un peu en retard. Les gens n'en reviennent pas de voir ces deux hommes ressemblant à des vendeurs de charbon à cause de leurs vêtements et leurs yeux rouges, portant chacun un sac de bouteilles vides à vendre qui se mettent à tinter bruyamment chaque fois qu'ils les déposent.

Après l'introduction de la conférence, chacun des quarante participants est invité à se présenter. Tantôt les personnes parlent dans la langue du pays, tantôt en français ; je traduis comme je peux. Ils commencent en disant que la pire forme de travail des enfants est le travail sur la décharge. Comme nous avons préparé ensemble, les jeunes sont prêts à intervenir, je les encourage à le faire, toujours étonnée qu'ils aient des mots d'adultes, comme si on les leur avait soufflés : "Nous sommes conscients de notre responsabilité. Dans nos familles on n'a pas assez pour vivre. C'est pour ça que nous cherchons des choses sur la décharge."

Un autre ajoute, très conscient de son rôle : "On fait ce qu'on peut, c'est tout. Mais ce n'est pas pour ça que nos droits ne sont pas respectés, c'est parce qu'on est rejeté par ceux du voisinage. C'est vrai qu'on est sales puisqu'on travaille sur les ordures, on sent pas très bon, mais c'est pas ça qui doit nous faire perdre nos droits."

Alors M. Olivier prend la parole : "Nous, les parents, on ne sait pas écrire, on ne sait pas lire. Dans ce travail qu'on a trouvé, on n'a pas besoin de savoir lire. Mais ça ne veut pas dire que c'est facile ce qu'on vit, avec les feux, les bouteilles cassées, la nourriture avariée."

Un jeune universitaire, visiblement choqué, intervient à son tour : "Je ne peux pas accepter dans ma tête qu'il y ait des gens qui vivent sur une décharge. Ce sont des chiens qui habitent là !" Nos visages s'assombrissent. Les têtes se baissent. Puis, presque à voix basse, M. Rabe réagit : "Même si vous n'acceptez pas, c'est quand même là qu'on habite."

Et M. Olivier conclut : "La seule chose qui pourrait nous enlever de la décharge, ce serait que nos enfants puissent aller à l'école. Sinon, de génération en génération, les nôtres seront toujours là ."

Quelqu'un affirme que l'école est gratuite. M. Olivier répond : "Même si elle est gratuite, comme nous n'avons pas le droit d'habiter là, nous ne sommes pas enregistrés à la commune, nos enfants n'ont pas d'acte de naissance, ils ne peuvent donc pas être inscrits à l'école. Et même, le tablier, le cartable, comment les garder dans nos maisons en carton ? Et quand la pluie tombe, où est la sécurité ?"

Au moment de la conclusion, chaque groupe pouvait adresser un message à l'Etat. Quand leur tour est arrivé, ceux de notre groupe ont simplement dit : "Donnez des écoles pour tous les enfants." »

La sélection des ayant droit est la première question à régler lors de la mise en place d'un projet de *cash transfer*. Il avait été convenu avec l'Unicef d'attribuer des transferts de fonds à tous les ménages de ce hameau, dont la population est bien délimitée, en nombre restreint, vivant dans une grande pauvreté et une exclusion manifestes. Une première estimation du nombre des ménages était nécessaire pour évaluer le montant global des fonds que l'Unicef devrait réserver à ce projet. Le volontaire permanent d'ATD Quart Monde connaissant le mieux cette zone estima, en juillet 2009, que 60 ménages environ y habitaient, chiffre qui, par sécurité, fut arrondi à 70 dans le calcul des fonds à réserver. Un recensement exhaustif porte à porte fut entrepris en novembre 2009 par un jeune chercheur, connu des familles et fréquentant le lieu depuis des années. Il conclut que 93 ménages, comptant au total 398 personnes, habitaient le hameau.

La concertation avec les animateurs d'ATD Quart Monde habitant sur la zone et l'assistante sociale, intervenant dans le cadre du même projet, montra que des ménages connus par les uns et les autres n'avaient pas été recensés. Il apparut qu'une rangée entière de maisonnettes, à l'écart du hameau principal, n'avait pas été prise en compte. Finalement, le nombre total de ménages recensés fin décembre 2009 est de 121. Entre la première estimation de juillet et le dénombrement final de décembre 2009, les chiffres sont passés du simple au double, à la surprise de tous. L'estimation de départ sous-estime de 100% le nombre des ménages présents sur le site ! Ce seul fait mérite d'être souligné, car il constitue une première leçon de l'expérience. Il est très difficile de recenser les ménages en situation d'extrême pauvreté, car ils habitent des zones réputées non habitables, dans des abris qui ne ressemblent pas à des logements, où le recensement *porte à porte* doit être effectué même s'il n'y a pas de portes. La participation de la communauté est tout à fait indispensable pour identifier certains ménages, qui sinon passeraient totalement inaperçus.

La collecte participative des données

Pour réaliser l'étude, l'approche participative a constitué la méthode de base. La collecte d'informations a été réalisée par des enquêtes et entretiens auprès des ménages. Les visites, pour effectuer le recensement en identifiant tous les bénéficiaires, ont permis d'expliquer le projet et de recueillir des informations sur la composition des ménages, le nombre d'enfants et leur situation scolaire. Ces visites ont permis de dissiper certaines peurs. En effet, étant donné leur expérience antérieure, de nombreux ménages ont d'abord pensé que si de l'argent leur était versé, c'était pour obtenir leur départ des lieux. Au cours d'une rencontre à l'Ecole primaire publique (EPP) rassemblant une centaine de parents du hameau, le dimanche 15 novembre 2009, les responsables d'ATD Quart Monde ont assuré qu'il n'était pas du tout dans leur intention de faire partir les familles, mais de les soutenir dans leurs efforts pour résister à la misère et améliorer leurs conditions de vie, en leur apportant un supplément de ressources mensuelles, fourni par l'Unicef pendant 10 à 12 mois, et distribué par la Poste de Talatamaty.

Différents acteurs du quartier ont été sollicités pour la collecte des données : les autorités officielles (chef *fokontany*, directrice de l'EPP), les animateurs des ONG du quartier, les responsables de la société qui effectue la décharge des ordures, et surtout la population locale par le biais de ses représentants (animateurs, groupes de femmes, d'adolescents, d'enfants, etc.)

Plusieurs outils et techniques ont été utilisés, entre autres :

- La cartographie participative de la zone d'étude ;
- Le remplissage de questionnaires individuels ;
- Les visites à domicile avec entretiens individuels ou en groupe, semi-directifs ou directifs ;
- Le focus groups avec 10 ménages par groupe ;
- Les réunions d'ensemble.



Cartographie participative de la zone d'étude

Origines géographiques et sociales des habitants

Sur cette décharge se sont constitués deux hameaux : l'un comporte 80 ménages et l'autre 40. Depuis les années 1980, ils sont alimentés par un flux migratoire composé de familles exclues de la ville, de paysans sans terre et de salariés agricoles, qui s'installent en construisant des maisons en sachets ou en briques. Moria, une mère de famille de quatre enfants qui vit sur la décharge depuis 5 ans, pense que de nombreux parents ont vécu leur enfance dans la pauvreté. Lors d'une discussion sur ce thème, elle souligne que « *la situation d'un individu est le résultat d'un cumul de handicaps dans le temps qui, chacun séparément, ne suffirait pas à destituer la personne.* » La décharge est une zone informelle qui permet la survie des familles.

La population de cette zone peut être classée en deux groupes :

- Un groupe de migrants récents [5 ans et moins] : constitué par des familles sans-abri de la capitale, déplacées lors de « l'assainissement » de la ville, en 1997, lors des jeux de la francophonie à Madagascar, puis en 2003, délogement de *La Réunion kely*, et transférées ensuite de lieu en lieu (cf. chapitre 1), jusqu'à leur arrivée à Andramiarana il y a moins de 5 ans ;
- Un groupe de migrants anciens [supérieur à 5 ans] : ce sont des familles autochtones pionnières à Andramiarana, et des familles qui viennent de communes rurales.

Le tableau 1 montre que 73 familles se sont installées dans le hameau au cours des cinq dernières années, en raison du faible coût des loyers par rapport au centre ville et de la présence de la décharge, source de revenus pour ces ménages. Cette concentration, proche du surpeuplement, engendre une concurrence et une promiscuité qui favorisent les conflits entre les nouveaux migrants et les autochtones. Le problème pour les derniers venus est celui du manque d'espace disponible sur la "zone d'habitation". La capacité d'accueil de la décharge n'est pas illimitée. Avec plus de 570 personnes, l'équilibre fragile entre les ressources offertes par la décharge et les besoins de la population devient très problématique.

Tableau 1 – Répartition des familles selon l'ancienneté de leur arrivée sur la décharge et leurs origines géographiques

	Type de familles	Nombres de familles	Lieu d'origine
Migrants récents [5ans et moins]	Familles déplacées pour « assainir » la ville	30	La Réunion kely ; Ambohidratrimo ; Ankazobe.
	Familles en difficulté, de la capitale	15	Ankazomanga, Itaosy ; Analakely, « familles des rues » (région Analamanga)
	Familles qui viennent du	28	Antsahalava, Ambohibary, Ambatotsipihina, Ambatolampy

	milieu rural		(région Vakinakaratra)
Migrants anciens [+ de 5 ans]	Autochtones et familles qui viennent du milieu rural	48	Antsahalava, Ambohibary, Ambatotsipihina, Ambatolampy (région Vakinakaratra)
TOTAL		121	

Une misère infantile et juvénile

La décharge d'Andramiarana regroupe 121 ménages totalisant 570 personnes. Elle compte plus de femmes que d'hommes, 296 femmes contre 274 hommes. 16 familles seulement, soit 13,22 %, sont mono-parentales et dirigées par des femmes, proportion assez faible au regard des représentations qui circulent sur ce sujet.

53% des habitants ont moins de 15 ans, et 68% moins de 25 ans. On est donc en présence d'une misère largement infantile et juvénile.

Tableau 2 – Répartition de la population par sexe et âge

	Hommes	Femmes	Total	Total (%)
0-5 ans	52	59	111	19
05/10/10	49	54	103	18
10-15	43	46	89	16
15-20	25	30	55	10
20-25	16	10	26	5
25-30	21	22	43	8
30-35	30	24	54	9
35-40	13	11	24	4
40-45	10	11	21	4
45-50	2	8	10	2
50-55	7	9	16	3
55-60	4	8	12	2
60-65 ans	2	4	6	1
	274	296	570	100%

La base de la pyramide des âges est très large, indiquant la présence d'un grand nombre de petits enfants, tandis que son sommet est très étroit, attestant le faible nombre de personnes âgées. Ce n'est guère étonnant, eu égard aux conditions de vie très dures dans ce milieu et à l'hygiène déplorable. Lorsqu'elles arrivent à survivre à ces conditions, les personnes âgées sont acculées à mendier pour assurer leur subsistance, faute d'un réseau familial pour les soutenir et d'un système de protection sociale adapté. Les jeunes qui habitent cette zone se mettent rapidement en ménage en prenant un conjoint sur place. Ainsi Solo, jeune fille de la décharge née en 1984, a déjà 4 enfants.

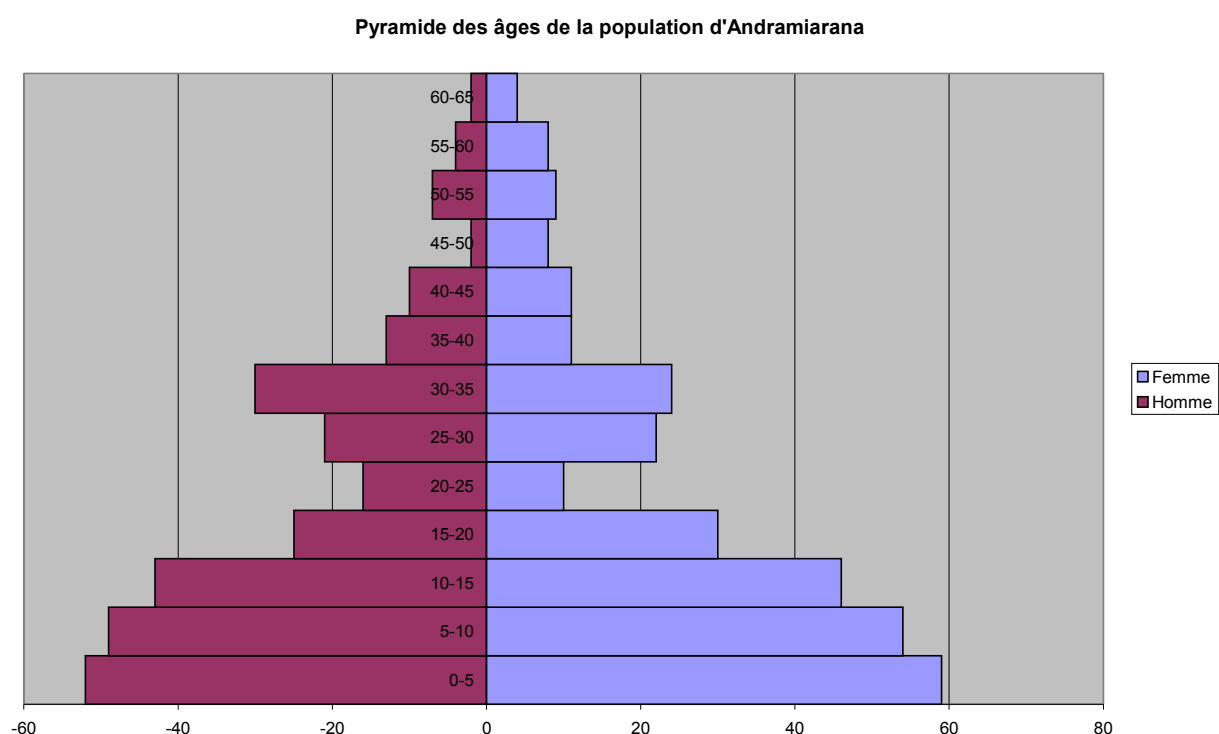


Tableau 3 – Répartition des ménages selon le nombre d'enfants au foyer

	Groupe 1 (0 - 1 enfant)	Groupe 2 (2 -3 enfants)	Groupe 3 (4 -5 enfants)	Groupe 4 (6 enfants et +)	TOTAL
Nombre de ménages	37	51	26	7	121
Pourcentage	30,60 %	42,14 %	21,48 %	5,78 %	100 %

Le tableau 3 montre que la plupart des ménages (51) compte 2 à 3 enfants par foyer, mais aussi que 33 des ménages en comptent 4 ou plus.

Les parents ont souvent le plus grand mal à subvenir aux besoins de leur ménage et doivent demander de l'aide à leurs enfants, notamment en les emmenant à la décharge, ce qui représente un danger certain pour leur santé.

La population est jeune puisque 360 personnes, soit 63% de l'ensemble, ont moins de 20 ans. Quel sera leur avenir, si elles restent sur cette décharge ?

Une population sans état civil qui échappe aux statistiques officielles

Le tableau 4 montre que 36 ménages seulement sur les 121 qui habitent le hameau, soit 29,75%, sont enregistrés sur les registres du *fokontany* de Morondava. Les raisons de non-inscription sont multiples : le droit de transfert d'un *fokontany* à l'autre coûte 8.000 ariary, auxquels il faut ajouter le coût des devoirs communautaires cumulés pendant un an. En outre, bon nombre de familles, avant leur installation à la décharge, se trouvaient dans des zones non reconnues par leur ancien *fokontany* ; hébergement par la famille ou des amis, "maisons-sachets", habitat près d'une benne à ordures, dans la rue.

Par ailleurs, 226 personnes de plus de 18 ans n'ont pas de carte d'identité nationale, tandis que 303 enfants âgés de moins de 14 ans n'ont pas de copie d'acte d'état civil. Comment chercher un emploi décent, comment prendre part aux votes, sans carte d'identité ? Comment être scolarisé sans copie d'acte d'état civil ?

Tableau 4 – Enregistrement des ménages par le *fokontany* de Morondava

	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	TOTAL
Nombre de ménages	37	51	26	7	121
Nombre de ménages enregistrés	10	11	10	5	36
Pourcentage des familles enregistrés au <i>fokontany</i>					29,75%

Habitat précaire, absence d'eau potable et d'équipements sanitaires

On peut classer les logements en trois types, selon les matériaux de construction :

- Des habitations en briques, au nombre de 107. Les briques sont fabriquées sur place ;
- Des "maisons-sachets", faites de cartons, sachets de cellophane et morceaux de bois, au nombre de 12 ;
- Des habitations en bois : il n'y en a que 2.

La route principale du village est bordée de maisons en briques, dont la surface ne dépasse pas 9 m². La densité des personnes par logement est très forte, puisqu'on y compte en moyenne six personnes. La plupart des habitants autochtones sont propriétaires de leur logement et disposent d'un titre juridique de propriété. Les autres sont locataires et payent un loyer mensuel de 5.000 à 10.000 ariary, en général à un habitant autochtone du hameau. Ce faible montant des loyers, ainsi que la présence de la décharge, sont des facteurs d'attraction de nouveaux habitants.



Au premier plan, "maisons-sachets", au second plan, maison en briques à Andramiarana, janvier 2010

Une infime proportion des logements est pourvue de WC. L'hygiène et la propreté sont quasiment impossible dans un environnement où il n'y a ni eau potable, ni borne-fontaine, ni lavoir, douche ou latrine dans un rayon de 400 m. Pour se procurer de l'eau potable, les familles sont obligées d'aller au *fokontany* de Morondava, à environ 600 m de la décharge, ce qui demande au moins 30 minutes par jour et oblige à payer au *fokontany* une cotisation de 6.000 ariary par an. Les plus démunis, qui survivent au jour le jour, ne peuvent payer cette somme et doivent se contenter de l'eau de la rivière Ikopa, malgré les dangers pour leur santé et celle de leurs enfants. En effet, dans cette zone de la plaine de Betsimitatatra, la nappe phréatique, qui se trouve à moins d'un mètre en dessous du sol, est contaminée par la présence des métaux lourds de la décharge. Il n'est donc pas question d'y construire des puits. Force est donc de constater que le manque d'accès à l'eau potable constitue une très grande privation pour les 570 habitants du hameau.

Un taux de scolarisation des enfants en progrès

Parmi les 192 enfants de 5 à 15 ans, 43 seulement fréquentaient l'école au début d'octobre 2009. Grâce à l'appui d'un donateur privé, ATD Quart Monde a pu permettre la réhabilitation d'un bâtiment de l'Ecole primaire publique la plus proche de la décharge. En échange de ce service, la directrice de l'EPP a accepté de scolariser gratuitement 69 enfants de la décharge dont la liste nominale lui a été communiquée. 16 enfants ont été scolarisés dès la mi-octobre 2009 dans différentes classes du primaire. 53 enfants ont été scolarisés en CP1 à dater du 25 janvier 2010.



Des enfants sur la décharge, en janvier 2010

L'enquête sur les revenus

Comme l'indique le tableau 5, la majorité des familles exerce au moins une autre activité en plus de la récupération sur la décharge, élevage de poules, canards ou cochons, agriculture, fabrication de briques, etc.

Tableau 5 – Répartition des ménages selon leurs sources de revenus

	Récupération seulement	Récupération + Elevage	Récupération + Elevage + Agriculture	Rec. + El. + Agri. + Autres	Total
Nombres de ménages	56	45	12	8	121
Pourcentage	46,28 %	37,19 %	9,9 %	6,63 %	100 %

L'enquête sur les revenus a été menée auprès d'un échantillon de familles représentatif de l'ensemble de la population, stratifié selon le nombre d'enfants au foyer. Elle a été conduite pendant 2 semaines, du 2 au 14 novembre 2009, par un chercheur familier des familles, en utilisant une fiche d'enquête laissée aux ménages, dont le chercheur gardait une copie qu'il mettait à jour régulièrement. En effet, les conditions de vie sur la décharge ne sont guère propices à la conservation des fiches d'enquêtes. Le remplissage de la fiche était assuré par la famille, si l'un au moins de ses membres savait lire et écrire. Dans le cas contraire, la famille faisait appel à des aides extérieures ou au chercheur lui-même, qui venait remplir la fiche avec elle. Les questionnaires familiaux comportaient des questions sur l'occupation de chaque personne du ménage pendant une journée, leur rémunération et/ou le prix de vente des produits de la décharge. Ils devaient être complétés chaque jour pour tous les membres d'un même foyer, durant 14 jours consécutifs, et vérifiés tous les jours par le chercheur.

L'économie de la misère

De quoi vit-on à Andramiarana et comment s'organisent les activités économiques de cette zone ? Les familles appartenant au groupe des migrants récents se cantonnent souvent à une seule occupation, la collecte et le tri des déchets. Pour les autres, la pratique de la pluri-activité est la règle, avec des activités de récupération, du métayage en riziculture, de l'artisanat, du micro-élevage.

Sur le territoire de la Communauté d'agglomération d'Antananarivo, la collecte des déchets ménagers, en moyenne 180 tonnes par jour, est effectuée par bennes. Ces bennes sont déversées sur la décharge d'Andralanitra. Un sous-traitant a été sollicité pour la collecte des déchets industriels, la société SOTHERLY, qui déverse sur la décharge d'Andramiarana la plupart des déchets qu'elle a ramassés.

Il s'agit de :

- déchets textiles des zones franches d'Antananarivo, de sociétés comme COSMOS ou FLOREAL ;
- produits alimentaires et bouteilles, de sociétés comme JB, LECOFRUIT ou STAR ;
- épiluchures de fruits et légumes de conserveries ;
- boîtes et fûts vides d'industries chimiques ;
- bouteilles cassées de brasseries ;
- tuyaux en PVC ou fer d'industries du métal comme CIMELTA.

Le circuit de la valorisation des déchets comporte plusieurs stades :

- *Collecte* et de décharge des déchets par camions, assuré par la société SOTHERLY.
- *Ramassage, tri et vente*, effectué par les familles sur la décharge. Les déchets obtenus à ce stade sont vendus à des acheteurs de premier ordre, qui sont des familles du hameau ou des acheteurs privés.
- *Revente* : les acheteurs de premier ordre passent un accord de revente avec des artisans ou des sociétés.

Le stade de ramassage et de tri est le plus difficile, surtout pour les familles monoparentales dirigées par des femmes, car il nécessite force et expérience.

Les débris des conserveries (LECOFRUIT, Société JB) engraisent les porcs et les canards. Les anciennes strates d'ordures, brûlées, décomposées, sont tamisées et vendues sous forme de terreau pour l'aménagement de jardins ou de fertilisant pour l'agriculture.

Le fer est acheté par des artisans ou grossistes d'Ambalavao Isotry, l'aluminium par ceux d'Ambatolampy. Selon qu'il s'agit d'artisans fondeurs ou d'unités industrielles, les prix se situent dans une fourchette allant de 100 à 200 ariary le kilo de fer, de 6.000 à 9.000 ariary le kilo de cuivre ou l'aluminium.



Du fait du rachat direct aux chauffeurs de SOTHERLY d'une grande partie des métaux par certaines familles de la décharge avant le déchargement des bennes, le volume récolté par les familles est très faible : 1 à 2 kilos par mois pour le cuivre et l'aluminium. Mais les familles passent à la vente dès qu'elles en ont rassemblé un quart de kilo. De l'enfant qui ramasse du fil de cuivre ou de vieilles boîtes de lait et se presse de les échanger contre 50 ariary, au chef de famille qui méthodiquement accumule plusieurs sacs avant de les proposer aux fondeurs de la banlieue, il existe toute une hiérarchie de l'accumulation et de la vente des différentes ferrailles.

Les revenus issus de la récupération

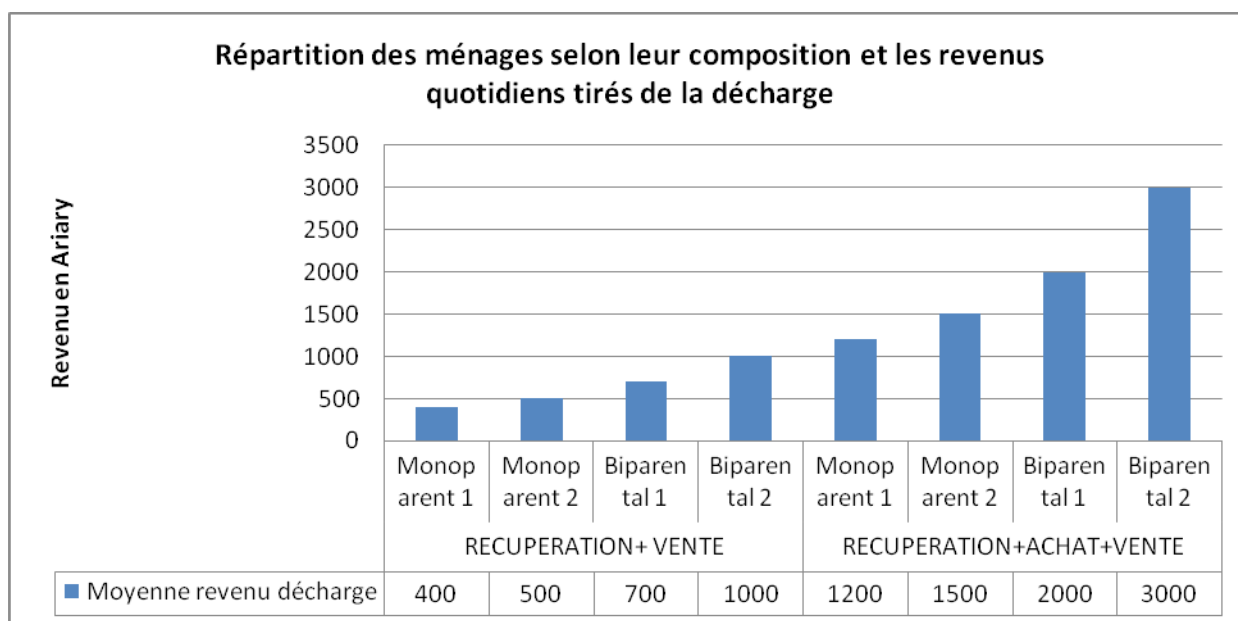
L'estimation des revenus des familles pose de sérieux problèmes de mesure et d'interprétation. Les activités sont assez peu diversifiées et une même personne en exerce parfois plusieurs :

- Fouille, tri et récupération sur la décharge ;
- Activités agricoles salariées selon le calendrier agricole : labour, repiquage, battage ;
- Élevage ;
- Fabrication de briques en période sèche.

La répartition dans le temps de ces activités est donnée par le diagramme ci-dessous :

ACTIVITE	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUI	JUL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC
Récupération												
Labour												
Repiquage												
Battage												
Fabrication briques												

Les revenus journaliers tirés de la récupération sur la décharge varient de 400 à 3.000 ariary par ménage, quand la fréquence des camions est régulière. Cette variation est liée à la force de travail des familles et au mode de vente de leurs produits.



La différence entre les familles mono-parentales 1 et les familles mono-parentales 2 est que dans le premier cas, la mère de famille est toute seule pour récupérer les produits de la décharge, tandis que dans le second cas, elle peut compter sur l'aide de ses enfants. Il en va de même pour les familles bi-parentales 1 et 2.

Les moyennes cachent d'importantes disparités. Ainsi, le revenu mensuel moyen des hommes qui peuvent grimper sur la benne, et ainsi récupérer les métaux les plus chers, est dix fois supérieur au revenu des femmes. Les familles mono-parentales qui travaillent sur la décharge pâtissent donc d'un déficit de revenu très marqué par rapport aux hommes.

Cette étude sur les revenus, dont ne sont livrés ici que les premiers résultats, sera complétée ultérieurement.

Témoignage : « La première violence que nous subissons, c'est l'ignorance »

Dans un atelier sur la violence, lors d'une rencontre régionale d'ATD Quart Monde Océan indien à Antananarivo, le 21 juillet 2009, Mme Hanta évoque diverses formes de violence subies par les siens. La première est l'ignorance dans laquelle les plus défavorisés sont maintenus, la deuxième est de n'avoir pas de terre pour vivre.

« La première violence qu'on subit, c'est l'ignorance. A Andramiarana, les gens n'ont pas de formation scolaire et sont victimes d'abus, car ils n'osent pas affronter ceux qui sont éduqués. On n'ose pas discuter avec ceux qui sont éduqués. A cause des carences dans notre éducation, c'est impossible pour nous de dialoguer avec eux. C'est pour ça qu'on n'a que du travail précaire, qui ne respecte aucune norme, avec un salaire minuscule.

C'est très difficile de communiquer quand on a été habitué à être mis à l'écart. On n'ose pas et on ne sait pas exprimer nos idées face à ceux qui sont allés à l'école. Notre mentalité est altérée à la base, car on a été habitué à être dominé. Mon cousin est illettré et suit les cours d'informatique d'ATD Quart Monde. On l'encourage à se former. Le problème est qu'il est illettré : comme il ne sait pas écrire son nom, il est très complexé. Il faut éduquer les enfants dès le plus jeune âge. Si la mère ne peut pas envoyer ses enfants à l'école, c'est un grand facteur de pauvreté pour eux.

On vivait ici, à Andramiarana, et l'État nous a fait partir. Il nous a envoyé à 135 kilomètres d'Antananarivo, à Ankazobe. Je suis partie avec 37 familles qui ont été envoyées là-bas. Je suis restée la dernière, car là-bas mes enfants allaient à l'école, c'est très important pour moi. La vie était dure là-bas. On a fait beaucoup d'efforts, on a mis du compost, mais le sol n'était pas fertile. On aimait ce lieu, mais il n'y avait rien pour vivre. On a dû se résoudre à revenir ici. »

CHAPITRE III – Le défi de l'aménagement des bas-quartiers : l'exemple d'Antohomadinika III G hangar à Antananarivo

**Xavier GODINOT
Naval RAVOAVISON**

Introduction

En 1989, le Mouvement ATD Quart Monde décide de s'implanter à Madagascar et y envoie une première volontaire permanente, le docteur Chantal Laureau, chargée de repérer l'un des quartiers les plus défavorisés d'Antananarivo pour y démarrer une activité. En 1991, après deux ans d'observation participante et d'activité dans différents dispensaires, elle décide de s'implanter dans le quartier d'Antohomadinika III G hangar, qui à l'époque ne dispose d'aucun équipement sanitaire ou éducatif, et où aucune ONG n'intervient. Pendant dix ans, elle mène avec toute une équipe une action savoir-santé, dont les enseignements écrits ont déjà été livrés à la Banque mondiale et à l'Agence française de développement (AFD)³⁰.

Vingt ans plus tard, malgré les nombreux changements survenus dans le quartier, l'enquête McRAM III mise en œuvre en novembre 2009 par le système des Nations unies montre qu'Antohomadinika III G hangar demeure le quartier où l'insécurité alimentaire est la plus grande dans Antananarivo, avec 58,6% des ménages en insécurité alimentaire sévère, et 8,6% en insécurité alimentaire modérée. Selon les estimations de cette enquête, 2455 personnes y étaient en insécurité alimentaire sévère en novembre 2009, et 361 en insécurité alimentaire modérée³¹.

Le quartier et ses habitants

Antohomadinika est situé dans les bas quartiers inondables d'Antananarivo, dans le district d'Antananarivo Renivohitra, Tanà 101, à l'est du quartier 67 Hectares et au nord d'Isotry. Ce quartier est construit en grande partie sur d'anciennes rizières plus ou moins asséchées. *Antohomadinika* signifie *le lieu où il y a de petits poissons*, car pendant la saison des pluies, on peut pêcher des poissons dans les anciennes rizières. Cette zone à vocation agricole au début du XX^e siècle s'est beaucoup peuplée et développée après la construction d'une gare toute proche. Le quartier est divisé en cinq *fokontany*³², eux-mêmes subdivisés en secteurs.

ATD Quart Monde est présent dans les cinq secteurs du *fokontany III G hangar*. C'est un sous-quartier qui comptait environ 6.000 habitants en 1996. D'après les données du *fokontany*, il compte aujourd'hui 9.300 habitants, dont 70% de moins de 18 ans. D'après les chiffres officiels, la population a donc augmenté de plus de 50% en 14 ans. Mais de nombreux ménages évitent de se faire enregistrer au *fokontany*, pour des raisons financières : en effet, il faut payer une redevance en cas de transfert d'un *fokontany* à un autre, payer une contribution en cas de décès dans le secteur ou contribuer à certains travaux collectifs, et certains ne peuvent pas se le permettre.

Le sous-quartier est constitué d'un dédale de petites ruelles inaccessibles aux voitures, d'une suite d'habitations très imbriquées et invisibles depuis la rue principale,

³⁰ Cf. Chantal Laureau, Caroline Blanchard et Xavier Godinot, "Making Health Services Work for Poor People : Ten Years of Work in Tananarive, Madagascar" in *Participatory Approaches to Attacking Extreme Poverty*, World Bank Working Paper n° 77, 2006, p. 37 à 53.

³¹ Système des Nations unies, *Evolution de la situation socioéconomique des ménages de la ville d'Antananarivo, durant la crise sociopolitique, McRAM III*, novembre 2009, p. 35 et 41. Pour cette enquête, 58 ménages ont été interviewés à Antohomadinika II G Hangar, comprenant 301 personnes.

³² Antsalovana, Antohomadinika Sud, FTA, IVO, Antohomadinika Avaratra, et Antohomadinika III G Hangar. C'est dans ce dernier *fokontany* que se concentre l'activité d'ATD Quart Monde. En 2004, les autorités administratives ont réorganisé le découpage en seulement 4 *fokontany*.

agglutinées le long d'une voie ferrée qui n'est plus en service. Il est bordé par une rue très passante où se trouvent deux stationnements de taxi-brousse, un petit marché, des petits commerces, restaurants et épiceries. Les rues sont très animées et on y trouve beaucoup de vendeurs ambulants et de minuscules stands d'épicerie.



Antohomadinika, fokontany III G hangar, décembre 2009



Antohomadinika, fokontany III G hangar, décembre 2009

Les populations de ce *fokontany* sont relativement hétérogènes. On y trouve des familles dans le dénuement le plus total mais aussi des personnes appartenant à la classe

moyenne (instituteurs, fonctionnaires). Beaucoup de familles sont encore très liées à leurs origines rurales, ayant parfois des terres ou une maison à la campagne. Après quelques années, la plupart d'entre elles restent définitivement en ville et y accueillent leur parenté dans des constructions improvisées qui s'étendent de plus en plus. Le plus souvent, les habitants vivent dans une baraque faite de planches de bois et d'un toit de tôle, souvent des bidons de 200 litres aplatis. Le sol est en terre battue sur lequel une natte a été posée. De nombreux habitants n'ont ni électricité ni eau courante ou seulement l'une ou l'autre.



Antohomadinika, fokontany III G hangar, 2002

La majorité des habitants de ce *fokontany* n'ont pas de revenu fixe. Ils travaillent souvent dans le secteur informel et vivent au jour le jour, avec toutes les insécurités qui en découlent. Très peu sont salariés. Les hommes se chargent de la vente de produits de récupération ou de produits alimentaires ou bien se rendent sur les chantiers et attendent d'être embauchés, déchargent les camions au marché ou encore tirent des pousse-pousse. Les femmes se chargent de toutes les tâches ménagères. Pour compléter les revenus de la famille, elles font des lessives, livrent de l'eau, vendent des aliments préparés par elles, sont couturières ou employées de maison. Quelques-unes travaillent dans les usines de la zone franche.

De nombreux enfants s'appellent *Solo* – "remplaçant" –, nom donné traditionnellement à un enfant qui naît après le décès d'un aîné. Mais il faut aussi souligner les forces que les habitants déploient pour pallier tous ces manques. Les enfants malnutris sont souvent souriants, signe que leur entourage les stimule assez pour compenser les troubles du comportement que la maladie entraîne. Généralement, toute la famille témoigne beaucoup d'affection à l'égard des enfants, très entourés mais aussi très vite

indépendants. Très tôt, vers deux ou trois ans, ceux-ci peuvent à la fois inventer leurs jeux, jouer seuls des heures entières et soutenir leurs parents en allant leur faire quelques achats. Compte tenu de l'univers relativement confiné et dangereux dans lequel ils vivent, ils font preuve d'une aisance surprenante et ne connaissent que peu d'accidents. Les parents déploient une énergie considérable pour les soigner.

Renforcer les capacités des habitants

D'emblée, l'action d'ATD Quart Monde dans ce quartier a combiné étroitement les deux dimensions de promotion de la santé et de partage du savoir, au sens où l'entendait le fondateur d'ATD Quart Monde : « *Savoir, c'est d'abord avoir la conscience d'être quelqu'un, pouvoir donner une signification à ce que l'on vit, à ce que l'on fait, pouvoir s'exprimer. Savoir, c'est avoir une place dans le monde, connaître ses racines, se reconnaître d'une famille, d'un milieu. Savoir, c'est par conséquent pouvoir participer à ce qu'est et fait autrui*³³. » Les plus défavorisés, ajoute-t-il, ont un savoir et une culture, « *mais ce sont un savoir et une culture ébréchés, émiettés* » qui ne leur permettent pas d'avoir une place dans le monde. « *Le savoir et la pensée des plus pauvres sont d'autant plus fragiles que ceux dont les idées ne peuvent être ni exprimées ni entendues ne peuvent consolider leurs propres convictions. Aussi sont-ils facilement le jouet de tous les pouvoirs arbitraires*³⁴ » Écouter inlassablement les plus défavorisés, les encourager à s'exprimer individuellement et collectivement, leur permettre d'acquérir la conscience de leur propre valeur et les bases indispensables pour entrer en dialogue avec d'autres milieux, telles seront les constantes de l'action de renforcement des capacités (*Empowerment*) menée par l'équipe d'ATD Quart Monde.

Des habitants de ce quartier, exerçant divers métiers, ont choisi de cheminer, de se former et d'agir comme membres du Mouvement ATD Quart Monde, s'efforçant de créer la solidarité et de se faire défenseurs et porte-parole des plus défavorisés. Ce sont des *animateurs*. Une rencontre organisée avec huit d'entre eux et le responsable de cette étude, le samedi matin 30 janvier 2010, a permis de cerner leurs principales préoccupations. Les questions auxquelles chacune et chacun était invité à répondre lors d'un tour de table étaient les suivantes : « *Qu'est ce qui est le plus difficile à vivre dans le quartier ? Qu'est ce qui est le plus important à améliorer ?* » Les réponses ont été enregistrées, traduites du malgache vers le français, mises par écrit, puis classées selon les grands thèmes de cette étude : la promotion de l'emploi, la planification urbaine, l'accès aux services de base.

Le sous-emploi et le chômage

La première préoccupation qu'expriment les animateurs est relative au sous-emploi et au chômage. C'est également le premier besoin exprimé par les ménages du quartier dans l'enquête McRAM III³⁵.

Madame Rastera : « Le plus difficile, c'est de trouver du travail. J'ai une fille qui a fini la formation d'informatique à ATD Quart Monde. Elle a obtenu le certificat de compétence

³³ Joseph Wresinski, Revue Quart Monde n° 105-106, *L'enfant du Quart Monde en quête de savoir*, 2ème trimestre 1979, p. 7

³⁴ Joseph Wresinski, *Culture et Grande Pauvreté*, conférence prononcée en 1985, Cahiers Wresinski n° 7, éditions Quart Monde, 2004, p. 25

³⁵ Enquête citée, p. 59

reconnu par l'État. Pourtant, elle ne trouve pas de travail. Personnellement, il m'est difficile de travailler, car je n'ai plus de forces, je suis âgée. Alors je lave le linge pour assurer ma survie ».

Madame Meltine : « Le plus difficile à vivre, ce sont les enfants et les jeunes sans travail. Ils sont nombreux. Ils n'ont rien à faire et restent sur le quartier. Cela suscite la délinquance, des braquages des maisons et l'insécurité. Dans le quartier, beaucoup de gens savent faire de l'artisanat et en vivent, mais il n'y a plus de marché, alors il n'y a plus d'argent. Cela peut entraîner des problèmes d'alimentation. Ceux qui ont peu d'argent ne mangent plus à midi, ils ne mangent plus qu'une fois par jour, le soir. »

Madame Voahangy : « Des mères de famille me disent qu'il faut les aider. Comment ? Ces mères cherchent des ménages pour gagner un peu d'argent et s'alimenter. Il y a beaucoup de parents âgés sur le quartier. Le problème pour eux, c'est qu'ils ne sont pas soutenus par leurs enfants. Que faire avec ces parents, qui cherchent de l'argent pour subsister chaque jour ? Ils voudraient des loisirs, mais ils n'ont pas d'argent. »

Ces observations sont corroborées par les résultats de l'enquête McRAM III, qui affirme que le quartier d'Antohomadinika III G hangar a basculé dans l'insécurité alimentaire en novembre 2009, alors qu'il était seulement « à risque » dans les enquêtes précédentes³⁶. Cet état de fait semble lié à une plus grande précarité des revenus des habitants. Les stratégies de détresse mises en œuvre consistent à diminuer le nombre de repas, mais aussi à manger moins cher, à diminuer la diversité des aliments, à limiter la portion consommée à chaque repas. Par ailleurs, la crainte des braquages et autres vols reflète bien l'augmentation du sentiment d'insécurité dans le quartier, dont témoigne la même enquête³⁷.

Madame Hanitra : « La population est très jeune. Les jeunes sans travail boivent et fument, car ils n'y a aucun espace de travail ou de loisir. Beaucoup de gens sont en difficulté pour trouver du travail, des enfants, des jeunes, des parents. Ils n'ont pas assez d'argent et ils ont des problèmes pour se nourrir. Un jeune qui a faim n'a pas de courage pour aller chercher du travail. »

Fin février 2010, un programme de travail à Haute intensité de main d'œuvre (HIMO) démarre dans le quartier, financé par le Fonds d'intervention et de développement.

Habitat précaire et inondable, assainissement déficient

Les problèmes de logement constituent aussi une préoccupation permanente dans ce bas-quartier inondable.

Madame Hanitra : « Beaucoup de familles ont des difficultés monétaires et des problèmes de logement. Ce sont des prolétaires qui n'ont pas de terres. Ils doivent louer leur logement à des propriétaires, qui ont construit des maisons en bois. La majorité vit de ventes sur les marchés, et ont des problèmes avec le prix des locations. Quand il pleut, l'eau pénètre dans les maisons, car les toitures ne sont pas étanches. Quand il y a de fortes pluies, on met des

³⁶ Enquête citée, p. 37

³⁷ Idem, p. 51

sachets en plastique sur le toit. Les enfants dorment, mais pas les parents, car les sachets se remplissent d'eau et il faut les vider. Ils ne dorment pas, sauf si la pluie s'arrête. Les familles qui sont dans cette situation n'ont pas de place dans la société. On les exclut. »



Madame Mamy : *« On paye environ 30.000 ariary par mois de loyer. J'ai la chance d'avoir un travail fixe, et je peux payer le loyer. Pour celles qui font du repassage, c'est très difficile. Si on est en retard, le propriétaire met la pression et on peut être expulsé. Alors le propriétaire met une autre personne et augmente le loyer. En cas de pluie, l'eau rentre dans les maisons. Il y a beaucoup de secteurs où l'eau sale monte dans les maisons. Alors on met les lits sur des briques pour les surélever. »*

L'eau usée de la plaine d'Antananarivo est évacuée par le canal d'Andriantany, qui est totalement saturé en période de pluie. C'est pourquoi un autre canal d'évacuation des eaux a été construit en 1999, le canal Robert, qui passe par Antohomadinika III G hangar, 67 Ha, Ankasina, jusqu'à la station de pompage d'Ambodimita. En réalité l'existence de ce canal a renforcé les inondations dans le quartier, car en

période de pluie, ce canal est lui-même saturé et déborde sur son parcours.

Le manque d'espace dans le quartier et l'absence d'espaces verts obligent les gens à vivre dehors en permanence et les enfants à jouer dans la poussière ou dans la boue. Pendant la saison des pluies, les petites cours derrière les maisons deviennent boueuses et inutilisables. Même pendant la saison sèche, la proximité de la nappe phréatique, à dix centimètres du sol, contribue à rendre les habitations humides ou à tout inonder.



Bornes fontaines et blocs WC payants et très insuffisants

Avoir de l'eau est un souci permanent des habitants : l'attente est longue au lavoir comme aux bornes-fontaines. Il y avait trois bornes-fontaines en 1991, cinq en 2000, et toujours cinq en 2010, gérées par l'association de quartier Zanabaoka et fermées la nuit. Le manque de latrines est un problème énorme : les adultes doivent se rendre dans les WC publics payants ou attendre la nuit pour aller dans les anciennes rizières.

Madame Hanitra : « *Le quartier est en mauvais état, il est très mal assaini et il y a trop peu de toilettes. Il existe des WC publics, mais un seul par secteur. A Antohomadinika III G hangar, il y a 5 secteurs. Avant, il n'y en avait que 4. Il n'y a que trois blocs de WC publics, qui sont payants, dans les secteurs 1, 2 et 3. Le prix dépend de la longueur du papier hygiénique utilisé, 30 ariary pour 20 centimètres. Il n'y a que 5 bornes fontaines pour 9.300 habitants. On paye 10 ariary pour un seau de 10 litres, 20 pour un seau de 20 litres. On passe beaucoup de temps à attendre. Personnellement, je vais à la borne fontaine avec mes seaux à 4 h 30 du matin pour avoir de l'eau, et je reviens à 5 h 30. Il y a une heure de queue. Il y a des dizaines de personnes qui attendent devant, qui apportent des gros bidons, 5 ou 6 seaux.* »

Les trois blocs de toilettes publiques ont été construits en 2000 par l'ONG Care International, en collaboration avec l'association de quartier Zanabaoka, qui gère ces infrastructures. Comme les toilettes sont payantes et la population impécunieuse, la majorité ne les utilise pas et vide les seaux la nuit dans le canal, dont la puanteur augmente avec la température ambiante.

L'hygiène du quartier est d'autant plus déplorable qu'il n'est desservi que par deux bacs à ordures, l'un sur le secteur 1, l'autre sur le secteur 3. Cependant, l'enquête McRAM III révèle qu'une majorité des habitants estime que les services rendus par la commune en

termes de ramassage des ordures se sont améliorés par rapport à l'enquête précédente³⁸.

Madame Ratsera : « *Joseph et moi, qui vivons dans le quartier, on dort tout près du canal de 67 Hectares, qui pue énormément. L'odeur est insupportable. On vit là-dedans, alors qu'on est des êtres humains. Joseph n'arrive pas à dormir dans ces conditions, moi non plus. La nuit dernière, je suis allée dormir chez une amie, je suis arrivée chez elle à 21 h 30, car je ne supportais plus les odeurs. On est des êtres humains et on vit comme ça. C'est très dur.* »



février 2010

Difficultés d'accès aux soins de santé

En 2000, un dispensaire a été construit par l'ONG Terre des hommes, qui a transféré la gestion à l'association de quartier Fiombonantsoa en 2008. Le dispensaire offre des consultations médicales toute la semaine, de 9 h à 12 h, puis de 14 h à 17 h. Des consultations de planning familial ont lieu chaque jeudi après-midi. Le médecin de service est payé par l'association Sentinelles.

Madame Hanitra : « *La santé est très importante, et il faut se grouper pour protéger notre santé. Pour bénéficier du dispensaire, les parents doivent payer une cotisation annuelle de 2.100 ariary pour bénéficier d'une carte de membre, et une cotisation mensuelle de 600 ariary par mois, pour alimenter le fonds de médicaments et payer le salaire de la secrétaire et du gardien, soit au total 9.300 ariary par an. La consultation coûte 600 ariary. C'est parfois très difficile de payer tout cela. Les personnes qui ne payent pas de cotisation n'ont pas accès au dispensaire.* »

Les personnes qui ne sont pas adhérentes au dispensaire doivent payer 5.000 ariary pour une consultation du docteur et doivent acheter leurs médicaments, alors qu'ils sont fournis gratuitement aux adhérents à jour de cotisation.

En mai 2002, un Collectif santé s'est constitué à Antananarivo, quand le contexte de crise institutionnelle provoquait une augmentation de 37 % du taux de mortalité des enfants. Son objectif était de répondre aux urgences médicales les plus graves des populations les plus démunies. Rapidement, il a regroupé 37 associations, convaincues que « même les démunis ont droit à la santé ». Le Collectif prenait en charge 70 % des frais d'hospitalisation des malades, l'ONG qui accompagnait le malade 25 %, et l'hôpital 5 %. ATD Quart Monde, membre fondateur de ce Collectif, y a largement recouru en faveur

³⁸ Enquête citée, p. 49.

des habitants d'Antohomadinika. Financé principalement par la coopération française, par la coopération japonaise et par Les amis des Enfants du monde pendant les premières années, puis par un fonds canadien et par les ONG, ce collectif a cessé de fonctionner en 2008, faute de financements. C'est une véritable régression pour la population, privée d'un embryon de sécurité sociale pour les plus démunis.

Mme Voahangy : « *Je connais une famille qui a un enfant handicapé, atteint d'un cancer. On doit couper le pied cancéreux de l'enfant, qui empeste dans le logement. Ils n'arrivent pas à payer l'hôpital pour le traitement. Ces personnes handicapées doivent aller mendier pour survivre.* »

Il existe à proximité du quartier des dispensaires et hôpitaux publics et privés peu fréquentés par les habitants du quartier. Les deux dispensaires publics se trouvent l'un à Ambodin'Isotry, à 10 minutes de marche, l'autre à Antanimena, à 20 minutes. Les deux dispensaires privés, celui des Frères missionnaires de la charité, et un autre, luthérien, sont situés à 15 minutes à pied. L'hôpital des enfants de Tsaralalana, en centre ville, est facilement accessible, de même que deux hôpitaux universitaires, l'un spécialisé en médecine, l'autre en chirurgie. Plusieurs médecins privés sont installés dans les environs. Certains ont adapté leurs tarifs aux ressources de la majorité des habitants du quartier, et font payer la consultation 1.500 ariary, tandis que le coût habituel est de 5.000 ariary. De ce fait, leur cabinet ne désemplit pas.

Accroissement important des abandons scolaires

Le 17 octobre 2003, Journée mondiale du refus de la misère, une bibliothèque permanente « *Fanovozantsoa*³⁹ Joseph Wresinski » était inaugurée par les autorités du pays, après dix ans d'animation de bibliothèque de rue par les membres d'ATD Quart Monde. Les habitants commentèrent : « *Maintenant, on ne nous désignera plus comme le bidonville, mais on dira : Antohomadinika, là où il y a une bibliothèque.* » Les bibliothécaires sont des mamans du quartier qui ont reçu une formation à la bibliothèque municipale. La présence des autorités locales et nationales à l'inauguration témoignait de l'importance de l'événement pour le quartier, dont la réputation a changé grâce à ces différentes créations⁴⁰. En 2008, environ trois mille lecteurs ont fréquenté cette bibliothèque. Le problème de l'accès au savoir et à la culture reste néanmoins entier pour une grande partie de la population.

Madame Hanitra : « *Nous fréquentons beaucoup d'enfants. Beaucoup ne vont pas à l'école parce que leurs parents n'ont pas d'argent pour payer la scolarité. Les parents ont le désir que leurs enfants soient scolarisés, mais ils n'ont pas d'argent. Une autre difficulté, c'est l'absence de copie des actes de naissance des enfants, qui fait qu'on ne les accepte pas à l'école.* »

En 2005, une Ecole primaire publique a été construite dans le quartier, financée par le Fonds canadien d'initiative locale avec la commune urbaine d'Antananarivo et les cotisations de la population locale (2.000 ariary par ménage en 2004). Les institutrices non fonctionnaires sont payées par le système Fram⁴¹, c'est-à-dire par l'association des parents d'élèves, qui se cotisent pour fournir leur salaire. La cotisation annuelle est de

³⁹Fanovozantsoa : là où l'on puise le bien

⁴⁰ François Philiponeau, *Le livre apporte l'ouverture de l'esprit*, journal Feuille de Route, novembre-décembre 2003, p. 3

⁴¹ Fram : Fikambanan'ny raiaman- dreny mpianatra

8.000 ariary par ménage, quel que soit le nombre d'enfants scolarisés. Seul le directeur de l'EPP est fonctionnaire, payé par la Direction régionale de l'éducation nationale. Au cours de l'année scolaire 2009/2010 (septembre 2009 à juin 2010) l'EPP accueille 180 enfants du quartier pour la classe préparatoire CP1, qui se répartissent en deux groupes, 90 le matin et 90 l'après-midi. Les abandons en cours de scolarité étant nombreux, du fait des grandes difficultés financières des familles, le nombre d'enfants décroît quand ils passent dans les classes supérieures. En CM2, il ne reste plus que la moitié de l'effectif initial, soit 42 élèves en 2010. La directrice de l'EPP affirme qu'il y a eu 100 % de réussites à l'examen CEPE (Certificat d'étude primaire et concours d'entrée en 6^{ème}) en juin 2009. Mais la moitié seulement (53,8 % exactement) ont été admis au concours d'entrée en 6^{ème} à l'école publique.

Pour l'année scolaire 2009/2010, l'enquête McRAM III montre que le taux d'abandon scolaire entre ceux qui ont été inscrits en début d'année scolaire et ceux qui l'ont terminée a été de 25 % à Antohomadinika, soit le plus fort taux observé dans les *fokontany* de la capitale. Dans le quartier, ce taux d'abandon scolaire a été multiplié par cinq par rapport à l'année précédente. Les principales raisons évoquées sont le manque d'argent pour payer les frais de scolarité, les uniformes, cahiers et livres⁴². L'abandon scolaire est maximal après le primaire complet.

Impuissance, isolement et comportements de fuite

Mme Voahangy : *« Je rencontre des parents en difficulté, qui ne savent pas où s'adresser. Ils ont des projets, mais qui pourrait les soutenir ? Je connais une famille en grande difficulté, dont la maman est morte brulée vive pendant la crise. Elle avait quatre enfants de deux pères différents. Les quatre enfants sont allés chez la grand-mère âgée, qui n'a plus de forces. Cette grand-mère a emprunté de l'argent à une famille pour faire un petit commerce, acheter des produits et les revendre. Parfois, son commerce ne marche pas du tout. Les deux premiers enfants sont scolarisés, pas les deux derniers. Cette famille est locataire d'une mesure qui est tellement basse qu'il est très difficile d'y pénétrer et de vivre dedans. La grand-mère m'a demandé de chercher des personnes pour rénover son logement trop petit pour quatre. Il y a beaucoup de parents âgés sur le quartier, qui ne sont pas soutenus par leurs enfants. Ils cherchent de l'argent pour subsister chaque jour, mais ils n'en ont pas. On ne sait pas quoi faire avec ces personnes âgées. »*

Mr Fred : *« J'ai beaucoup observé ce secteur, et je constate que le nombre de points de vente du toaka gasy (rhum artisanal) a beaucoup augmenté sur le quartier. Près de chez moi, il y a 3 à 4 points de vente. Avant, seuls les hommes buvaient, maintenant les femmes boivent aussi. C'est pourquoi c'est rentable pour les vendeurs. Pour 50 ariary tu peux avoir un verre de toaka gasy, alors que normalement c'est 100 ariary. C'est un problème pour l'action d'ATD Quart Monde avec les familles. Quand les gens arrivent à trouver un petit boulot, ils vont le boire. Quand on en discute avec eux, on se rend compte qu'ils rêvent d'être comme les autres, d'avoir un travail, de scolariser leurs enfants, mais ils n'y arrivent pas. »*

⁴² Enquête citée, p. 20 et 21.

Conclusion provisoire

Une réflexion de Madame Hanitra conclura ce propos : *« Il n'y a pas de routes dans le quartier, et on vit dans la boue. Le pire, c'est quand votre famille ou vos amis veulent venir vous voir. Quand il y a de la pluie, ils ne viennent pas, car l'eau monte parfois jusqu'aux genoux. Pour améliorer la situation, il faudrait réhabiliter la route interne du quartier en donnant du travail aux habitants. »*

Réhabiliter le quartier avec ses habitants, ce qui leur donnerait du travail, voilà une piste à travailler avec les autorités locales et les bailleurs de fonds.

CHAPITRE IV – L’univers des enfants d’Andramiarana et d’Antohomadinika : un aperçu par la photographie

**Marius ILBOUDO
Marcelline RAZAFINDRASOA
Naval RAVOAVISON
Xavier GODINOT**

**Enfants Taporⁱ⁴³
Association SIDINA**

⁴³Groupes d'enfants de par le monde qui créent des ponts entre enfants de tous pays et de toutes classes.

L'exposition photographique *Sandratra* (L'envolée) fournit un aperçu sur l'univers vécu des enfants des quartiers d'Antohomadinika III G hangar et d'Andriamiarana, et permet de leur donner la parole. Elle est le fruit du travail de 60 enfants de ces deux quartiers, avec l'aide de deux photographes professionnels appointés par l'association SIDINA et des animateurs d'ATD Quart Monde. Des extraits de la convention-cadre signée en décembre 2008 entre l'association SIDINA et l'ONG ATD Quart Monde indiquent les objectifs poursuivis et les méthodes et moyens utilisés.

Objectifs

« Par la présente convention-cadre, l'association Sidina et le Mouvement ATD Quart Monde Madagascar s'engagent à réaliser, dans le cadre du projet Sandratra, une action artistique et culturelle ayant pour but le développement des capacités d'expression d'enfants des bas-quartiers d'Antananarivo, par l'utilisation de la photographie. Il s'agit de favoriser le développement de ces enfants dans un cadre non-scolaire, de faciliter leur scolarisation et de soutenir leurs parents. Plus précisément, l'action poursuit les objectifs suivants :

Avec les enfants :

Créer des images et des textes pour développer leurs capacités d'expression par la photographie, l'oralité et l'écriture. Les impliquer dans des activités favorisant leur socialisation et la construction de leur personnalité par :

- *le développement du goût d'apprendre, d'aiguiser son regard, de partager son savoir ;*
- *la motivation pour apprendre les acquis fondamentaux ;*
- *le développement des capacités de réflexion autour de différents thèmes (identité, mémoire, patrimoine, culture) ;*
- *le développement de l'esprit critique, de la confiance en soi et de l'estime de soi ;*
- *l'ouverture des enfants à l'autre : écoles, groupes Tapori, autres groupes d'enfants, ici et ailleurs.*

Avec les parents :

Constituer une mémoire photographique du développement de leurs enfants et développer un sentiment de fierté et de responsabilité à leur égard, en favorisant :

- *la découverte des capacités, goûts et aspirations des enfants ;*
- *la sensibilisation à la nécessité de scolariser leurs enfants et le soutien à leurs efforts pour obtenir les copies (actes de naissance) nécessaires pour l'inscription à l'école.*

Avec les enseignants et le public :

Montrer une image positive des enfants des bas-quartiers et de leurs parents, de leurs capacités et de leur volonté de contribuer à leur propre développement et à celui des autres.

Méthode et moyens

Chaque année, pendant trois ans, un thème différent est traité avec les enfants. La première année, il s'agit de l'identité. Tout au long de l'année, sauf pendant les mois de juillet et d'août, des ateliers sont réalisés tous les quinze jours avec les enfants, selon les séquences suivantes : création de photographies par les enfants ; création des textes ou oralité ; création d'une œuvre collective avec un peintre professionnel ; création d'une exposition dans les écoles et alliances françaises ; création de la mise en scène ; création d'un livre-objet de 96 pages sur le thème de l'année. »

Résultats

Les photos qui suivent, et les commentaires qu'en font les enfants, montrent bien que *"aujourd'hui comme alors, l'enfant pauvre n'a pas d'enfance, les responsabilités lui viennent dès qu'il tient debout sur ses jambes".*⁴⁴ (Joseph Wresinski).

L'univers qu'ils montrent a des côtés effrayants : *« C'est là qu'on jette les ordures, c'est là que nous travaillons »,* dit Tinah. *« J'aime bien montrer ces ordures comme si c'était mes amies, car grâce à elles je peux survivre »* explique Feno. *« Quand on regarde cette photo, nous avons l'impression d'être dans un pays où il y a la guerre. C'est triste. »*

Mais leur force de vie et de survie est impressionnante : *« Cette fille porte un sac sur son dos et elle récupère des objets. C'est ce qui lui permet de survivre »* dit Harisoa, et Vololona complète : *« Il y a aussi d'autres activités à part la récupération des ordures, comme la fabrication des briques, l'élevage des canards et des poulets. »*

Comme tous les enfants, ils connaissent des moments de joie et des moments de peine, des moments de paix, et d'autres où tout vient à manquer. *« La photo montre la joie, dit Hoby. J'ai photographié Vola parce qu'elle est toujours souriante ». « Les gens marchent sans soucis. Ils n'ont peur de rien. Le silence règne. Cela veut dire que tout le monde est au travail »* dit Fabrice, tandis que Vero explique : *« Cette photo montre la paix avant la grève. Je voudrais être épicière parce qu'on reçoit de l'argent sans attendre ».*

Ils témoignent d'une grande sensibilité à la beauté, une beauté dont ils expriment un besoin pressant. *« Ce sont l'eau du fleuve et les maisons qui m'ont attiré. C'est magnifique. » « Cet endroit est magnifique, c'est pourquoi je l'ai photographié. »*

Leurs commentaires disent souvent, avec pudeur, le contraste entre leurs aspirations et la réalité quotidienne : *« C'est magnifique de voir un enfant qui prend son bain. C'est bien d'être propre. Malgré ça, il y a aussi les ordures »,* dit Dina. *« Même si nous habitons un quartier très pauvre, on y trouve quand même quelques grandes maisons »,* se console Princy.

Ils aspirent de toutes leurs forces à la paix et à l'amitié autour d'eux : *« Le nom de cette photo est 'la paix sans barrage' »* explique Fabrice, tandis que Mamy dit : *« Cette photo montre l'affection entre des gens qui n'ont pas de lien familial. Le titre de cette photo est 'beaucoup d'amour'. C'est magnifique, c'est beau quand les gens s'aiment. »*

⁴⁴Joseph Wresinski, *Le père Joseph : les pauvres sont l'Église*, 1983, p.10

Ils étonnent parfois par la conscience de leurs propres responsabilités et de celles de leur milieu : *« Je veux partager avec mes amis, témoigne Badiste. Cela veut dire qu'Andramiarana est prêt à lutter contre la misère ».*

Tsiry a sans doute le mot de la fin, en affirmant : *« Les droits des enfants devraient être respectés, où qu'ils soient. »*

Antohomadinika

"La bibliothèque"



« J'ai pris cette photo parce qu'il y a Neny, mon amie, le dispensaire et la bibliothèque. Le nom de cette photo est "La bibliothèque" parce que la bibliothèque est très importante pour les gens très pauvres, pour qu'ils y puisent des connaissances. »

MARIETTE

"A la rizière"



« Les trois garçons dans cette photos sont mes amis. La couleur verte des plantes, la couleur bleue du ciel et la maison qui se trouve dans la verdure sont magnifiques. Le nom de la photo est "A la rizière". »

MAMISOA

"Le pont"



« Je les ai photographiés parce que j'adore voir les enfants qui cherchent de l'eau à la fontaine en traversant le pont. C'est pourquoi je donne le nom de "pont" à cette photo. Chaque jour, j'aide mes parents, c'est pourquoi j'aime montrer la vie quotidienne. »

LOVA

"Le chemin de fer au bord de l'eau"



« Cette photo est intitulée "Le chemin de fer" parce que j'adore le chemin de fer. Certaines des maisons rendent le quartier plus beau. Même si notre quartier est inondé, on arrive toujours à le photographe. On monte sur un pneu. Le nom de cette photo est "Au bord de l'eau" parce que les gens habitent au bord de la rivière. »

MICHAEL

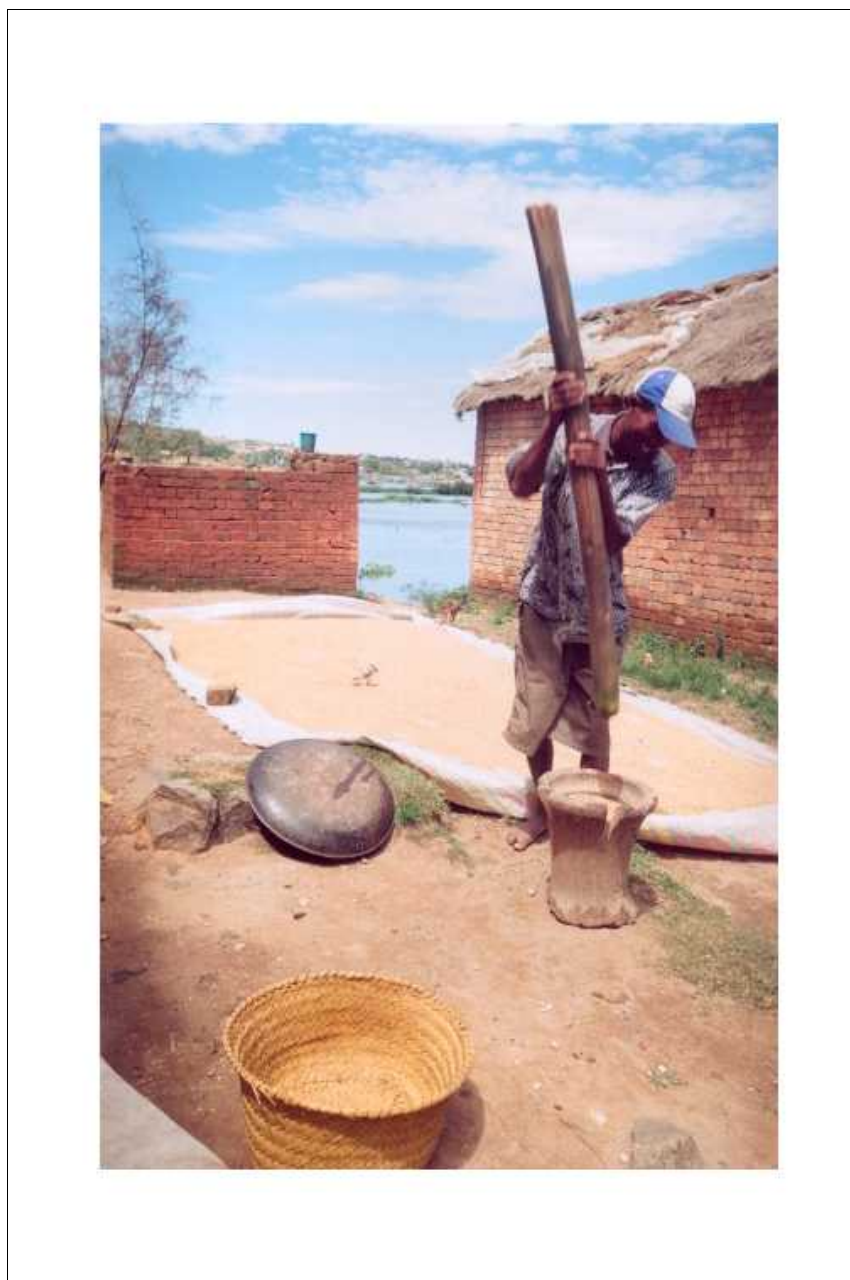
"Les enfants"



« J'ai pris cette photo pour montrer la participation des enfants qui aident leurs parents. On voit une fille qui porte de la nourriture pour le cochon et puis des bidons et une petite épicerie. Le nom de cette photo est "Les enfants", parce que c'est la vie quotidienne des enfants qu'on voit. »

AINA

Andramiarana



***« J'ai pris sa photo car il est en train de piler le riz qu'il a cultivé et récolté.
C'était la période de la récolte, il y avait aussi l'inondation.
Je voudrais bien cultiver le riz comme lui parce que le riz est la nourriture de base.
On y voit tout le matériel nécessaire pour piler le riz : pilon, mortier, panier, van.
Il y a plusieurs étapes à franchir pour obtenir du riz blanc à faire cuire.
Je voudrai garder cette photo en souvenir de l'inondation. »***

MIRANA

"Mon ami Ibona"



« J'ai pris leur photo à cet endroit là parce qu'ils l'ont choisi. C'est là que nous travaillons. Ces enfants qui jouent là sont tous mes amis. Nous habitons le même village. Cela montre que je les aime. Cette photo porte le nom de "Mon ami Ibona". »

TINAH

"Beaucoup d'amour"



« Cette photo montre l'affection entre des gens qui n'ont pas de liens parentaux. Cela signifie que tous les êtres humains ont la même racine. Le titre de cette photo est "Beaucoup d'amour". Parce que c'est magnifique, c'est beau quand les gens s'aiment. Ainsi il n'y a pas d'écart entre les gens. »

NASOLO



« Quant on regarde cette photo, on a l'impression d'être dans un pays où il y a la guerre. C'est triste. J'ai pris cette photo pour me souvenir quand un jour ou l'autre nous quitterons ce lieu. »

NIRINA



« J'aime bien montrer ces ordures comme si c'était mes amies car grâce à elles je peux survivre. J'aime aussi photographier les enfants. »

FENO



« Ces deux garçons disaient : "Nous voudrions être photographiés". Comme ce sont mes amis je les ai photographiés. Ce n'est qu'un simple geste. Il y a des gens qui se disputent parce que la vie est dure. Je veux partager avec mes amis. Cela veut dire qu'Andramiarana est prêt à lutter contre la misère. »

BADISTE

"La paix sans barrage"



« Cet endroit est magnifique. C'est à Morondava. Ceux qui se trouvent sur la photo sont mes amis. Le nom de cette photo est "La paix sans barrage". »

NARY



« L'endroit est magnifique. La photo montre qu'il y a aussi d'autres activités ou métiers en dehors de la récupération des ordures, comme la fabrication des briques, l'élevage des canards et des poules. »

HASINA

"La brouette"



« J'aime cette maison parce qu'elle montre l'aspect du village. Il y a aussi une brouette dans laquelle on transporte les morceaux récupérés à l'endroit où on travaille chaque jour. Le titre de cette photo est : "La brouette". »

JACQUELINE

DEUXIÈME PARTIE – **DÉFIS ET
OPPORTUNITÉS QUELQUES
LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE**

**CHAPITRE V – Quelques
enseignements de dix ans
d'action « savoir-santé » à
Antananarivo**

**Par Chantal LAUREAU
Caroline BLANCHARD
Xavier GODINOT**

Le récit plus détaillé d'un peu plus de dix ans d'action « savoir – santé », menée par ATD Quart Monde dans le bas quartier d'Antohomadinika III G Hangar, à Antananarivo, a été publié en d'autres lieux, en français et en anglais⁴⁵. Il apporte des informations précieuses sur les moyens de rendre les services de santé accessibles aux populations les plus défavorisées, en décrivant une démarche de longue durée engagée du bas vers le haut (*from the bottom up*). On n'en a retenu ici que les principaux enseignements, qui décrivent la méthodologie mise en œuvre dans la plupart des actions menées par ATD Quart Monde.

« *Avoir la possibilité de se soigner et de s'instruire – les deux moyens par excellence qui permettent d'échapper à la pauvreté – restent des vœux pieux pour un grand nombre* » lit-on dans le Rapport 2004 de la Banque Mondiale sur le Développement dans le Monde « *Rendre les services de base accessibles aux pauvres* ». Ce rapport affirme « *Comme il y a des endroits où manifestement les services fonctionnent bien, on doit en conclure que les gouvernements et leurs administrés peuvent mieux faire. Comment ? En plaçant les pauvres au centre de l'organisation des services : en leur permettant de contrôler la prestation des services et de rappeler les prestataires à l'ordre, en leur donnant davantage de poids au niveau de l'élaboration des politiques et en prenant des dispositions pour inciter davantage les prestataires de services à s'occuper des besoins des pauvres.* » Confrontés à la réalité vécue par les populations pauvres à Antohomadinika, ces objectifs semblent éloignés au point d'apparaître hors d'atteinte. Bien souvent, les milieux plus aisés comme les institutions se protègent des populations misérables, perçues comme un danger à la fois pour leur sécurité, leur santé et leur réputation. Dans toutes les grandes villes du monde, des ghettos de riches se constituent qui se protègent des ghettos de pauvres par des murailles et parfois des gardiens. Qui va « *placer les pauvres au centre de l'organisation des services* » alors que tout leur fonctionnement les maintient en dehors ? Comment les mamans du bidonville, qui pour la plupart ont une peur bleue de l'hôpital, pourraient-elles « *rappeler les prestataires à l'ordre* » et « *contrôler leur prestation de services* » ? Les populations les plus pauvres sont dominées dans les domaines politique, économique, social et culturel. Elles sont exclues des lieux de pouvoir où se décide leur sort. Comment leur permettre d'acquérir plus de maîtrise sur leur propre vie et plus d'influence sur les institutions qui devraient leur être accessibles ? Que nous enseigne à ce sujet le récit de dix ans d'action à Antohomadinika ?

De l'impasse au partenariat

Ce qui caractérise le début de l'action, en 1992, c'est la situation sanitaire dramatique dans le quartier d'Antohomadinika : la mortalité périnatale et infantile y est énorme, les structures de santé semblent inefficaces et incapables d'apporter un mieux être aux habitants. L'incompréhension est totale entre le personnel des équipements médicaux et les habitants du quartier : c'est une situation d'impasse. Les deux parties vivent une situation d'échec et d'incompréhension dans une non-relation qui ne mène nulle part. Les habitants ont intériorisé cette situation d'impasse et n'attendent à peu près rien de l'hôpital, ce qui permet à son personnel de dire qu'ils ne peuvent pas être des

⁴⁵ Ce texte est extrait d'un article de Chantal Laureau, Caroline Blanchard et Xavier Godinot, « Rendre les services de santé accessibles aux plus pauvres : dix ans d'action savoir santé à Tananarive » publié en anglais dans *Participatory Approaches to Attacking Extreme Poverty*, edited by Quentin Wodon and Xavier Godinot, World Bank Working Paper n° 77, 2006, p. 37 to 53. Il a été publié en français dans la série *Savoirs Communs* de l'Agence Française de Développement, dans un document intitulé *Extrême Pauvreté et Développement*, 2006, p. 36 à 63.

partenaires valables. Il peut y avoir au sein de l'hôpital des personnes qui compatissent au sort des habitants mais se sentent impuissantes à faire changer l'institution.

Ce qui caractérise la fin de l'action, dix ans plus tard, c'est une amorce de partenariat entre les habitants du quartier et le personnel qui anime les équipements médicaux. Les uns et les autres ont appris à mieux se connaître et s'estimer, les habitants osent davantage avoir recours à l'hôpital en cas de nécessité. Les deux parties, l'institution et les habitants, trouvent utile d'investir du temps dans une relation qui apparaît maintenant fructueuse. Les uns et les autres ont entrepris une transformation. De ce fait, les équipements médicaux commencent à avoir un réel impact positif sur la santé des habitants du quartier. L'impact de la fin du récit contraste avec l'impasse du début. Cette réussite relative doit être décrite avec bien des nuances car les conditions de vie des habitants restent excessivement précaires et la mortalité périnatale et infantile très élevée⁴⁶. Néanmoins des changements sont apparus qui donnent de la fierté aux deux parties et ceci constitue une mesure de la réussite. Quelles sont les différentes étapes qui ont permis cette réussite?

Placer les plus pauvres au centre, un engagement de vie

Pour que les services fonctionnent bien pour les populations les plus pauvres, il faut que ces populations soient placées « *au centre de l'organisation des services* » souligne avec raison le Rapport 2004 de la Banque Mondiale sur le Développement dans le Monde. Mais qu'est-ce à dire ? Placer au centre des services des populations pauvres qui sont à la fois dominées et exclues suppose d'un côté un renforcement considérable des capacités des pauvres (*empowerment*) et de l'autre un changement non moins considérable d'attitude des non-pauvres, qui peut être parfois un véritable « retournement » en faveur des pauvres. Dans le récit étudié, quels ont été les chemins de ce renforcement des capacités (*empowerment*) des populations les plus défavorisées et du « retournement » de celles qui contribuaient à les exclure?

A l'origine de l'action, il y a l'arrivée à Madagascar, en 1989, d'une volontaire permanente d'ATD Quart Monde qui a fait le choix de placer les plus défavorisés au centre de sa vie. La plupart des quatre cent volontaires permanents d'ATD Quart Monde portent en eux des visages d'enfants, de jeunes ou d'adultes marqués par la misère qui ont transformé leur vision du monde et de leur propre vie. Ils se sont engagés dans ce Mouvement parce qu'ils refusent le scandale de la misère persistante et de l'exclusion. A la suite du fondateur de ce Mouvement, Joseph Wresinski, ils ont volontairement choisi « *d'accorder aux minorités les plus défavorisées la primauté en toute chose. Leurs intérêts seront les premiers et les mieux servis ... Ferment de transformation de toute société, ils seront les experts de nos projets de civilisation et leur promotion sera la mesure de notre propre progression* » comme l'affirment les Options de Base de ce Mouvement adoptées en 1965. Ces Options de Base indiquent une direction à suivre que chacun s'efforce de mettre en pratique selon ses propres capacités et limites. Tous les volontaires d'ATD Quart Monde acceptent un mode de vie simple et une rémunération très modeste, sans lien avec leur qualification ou leur ancienneté, pour pouvoir rester proches des populations les plus pauvres.

⁴⁶ L'UNICEF estime que le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans à Madagascar est de 126 pour 1000 en 2003.

L'immersion de longue durée au milieu des populations exclues

Avant de lancer une action engageant le Mouvement ATD Quart Monde, Chantal Laureau a exercé pendant deux ans comme médecin chez les Frères missionnaires de la Charité. Deux ans durant lesquels elle a appris à connaître le pays, à découvrir la situation sanitaire, à écouter les malades lors des consultations. Lorsque fut choisi le quartier où démarrer l'action, elle s'est immergée davantage encore dans la vie des populations les plus pauvres, les rencontrant longuement à leur domicile, passant des heures à les écouter pour découvrir leurs aspirations, leurs forces, leurs souffrances, puis des heures encore à écrire ses découvertes pour les intérioriser et en garder la trace. Plusieurs années se sont écoulées avant que les mamans n'osent exprimer en confiance leurs préoccupations et leurs pratiques, et notamment leur recours aux remèdes traditionnels. La connaissance se bâtit dans l'action et bâtit l'action qui à son tour engendre de nouvelles opportunités de connaître. Le fait même de rejoindre ces populations sur leur lieu de vie est très significatif de la valeur qui leur est accordée : « *Personne n'a jamais été chez nous, sauf vous* » disent des mamans. Il constitue un élément important de leur valorisation à leurs propres yeux et donc du renforcement de leurs capacités.



L'action culturelle pour renforcer les capacités des populations

En dépit des efforts faits par les habitants pour prendre soin de leurs enfants et pour compenser tout ce qui leur manque, ils sont souvent considérés comme incompetents, ignorants et incapables de se développer. Eux aussi finissent par considérer leur situation comme sans espoir. De ce fait, toute proposition de développement leur semble destinée aux autres. Les équipes d'action doivent prendre en compte cette réalité cruciale, qui fait partie de l'héritage des très pauvres et de leur culture « tronquée ». Par conséquent, toute action qui a pour but de renforcer leurs capacités doit comprendre une forte dimension culturelle, essentielle pour les personnes, leurs familles et la communauté elle-même. Cette communauté doit pouvoir se structurer peu à peu en acteur collectif et en partenaire associé à la définition et à la mise en œuvre des actions pour améliorer le bien être de tous. L'équipe d'ATD Quart Monde a pris des moyens pour agir à ces différents niveaux en étant très proche des gens, immergée dans leur quartier, ce qui est une condition indispensable. Une des constantes de l'action a été la volonté de renforcer la solidarité dans le quartier. De juin 1992 à juillet 1994, l'équipe d'ATD Quart Monde comprenait en moyenne trois volontaires permanents soutenus par des

bénévoles. Elle fut renforcée en août 1994 et compta en moyenne cinq volontaires permanents, dont deux volontaires malgaches à partir de 1998-1999.

Témoignage d'une mère, fin 2004

« ... Une bonne santé est la première richesse. Dans mon quartier, un enfant était gravement malade, il avait le ventre gonflé car il n'avait pas fait caca depuis plusieurs jours. Les parents de cet enfant n'ont pas voulu aller à l'hôpital, ils ont changé plusieurs fois de devins et de guérisseurs traditionnels. Tous les guérisseurs ont dit que l'enfant était ensorcelé. Je leur ai conseillé d'aller à l'hôpital mais ils ont refusé ma proposition car les guérisseurs leur avaient interdit d'y aller. Après, la maman a dit qu'elle ne connaissait pas l'hôpital, c'est alors que j'ai pris l'enfant et que je l'ai emmené à l'hôpital. Je ne sais pas si j'ai bien fait ou si j'ai fait un scandale. Après consultation, le médecin l'a fait hospitaliser tout de suite à cause de la gravité de la maladie de l'enfant. Les parents n'ont pas pu veiller leur enfant à l'hôpital car ils avaient trop peur (pour que quelqu'un se fasse hospitaliser, il faut un garde malade) et ils cherchaient le moyen de faire sortir l'enfant de l'hôpital en cachette. Mon mari et moi, nous avons dormi à l'hôpital, sur le ciment et nous n'avons pas quitté des yeux le malade parce que nous avons peur que les parents prennent l'enfant. Au bout de quelques jours, ils ont pris conscience que la santé de leur enfant s'était améliorée et ils nous ont beaucoup remercié. Ils ont aussi entendu le médecin qui disait " Si vous aviez traîné plus d'une journée, l'enfant risquait de mourir. " Les parents étaient heureux de découvrir qu'on n'a pas besoin de beaucoup de connaissance ni de diplôme pour pouvoir aller à l'hôpital. Ils ont aussi découvert qu'aller à l'hôpital fait du bien aux malades. »

Organiser la rencontre entre des mondes distants

En 1997, après six années d'action dans le quartier, l'équipe d'ATD Quart Monde estime que la situation est mûre pour provoquer des rencontres entre parents et professionnels de santé, sans que les parents risquent d'être écrasés ou ridiculisés par les professionnels. L'équipe elle-même a gagné la confiance des parents et du personnel médical, elle a acquis une connaissance suffisante des uns et des autres pour être reconnue comme médiateur fiable. Les mamans ont acquis les bases du langage indispensable et une certaine habitude de parler entre elles et avec cette équipe de la santé de leurs petits enfants. Elles ont commencé à remplir des cahiers de développement qu'elles peuvent montrer comme preuve manifeste de l'intérêt qu'elles portent au développement de leurs petits. Cependant, les lieux et moments doivent être soigneusement choisis pour que des personnes appartenant à des mondes très distants puissent se rencontrer de manière fructueuse. Ces rencontres doivent avoir lieu hors de toute urgence médicale, pour ne pas reproduire les conditions de stress où les parents arrivent trop tard et mettent le personnel médical en situation d'échec. Il est important que les parents rencontrent le personnel médical des différentes structures de soins, qu'ils puissent visiter ces structures et apprendre à en comprendre le fonctionnement. Il est important que le personnel médical puisse rencontrer les parents dans les locaux de

leur quartier, autour de leurs questions et préoccupations, et qu'il puisse comprendre leurs efforts réels pour le bien-être de leurs enfants. On a vu que ce type de rencontre peut provoquer chez le personnel soignant un véritable « retournement » d'attitude, un passage d'une attitude de méfiance et de rejet à une attitude de compréhension et de soutien. La personne qui a vécu ce retournement devient alors le vecteur d'entrée principal des habitants du quartier d'Antohomadinika dans la structure de soins. Elle peut devenir aussi la championne de l'ouverture de son établissement aux populations les plus pauvres si au-delà des échanges informels de connaissance, elle utilise ses marges de liberté pour chercher à garantir la relation à long terme entre l'institution et les plus pauvres. La création au sein de l'institution d'un espace où les usagers les plus défavorisés peuvent être entendus est sans doute le meilleur moyen d'y parvenir.

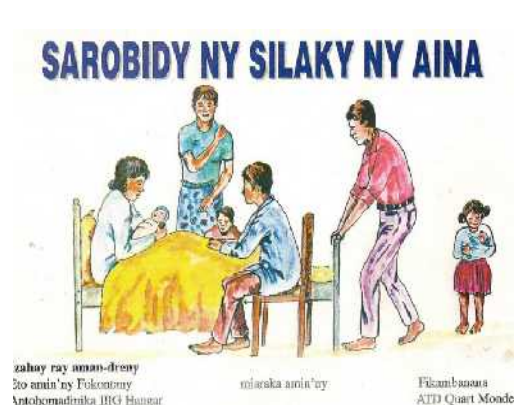
Le chemin parcouru par une infirmière

Janine, infirmière en pédiatrie, ne comprenait pas pourquoi des enfants étaient emmenés trop tard à l'hôpital. Elle pensait que les parents ne s'occupaient pas bien d'eux. En 1996, l'équipe d'ATD Quart Monde l'a invitée à une réunion sur la santé avec des mamans, dans le quartier d'Antohomadinika. Lors de cette rencontre, les mères lui ont expliqué l'ensemble des démarches qu'elles font quand un enfant est malade : le recours aux médecines traditionnelles, la recherche incessante d'argent en allant proposer leurs services pour laver du linge ou livrer de l'eau, l'achat au marché de médicaments dont elles ont retenu le nom, la consultation d'un médecin, les essais d'amélioration de la nourriture de l'enfant etc. Elles ont évoqué leurs doutes et leurs questions face à l'hôpital et la peur de n'y trouver qu'incompréhension. Janine était stupéfaite : elle avait devant elle des femmes qu'elle croyait bien connaître car elle les voyait souvent à l'hôpital. Là-bas elles étaient honteuses, incapables de répondre à ses questions ou d'oser lui dire la vérité. Ici elle les voyait responsables, inventives et courageuses. Un déclic s'est produit : elle a accepté d'apprendre de ces femmes et de se laisser enseigner par elles. La confiance est née de part et d'autre. Elle s'est peu à peu engagée avec les gens du quartier, avec qui elle a maintenant des relations très personnalisées. Les mamans qui doivent aller à l'hôpital se sentent plus rassurées. « *Vas-y, dans le service de pédiatrie, il y a Janine, elle est gentille, elle ne crie pas* » se disent-elles entre elles. Avoir des liens amicaux avec une infirmière de l'hôpital est un soutien et une fierté pour les mamans du quartier.

Inventer un nouveau langage en croisant les savoirs

Les mots ne manquent pas pour parler de la grande pauvreté. Mais ils permettent plus souvent le monologue des personnes d'un même milieu social que le dialogue entre des milieux différents. Le langage courant concernant les milieux misérables regorge d'expressions humiliantes dont la plus fréquente est que s'ils vivent ainsi « c'est qu'ils le veulent bien. » Le langage des économistes, sociologues, médecins ou autres experts en pauvreté s'efforce d'éviter les jugements de valeur, mais il est bien souvent incompréhensible pour ceux qui vivent la pauvreté. Trop souvent, le langage des experts déshumanise la pauvreté en transformant des personnes en chair et en os en simples problèmes techniques. Pour permettre la communication entre professionnels de la santé et familles en situation de pauvreté, il faut donc inventer un langage adapté qui respecte à la fois excluants et exclus. *« C'est un véritable art, ou plutôt un artisanat, de trouver les mots qui ne nient pas la souffrance tout en ne condamnant pas, qui rétablissent les exclus dans la dignité tout en ouvrant un chemin à ceux qui excluait. Ce langage nouveau canalise la tension en permettant à chacun de se dire et d'apprendre des autres. »*⁴⁷

Dans le récit de l'action menée à Antohomadinika, ce langage doit relever le défi de concilier le savoir d'expérience des mamans et le savoir professionnel du personnel médical, le savoir traditionnel malgache et le savoir occidental. Un objectif fondamental de ce nouveau langage est de permettre à chacun de comprendre l'autre et d'apprendre de lui.



La rédaction du livre « *Sarobidy Ny Silaky Ny Aina* » ce qui signifie « *Nos enfants sont un trésor* », publié en mai 2000, a concrétisé ce croisement de deux savoirs, celui né de la vie dure où il faut tout le temps inventer pour survivre et le savoir plus universitaire qui a plus de recul, mais qui ignore souvent les contraintes de vie des plus pauvres. Ce livre donne des réponses aux questions les plus fréquentes des parents et montre leur inventivité pour faire face aux multiples défis de l'éducation d'un enfant. Ce nouveau langage commun, qui reconnaît les

forces des traditions de la communauté malgache et celles de la médecine occidentale, consacre une nouvelle manière d'être ensemble où les savoirs ne sont plus utilisés comme moyens de pouvoir d'un groupe humain sur un autre, mais se fécondent et deviennent complémentaires. Le processus d'élaboration de ce nouveau langage est parti des habitants du quartier, de l'expression progressive de leurs savoirs, puis les a confrontés aux savoirs des professionnels de la santé et au savoir académique. Il s'agit bien d'une démarche du bas vers le haut. La démarche du haut vers le bas semble totalement inadaptée pour croiser les savoirs, puisqu'elle partirait d'un savoir académique sur lesquels les plus pauvres n'ont aucune maîtrise, ce qui ne pourrait que les convaincre de l'impossibilité de faire un apport utile.

⁴⁷ Jona M. Rosenfeld & Bruno Tardieu, *Artisans de Démocratie*, Editions de l'Atelier et éditions Quart Monde, 1998, p. 275.



Tra



Former les matrones : pour d'autres politiques de formation du personnel de santé

La situation d'impasse dans laquelle se trouvaient les habitants du quartier d'Antohomadinika et le personnel des structures de santé au début de ce récit ne manque pas de poser bien des questions sur la formation médicale dispensée en tiers monde. Le personnel hospitalier malgache est formé selon les canons de la médecine occidentale alors que le contexte est radicalement différent. Outre les nombreuses difficultés évoquées dans le récit, une autre des conséquences bien connues de cette manière de faire est la fuite des cerveaux vers le Nord, et en particulier la fuite des médecins et infirmières attirés par les salaires bien plus avantageux et les meilleures conditions de travail que leur proposent des pays du Nord. Certains d'entre eux ne forment pas assez de personnel médical pour satisfaire leurs propres besoins et n'hésitent donc pas à organiser des campagnes de recrutement du personnel médical formé au Sud. D'après la Banque Mondiale, quelque 80 000 personnes hautement qualifiées quittent chaque année l'Afrique pour travailler sur d'autres continents⁴⁸, parmi lesquels de nombreux docteurs et infirmières⁴⁹, et « *le drainage des cerveaux en provenance des pays en développement vers les pays industrialisés sera une des tendances lourdes qui façonnera le paysage du 21^{ème} siècle.* » Les objectifs assignés par l'Organisation Mondiale de la Santé aux pays du Sud – disposer en l'an 2000 d'un médecin pour 5000 habitants et d'une infirmière diplômée pour 1000 habitants, n'ont pas été atteints dans 38 pays d'Afrique subsaharienne⁵⁰. Les pays occidentaux disposent en moyenne d'un médecin pour 500 habitants et n'hésitent pourtant pas à aller recruter ceux qui se forment au Sud ! Renverser cette tendance implique très vraisemblablement des changements radicaux dans les politiques de formation du personnel médical au Nord comme au Sud.

On a vu le rôle important que jouent les matrones dans le quartier d'Antohomadinika. Ne serait-il pas possible de développer des programmes de formation des matrones, beaucoup plus proches des habitants que le personnel hospitalier et beaucoup moins susceptibles de fuir leur pays ? Ces formations devraient marier toute la richesse de la pharmacopée et des traditions médicales malgaches avec les apports de la médecine

⁴⁸ Cité dans *Les Migrations dans le Monde en 2003*, rapport de l'Organisation Internationale pour les Migrations, p/ 215 et 217. Ces chiffres n'incluent pas les nombreux étudiants africains qui étudient sur d'autres continents.

⁴⁹ L'organisation Docteurs pour les Droits de l'Homme affirme qu'en Zambie le secteur public n'a retenu que 50 des 600 médecins qui ont été formés dans l'école de médecine du pays entre approximativement 1978 et 1999.

⁵⁰ Cécile Bontron, journal Le Monde, 28 juin 2005, *Les cerveaux africains prennent le large vers le Nord.*

occidentale. Ces matrones devraient être informées que, d'après la loi, elles ont le droit de déclarer les naissances des enfants qu'elles ont vu naître.

Les suites de l'action : démarrage du Collectif Santé en Mai 2002, arrêt en 2008

L'action du docteur Chantal Laureau s'est arrêtée au début des années 2000, mais celle de l'équipe ATD Quart Monde a continué. En mai 2002, la crise institutionnelle crée un contexte d'urgence dans le pays, car le taux de mortalité des enfants augmente de 37% à Antananarivo. De nombreuses associations se rassemblent alors pour permettre l'accès aux soins hospitaliers des plus démunis et créent le « Collectif Santé Mai 2002 », dont ATD Quart Monde est membre fondateur. Ce Collectif regroupe bientôt 44 associations, ONG et congrégations nationales (34) ou internationales (10). Il a pour objectif de répondre aux urgences médicales graves de familles ou d'enfants identifiés comme très démunis dans la Commune Urbaine d'Antananarivo. Il s'est structuré en association malgache, dite à réputation étrangère, dotée d'un bureau exécutif de 10 membres qui assure la gestion du Fonds social hospitalier mis en place. Le Collectif assure la gratuité de l'accès aux soins des patients pris en charge, en attendant la mise en place d'un Fonds d'Equité national, pour lequel il n'a cessé d'assurer un plaidoyer auprès du Ministère de la Santé et des bailleurs de fonds.

Le bureau exécutif du Collectif règle à 100% les factures des malades présentés par les associations, et celles-ci remboursent un taux de 25% de participation. En effet, en 2002 comme en 2010, l'hôpital ne prend en charge que les actes médicaux. La famille doit assumer tout le reste : soins, achat des traitements, pansements, fournitures et matériel chirurgical, nourriture, draps pour les lits, toilette, linge, transport. Les familles les plus démunies sont dans l'impossibilité de faire face à toutes ces dépenses. De plus, lorsqu'un enfant est hospitalisé, une personne doit rester en permanence à côté de lui et s'installe souvent dans son lit pour y dormir, ce qui favorise les infections. Lorsque les malades viennent de loin, les accompagnants les plus démunis, sans logements sociaux, dorment dans la rue, dans des lieux insalubres et dangereux. A l'hôpital HJRA, un préau dans la cour leur permet de faire la lessive et la cuisine dans des conditions d'hygiène déplorables. Pour améliorer les conditions d'accueil des enfants et des parents dans cet hôpital, l'association ANYMA a lancé en 2010 la création d'un centre d'accueil, doté d'un personnel administratif et social pour soutenir les familles.

Dans ses premières années, le Collectif Santé est financé à 75% par la Coopération française, les Amis des Enfants du Monde, la Coopération japonaise (don en médicaments), et quelques donc privés. Le FCIL (Fonds Canadien) apporte son soutien en 2005. Les 25% restant sont apportés par les associations et ONG qui accompagnent les malades hospitalisés. Son budget s'élevait à un peu plus de 72 millions d'Ariary en 2005. En 2006-2007, il a pris en charge les dépenses hospitalières de 960 personnes très démunies, soit une moyenne de 80 par mois. Le cout moyen d'une hospitalisation par patient est de 336 000 Ariary (140 euros) pour une durée moyenne d'hospitalisation de 11 jours intégrant la pharmacie, l'hospitalisation (actes médicaux et chirurgicaux) et les examens externes (radio, scanner, actes de laboratoire).

L'hôpital de Soavinandriana a accueilli les premières hospitalisations, puis ceux de Befelatanana et l'HJRA, ainsi que l'Institut Pasteur, accordant un tarif privilégié aux

personnes soignées dans le cadre de la prise en charge du Collectif. Quand l'hospitalisation n'est pas indispensable, le Collectif participe aux financements de soins externes, dans les mêmes proportions que pour les hospitalisations.

Malheureusement, en 2008, le Collectif est contraint d'arrêter ses activités, les financements extérieurs étant épuisés. La plupart des ONG membres estiment urgent qu'il reprenne ses activités, après une réorganisation de son fonctionnement. La coordination pourrait être reprise par l'un de ses membres les plus directement concernés, comme l'association ANYMA.

Quelques leçons de l'expérience

L'expérience décrite permet de dégager quelques leçons d'ordre général, déjà exposé dans ce texte, qui découlent également de l'expérience d'autres associations engagées avec les populations les plus exclues, comme ASA ou AKAMASAO. On reviendra sur l'expérience de ces associations dans le chapitre suivant.

- 1. Pour recréer le dialogue rompu entre les institutions et les populations exclues, il est indispensable que des personnes plus favorisées fassent de la solidarité avec ces populations un engagement de vie.***
- 2. L'engagement de longue durée des personnes solidaires des populations exclues, crée chez ces dernières une confiance en soi et une confiance dans les autres, qui permet d'envisager des changements.***
- 3. L'action culturelle pour renforcer les capacités des populations exclues est une composante nécessaire de tout projet de lutte contre l'exclusion.***
- 4. Le dialogue entre professionnels et usagers requiert l'invention d'un nouveau langage, qui respecte et croise les savoirs des uns et des autres. Sans ce nouveau langage, vecteur d'une nouvelle relation, les services de base resteront largement inaccessibles aux populations les plus défavorisées.***
- 5. Une formation à la connaissance des milieux les plus défavorisés devrait être dispensée dans les cursus universitaires de toutes les professions en contact avec ces milieux : professions de la santé et de l'éducation, de la sécurité et de la justice etc.***
- 6. La formation continue des personnes –ressources, proches ou issues des milieux les plus défavorisés (matrones, animateurs etc.) devrait être davantage soutenue par les pouvoirs publics et les ONG, pour améliorer l'accès de ces milieux aux services de base.***
- 7. Il est urgent d'améliorer la protection sociale de la population malgache, en priorité des familles qui en sont totalement dépourvue, pour faciliter l'accès aux soins et couvrir les risques liés aux maladies et aux accidents.***

CHAPITRE VI - **Quelques
enseignements de 20 ans de
« bibliothèques de rues » à
Antananarivo et Tuléar**

**Prisca Vololoniaina RANDRIANARINDRIANA
Gaufroi TSIMIHEVY
Jean MALAKIA
Xavier GODINOT**

Les Bibliothèques de rue du mouvement ATD Quart Monde ont pour but de donner un accès à la culture aux enfants les plus démunis, pour leur donner les mêmes chances qu'aux autres enfants. Elles sont apparues en mai 1968 en France, lors du grand mouvement de contestation des étudiants qui réclamaient davantage d'autonomie et de responsabilités. Les travailleurs s'étaient associés aux étudiants pour réclamer de meilleures conditions de travail. Chaque soir il y avait de grands débats ouverts à tous pour réfléchir à une nouvelle société. C'est lors d'un de ces débats que le Père Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde, a interpellé les étudiants, leur disant que la vraie révolution ne se passait pas là entre personnes privilégiées ayant la chance d'apprendre, mais que la vraie révolution serait qu'ils viennent dans la rue partager leur savoir avec les enfants privés d'école. Des étudiants se sont proposés pour venir dans les quartiers d'exclusion, et c'est ainsi que sont nées les premières bibliothèques de rue. Petit à petit, elles se sont répandues en France, puis dans d'autres lieux où se trouvait le Mouvement ATD Quart-monde : New-York, Guatemala, Philippines ...

En 1992, des bibliothèques de rue ont commencé à Antananarivo dans le bas quartier d'Antohomadinika. En novembre 2000, elles ont débuté à Tuléar dans le quartier de Besakoa Antsirrasira.

Une action culturelle autour du livre

La culture est une composante indispensable de la lutte contre la misère. Le livre permet d'ouvrir l'appétit des enfants et de laisser s'exprimer leur faim de connaissance. Leur faire découvrir le livre, leur en donner le goût, prendre le temps d'expliquer, valoriser leurs efforts, tout cela motive les enfants pour aller plus loin. Leurs parents sont aussi très désireux que leurs enfants apprennent, même s'ils sont souvent sans moyens financiers et intellectuels pour les aider. « *La première violence qu'on subit, c'est l'ignorance. A Andramiarana, les gens n'ont pas de formation scolaire et sont victimes d'abus, car ils n'osent pas affronter ceux qui sont éduqués* » affirme Madame Hanta (cf. chapitre II). « *Les enfants devraient avoir le droit d'aller à l'école et le ministre devrait aider les pauvres, car si les enfants n'étudient pas, ils ne sauront rien faire, ils seront bêtes et se feront arnaquer* » affirme Madame Aina, d'Antohomadinika, mère de sept enfants (cf. chapitre VII).

Les animateurs des bibliothèques de rue approchent une population blessée, qui a trop souvent une image négative d'elle-même. Leur démarche doit aider cette population à trouver une autre manière de regarder sa vie, sa famille, son milieu. Le simple échange ne suffit pas, d'autant que les gens parlent surtout de leurs problèmes. Le livre, le dessin, la peinture, les activités manuelles sont des moyens d'ouvrir l'esprit des enfants sur le monde qui les entoure, la nature qui les fait vivre, leur donne le désir de s'exprimer, de transmettre leur expérience.

Les objectifs

Le premier objectif est de ***donner aux enfants le goût d'apprendre***. Pour rendre possible la contribution des enfants et de leur famille au développement de leur quartier, de leur ville, de leur pays, il est nécessaire qu'ils acquièrent des connaissances pour avoir leur propre vision sur la vie et sur le monde à partir de leur quotidien. C'est à partir de cette vision que naissent la confiance, l'intérêt et la curiosité. Les découvertes que permettent les livres suscitent chez les enfants l'envie d'apprendre, de comprendre, de connaître ce qui les entoure.

Un deuxième objectif est de toujours ***aller à la rencontre des familles des quartiers les plus difficiles et des enfants les plus exclus***.

Le troisième objectif est de susciter et ***soutenir chez les parents des ambitions pour leurs enfants***.

L'animation sur terrain

La bibliothèque de rue se passe dehors, pour accueillir tous les enfants qui le souhaitent, et parce qu'il n'y a généralement pas de local disponible sur place. Elle se passe sous les yeux des parents, qui gardent ainsi une maîtrise sur ce que font leurs enfants. Rien n'est imposé. Les enfants passent, s'arrêtent un peu, viennent, reviennent s'ils veulent et quand ils veulent. Cette façon de faire est très importante pour gagner la confiance des enfants et des parents. Elle permet aux enfants de se familiariser avec l'écrit et de s'exprimer à partir d'échanges et de petits ateliers. L'univers des enfants est parfois déstructuré, les repères manquent : pas d'école, des familles qui vivent au jour le jour... La régularité de la bibliothèque de rue leur donne un repère. La fidélité des animateurs aussi.

La durée

Une bibliothèque de rue n'est pas destinée à durer indéfiniment. La question est de savoir quand on peut la démarrer, et quand on peut l'arrêter. On ne peut pas l'arrêter avant d'avoir trouvé des relais, quand les enfants non scolarisés reprennent le chemin de l'école, quand ils peuvent aller seuls à la bibliothèque la plus proche ... Pour cela il faut non seulement aider les enfants mais aussi préparer ceux qui vont les accueillir : les bibliothécaires, les instituteurs ... Le rôle des animateurs est de faciliter la rencontre entre les deux parties et de faire attention à ce que chacune soit prête.

A Antananarivo

Au début des années 2000, les bibliothèques de rue sont animées par une vingtaine de jeunes, quatre après-midis par semaine, dans quatre sous-quartiers d'Antohomadinika. Elles rassemblent à chaque fois entre 20 et 100 enfants. Leurs animateurs ont presque tous connu cette activité étant enfants et veulent que d'autres enfants en bénéficient. Ils

sont bénévoles, sous la responsabilité d'une responsable permanente, et sont rejoints par d'autres jeunes d'Antananarivo, quelques religieuses en formation et cinq parents.

« Je n'ai pas grand chose à partager alors je suis très contente que ma fille puisse animer la bibliothèque de rue pour faire quelque chose pour les familles encore plus démunies que nous. La Bibliothèque de rue est un petit coup de pouce pour aider. » explique Madame Jeanne.

« Ce n'est pas avec la bibliothèque de rue qu'on va obtenir des diplômes, mais ça aide beaucoup et c'est un moment de découverte de beaucoup de choses pour ceux qui ne vont pas à l'école. Ce que j'aime le plus, c'est la relation avec les autres animateurs de bibliothèque de rue. Nous nous entraïdons, nous nous donnons des conseils, nous nous rappelons les jours de réunion ou de bibliothèque de rue. Cela a amené un changement dans ma vie parce que maintenant je prends du temps pour aider mes parents, pour parler avec mes copains, j'ai aussi du temps pour aller aux réunions et je ne passe pas mon temps à traîner. » Tody

Témoignage de Vololona

Voici le témoignage qu'a donné Vololona, du quartier d'Antohomadinika, lors de la Journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre 2009 :

"Je m'appelle Vololona, voici un témoignage sur ma vie, sur la façon dont j'ai vécu mon enfance et aussi comment je suis devenue membre d'ATD Quart Monde.

Quand j'avais 9 ans, je n'aimais pas m'approcher des autres enfants parce que je ne les comprenais pas. Je n'avais pas le droit de sortir de la maison car j'avais du travail à y faire quand il n'y avait pas classe. A l'école j'avais des difficultés, j'avais du mal à comprendre. La matière que je détestais le plus c'était le français, d'ailleurs je manquais toujours ce cours là.

ATD Quart Monde a fait une bibliothèque de rue dans notre quartier. On est venu me chercher tous les mercredis après-midi, ça m'a beaucoup aidée. Avant, je ne savais pas beaucoup de choses sur mon pays et sur mes droits. Là, je découvrais les droits des enfants, comme par exemple qu'ils ne devaient pas porter des seaux d'eau trop lourds.

Avant, j'étais seule, mais quand il y avait la bibliothèque de rue, j'adorais être avec les autres et j'avais beaucoup d'amis. Je ne me sentais plus seule. Pendant la bibliothèque de rue, je devenais curieuse et chercheuse, je savais faire des dessins et beaucoup d'autres choses. Je devenais enthousiaste pour aller à l'école, même pour le cours de français.

Quelques temps après, un volontaire d'ATD m'a encouragée à partager mes connaissances avec mes amis. Au début, j'avais peur, car c'était la première fois de ma vie que je racontais des histoires à mes amis. Quand je n'ai plus eu peur, je ne me suis pas arrêtée là, j'ai décidé d'adhérer à des groupes de jeunes et j'ai suivi une formation. Quand je suis entrée dans le groupe des jeunes, au début je n'osais pas exprimer mes idées, maintenant j'ai pu surpasser ma timidité.

Pour terminer, je voudrais laisser un message pour les enfants et mes amis jeunes qui ont souffert du manque de connaissances et du manque de communication avec les autres, et leur dire qu'il faut faire des efforts pour évoluer."

Construction d'une Bibliothèque à Antohomadinika :

Voyant la passion de leurs enfants pour découvrir la lecture des parents ont demandé eux aussi à bénéficier d'un prêt de livres. Ainsi fut organisé un « colportage des livres », une animatrice passant de maison en maison pour prêter des livres à des parents qui n'en avaient jamais eus. Le prêt a commencé avec 9 lecteurs, en octobre 1997. En 2002, il y avait 282 lecteurs adultes réguliers. La décision fut prise de construire une vraie Bibliothèque. Le Fokontany d'Antohomadinika IIIG hangar offrit 80 m², au coin d'un terrain donné par Mr Ramanandraibe. La construction commença fin 2002, avec la collaboration des habitants du quartier, et fut financée par un don de la Fondation Air France. Deux mamans du quartier ont suivi une formation de bibliothécaires.

La bibliothèque fut inaugurée 17 octobre 2003. Felana disait: « *Maintenant on ne désignera plus Antohomadinika comme le quartier des bidonvilles, mais comme le quartier où il y a une bibliothèque. La réalisation de ce projet est une grande fierté pour les habitants.* » Les enfants de la bibliothèque de rue disaient : « *Nous étudierons pour sortir nos parents de la pauvreté.*»



En 2005, une Ecole Primaire Publique a été ouverte dans le quartier. Le temps était donc venu d'arrêter les bibliothèques de rue et d'intégrer les enfants du quartier dans la bibliothèque en dur, avec une animation pour les petits enfants chaque lundi, et une animation pour les plus de 10 ans chaque mercredi, avec le mouvement Tapori. Priorité a été donnée à l'organisation d'une bibliothèque de rue dans un lieu plus isolé et sans aucun équipement éducatif ou culturel : la décharge d'Andramiarana.

A Andramiarana

Depuis 2007, une « bibliothèque des rizières » a lieu tous les mardis matins à Andramiarana, hameau située en bordure de la décharge du même nom, où vivent 121

familles ayant de nombreux enfants. Elle rassemble entre 30 et 80 enfants qui vivent là dans le plus grand dénuement.

L'arrivée des livres apportés par les animateurs est toujours un moment de grande effervescence : les enfants se jettent dessus avec un enthousiasme impressionnant, avant de s'installer paisiblement pour dévorer seul ou avec un animateur cette source d'ouverture, de rêve et de connaissance. L'activité manuelle leur fait prendre conscience avec joie et étonnement de leurs capacités créatrices jamais sollicitées auparavant.

La présence d'ATD Quart-Monde auprès de ces familles depuis plusieurs années, la mobilisation et l'engagement des parents ont permis la signature d'un contrat avec l'Unicef pour un projet de soutien à la scolarisation des enfants en octobre 2009.

Depuis janvier 2010, la population enfantine fréquentant la bibliothèque de rue a beaucoup changé : les plus de 6 ans sont presque tous scolarisés, les moins de 6 ans sont beaucoup plus nombreux, mais l'attente des enfants comme des parents est toujours aussi forte.



Bibliothèque de rue à Andramiarana

A Tuléar

L'initiatrice du Mouvement ATD Quart Monde à Toliara, une religieuse engagée depuis de nombreuses années avec les plus défavorisés, anime une nouvelle communauté à Ankalika, quartier très pauvre en périphérie de la ville, habité surtout par des pêcheurs. *"C'est avec cette sœur que j'ai commencé à chercher des enfants pour faire la bibliothèque de rue"* disait Mme Bohangy. Cette communauté s'efforce de rejoindre les familles les plus démunies à partir d'une petite école dans la cour, puis de permettre des rencontres entre les jeunes investis dans les bibliothèques de rue et l'action du Mouvement dans le reste de la ville.

Les bibliothèques de rue ont donc commencé dans le quartier de Besakoa secteur Antsiratsira puis dans le secteur Ankilivalo et continuent à Anketa Bas, Anketraka, Anketa haut et Antaninarenina, avec une participation moyenne de 30 à 40 enfants dans chaque lieu. Les parents suivent l'animation dans chacun des quartiers.

Des jeunes de Toliara et une religieuse se déplacent aussi à Andranohinaly, village à 45 km de Tuléar, pour animer une bibliothèque de rue chaque semaine, pour une vingtaine d'enfants. *"Dans vos activités, les uns font de la lecture et d'autres de l'écriture, ... Vous êtes un exemple pour la société... Vous avez travaillé silencieusement, sans bruit, mais avec amour comme dans une famille"* disait une autorité locale, l'Évêque de Tuléar, lors de la visite de quelques membres du Mouvement.

La présence de ces bibliothèques de rue est très importante pour des enfants comme Sahana. Non scolarisée, élevée par son père, car sa mère est décédée il y a longtemps, elle est toujours présente pour l'animation. *« J'aimerais aller à l'école, mais j'ai honte de mon âge »* dit-elle.

Après avoir bénéficié de la bibliothèque de rue, Soatata en est devenue une jeune animatrice :

« A 6 ans, j'ai commencé à participer à la bibliothèque de rue dans la cour où j'habite, à Anketa Bas, tous les samedis. L'animatrice nous faisait répéter le livre qui était raconté, j'ai découvert comme c'était important, et aussi la gymnastique de l'esprit. Après la lecture des livres, nous apprenions une chanson, c'est génial d'entendre les voix des enfants qui résonnent ensemble. Quand l'animateur ne venait pas, je me sentais triste.

C'est à la bibliothèque de rue que j'ai découvert la célébration de la journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre. Je venais célébrer cette journée avec les enfants de la bibliothèque de rue.

Maintenant, je suis assez grande et je suis devenue animatrice de la bibliothèque, j'aide les plus âgés à Anketa Haut. J'ai découvert que l'animation m'aide à apprendre à lire et à expliquer des choses qui ne sont pas claires et précises. Maintenant lorsque j'anime la bibliothèque de rue, je découvre que j'ai retenu plein de choses. Je découvre aussi que la bibliothèque de rue et l'animation de la bibliothèque de rue m'ont aidé dans mes études à l'école. Aujourd'hui, je suis contente car je vois bien que les enfants reçoivent vraiment ce que l'on leur partage. Leur façon d'assimiler facilement est vraiment une leçon à retenir. »

Quatre leçons à tirer de cette expérience

La première leçon à tirer de cette animation dans des bas-quartiers sans équipements éducatifs ou culturels, est **la formidable soif d'apprendre des enfants, intacte et enthousiaste**. Avec les documentaires, ils découvrent le monde qui les entoure, à travers les contes, une fenêtre s'ouvre sur leur monde intérieur, avec les activités manuelles, ils développent leur capacité d'observation, leur habileté et leur créativité.

Deuxième leçon, **ces activités éducatives et culturelles, organisées sous leurs yeux, sont une manière très positive de créer une relation de confiance avec les parents**. Les animateurs sont là pour faire du bien à ce qu'ils ont de plus cher : leurs enfants. Si ces animateurs sont fidèles et respectueux, la confiance se crée assez rapidement.

Troisième leçon, ***les bibliothèques de rue sont un lieu de formation de nombreux animateurs, souvent issus des milieux les plus défavorisés.*** A travers les animateurs plus anciens, ils découvrent la solidarité, le respect des plus faibles, et sont fiers de partager à leur tour ce qu'ils ont reçu.

Quatrième leçon, ***cette activité ne nécessite que très peu de moyens*** : des livres, des animateurs motivés, le plus souvent bénévoles, une formation donnée par les plus anciens ou par des responsables permanents. ***Elle peut donc être répandue dans de nombreux lieux de misère*** et d'enfermement, si des campagnes de mobilisation sont organisées dans ce but.

CHAPITRE VII – **Quelques
enseignements du projet
Travailler et Apprendre
Ensemble
Miasa, Mianatra, Miaraka
à Antananarivo**

**Par Lucas RODWELL
Antoine LAFFITTE
Xavier GODINOT**

Deux initiatives parallèles en 2004 qui se rejoignent en 2006

Le projet « Travailler et Apprendre Ensemble » (TAE), en malgache *Miasa Mianatra Miaraka* (MMM) résulte de la conjonction de plusieurs initiatives, prises simultanément par des membres du Mouvement ATD Quart Monde à Antananarivo (Madagascar) et en région parisienne (France) à la fin de l'année 2004, qui se sont rejointes et articulées dans un projet commun en 2006.

En novembre 2004, au cours d'une réunion à la bibliothèque Joseph Wresinski, dans le quartier d'Antohomodinika Ili G Hangar, en présence de 26 adultes, M. Joseph Ramarotafika, fait remarquer que le Mouvement d'ATD Quart Monde a provoqué beaucoup de changements dans le quartier, mais que les revenus des familles demeurent misérables, leur travail étant informel. Il suggère d'apprendre l'artisanat, comme l'ont fait des membres du Mouvement à Tuléar, ce qui a changé leur vie⁵¹. Au cours des réunions suivantes, il est décidé de passer à l'acte. En janvier 2005, des ateliers de partage des savoirs en coupe-couture, coiffure, et menuiserie, animés par des volontaires permanents d'ATD Quart Monde, démarrent avec un fonctionnement très informel, sur la base du bénévolat. Dans le même temps, un groupe d'une cinquantaine de jeunes des bas quartiers s'est mis en place. Animé par Lucas Rodwell, il se réunit tous les mois pour réfléchir à des thèmes qui concernent leur avenir et pour apprendre à s'organiser pour réaliser des projets : bibliothèque de rue, rencontres entre jeunes, loisirs et sports, formation culturelle (un atelier d'écriture a abouti à la publication d'un livre), récolte de fonds ...

Parallèlement, en septembre 2004, ATD Quart Monde entreprend de démarcher en région parisienne de grandes entreprises françaises ayant des établissements en Afrique, avec l'aide du cabinet de conseil Boespflug et Associés. Il s'agit de proposer à ces entreprises de contribuer à un projet pilote de lutte contre la misère. Trente trois entreprises sont rencontrées, quatre d'entre elles acceptent un dialogue suivi sur le sujet. Les premières discussions entre le département Digital Bridge d'Alcatel et ATD Quart Monde commencent en février 2005 et se poursuivent tout au long de l'année. En février 2006, une mission exploratoire d'une semaine est conduite conjointement par Alcatel et ATD Quart Monde à Antananarivo, pour vérifier si les conditions d'une collaboration concrète sur le terrain sont réunies et associer d'autres partenaires. En septembre 2006, au cours d'une conférence de presse à Antananarivo, le projet « Travailler et Apprendre Ensemble - Miasa Mianatra Miaraka » est lancé.

Le démarrage du projet Miasa Mianatra Miaraka (Travailler Apprendre Ensemble) en 2006

Le 26 septembre 2006, un protocole d'accord est signé entre le Mouvement International ATD-Quart Monde, Alcatel-Lucent, deuxième équipementier en télécommunications et réseaux au niveau mondial, et Data Telecom Service (DTS - MOOV), principal fournisseur de connexions Internet à Madagascar. Les deux objectifs principaux de ce projet de lutte

⁵¹ Cette information et les suivantes sont tirées du *Mémoire de Gaudefroï Tsimihevny au sujet de la coopérative TAE - MMM*, dactylographié, Antananarivo, 22 octobre 2009, 20 pages

contre la misère sont de permettre à des personnes vivant dans des zones très défavorisées d'avoir accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ainsi qu'à des emplois décents. La Banque Mondiale soutiendra ce projet pilote d'action-recherche de juillet 2007 à juin 2008.

Le projet a deux composantes :

- Établir un programme de découverte et de formation aux NTIC pour des jeunes de 16 à 23 ans issus de quartiers très défavorisés.
- Créer une entreprise de production artisanale avec des adultes de quartiers très défavorisés, leur procurant des emplois décents, pour fabriquer des articles pour le marché domestique et utiliser Internet pour l'exportation.

Les quatre partenaires assument des rôles complémentaires :

ATD Quart-Monde anime le projet, recrute et forme les jeunes, avec les ONG **Enda** et **NRJ**, s'assure de la collaboration de personnes compétentes pour utiliser l'accès Internet sur les cinq sites prévus et initier les jeunes aux NTIC, cherche les partenaires pour financer la globalité du projet.

Alcatel-Lucent fournit gratuitement l'équipement de télécommunication à haut débit (avec WiMAX) et aide à installer le système sur cinq sites des ONG ATD Quart Monde, Enda et NRJ.

DTS-MOOV porte tous les coûts de connexion pendant 2 ans pour les cinq sites et fournit un mécénat de compétence pour soutenir le projet, notamment en contribuant à la formation des jeunes.

Pendant un an (entre juillet 2007 et juin 2008), **la Banque mondiale** finance la composante « recherche » du projet ainsi que la composante « formation », incluant l'initiation NTIC et la formation des jeunes (rémunération du responsable et des formateurs) ainsi que l'installation et le fonctionnement de la Coopérative artisanale (rémunération des responsables et formateurs, bourses d'apprentissage, location des bâtiments et entretien.)

Les pages qui suivent décrivent la mise en œuvre des deux composantes du projet et donnent des éléments d'évaluation. Pour permettre au lecteur de pénétrer davantage dans l'univers vécu des personnes en situation d'exclusion sociale, le choix a été fait de rédiger deux « portraits », celui d'un jeune, Rivo, qui a bénéficié de la formation informatique, et celui d'une mère de famille, Aïna, brodeuse dans l'atelier TAE/MMM. Tous deux ont été associés à la rédaction de ces portraits. Leurs prénoms sont fictifs, pour préserver l'anonymat. Tous deux étaient en situation particulièrement difficile au démarrage du projet, et il est intéressant de comprendre ce qui a changé et ce qui n'a pas changé dans leur vie

1 Initiation et formation des jeunes à l'informatique

La première composante de ce projet pilote consiste à établir un programme de découverte et de formation aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) pour des jeunes de 16 à 23 ans issus des milieux les plus défavorisés d'Antananarivo. Ce programme est animé par Lucas RODWELL, volontaire permanent du mouvement ATD Quart Monde, et par trois formateurs salariés, dans des locaux loués et équipés d'ordinateurs, à Tsaramasay. Les élèves sont délibérément recrutés dans les milieux les plus défavorisés, notamment dans le quartier d'Antohomadinika et le hameau d'Andramiarana. Les ONG NRJ et Enda font rentrer en formation plusieurs jeunes de la rue. La plupart d'entre eux n'ont pas achevé le cycle de l'école primaire. Le dialogue noué avec eux a montré leur intérêt pour l'informatique, symbole de la modernité.

Déroulement du projet

Grâce au don de 20 ordinateurs recyclés envoyés de France par l'association « Ateliers sans frontières », le projet démarre fin 2006 avec 20 jeunes âgés de 16 à 20 ans. Les animateurs réalisent peu à peu que des jeunes ayant seulement une ou deux années de scolarité peuvent apprendre l'informatique, et sont en même temps re-motivés pour améliorer leurs compétences en malgache et en français. Après deux années d'initiation, de formation et d'éducation générale, dispensées par des formateurs recrutés par ATD Quart Monde, et un stage en entreprise chez DTS-MOOV, ces jeunes sont capables d'utiliser les logiciels de Microsoft Office. Certains se sont même spécialisés en publication assistée par ordinateur, ou en maintenance informatique. Malgré la crise politique actuelle et ses graves conséquences économiques, 25% des jeunes de cette première promotion ont trouvé un emploi. Des pistes prometteuses de création d'emploi sont en train de s'ouvrir, comme la saisie du recensement pour les élections. Avec l'aide des formateurs, les jeunes se forment à la recherche de stages et d'emplois et se donnent des objectifs d'avenir.



Fortes des résultats de la première promotion, une deuxième promotion de 20 élèves a commencé la formation en novembre 2007. En juillet 2009, tous ont reçu une attestation de compétences dans l'usage des applications de Microsoft Office, délivrée par un organisme de formation reconnu par l'Etat. En septembre 2009, ils ont commencé un

stage d'un mois et demi chez TELMA, saisissant des données pour des inventaires, des données concernant la clientèle, des reçus etc. TELMA est intéressé d'embaucher quelques élèves à temps partiel, pour leur permettre de continuer à progresser dans leurs études. Le groupe s'est ensuite formé à la publication assistée par ordinateur. Une agence pour l'emploi, Cabinet Ressources, s'est engagée à former les jeunes à la recherche d'emploi et à les aider à trouver des réseaux d'embauche.

Une troisième promotion de 20 élèves a commencé sa formation en janvier 2009. 11 d'entre eux vivent sur la décharge d'Andramiarana. Après la formation donnée dans les locaux d'ATD Quart Monde, ils ont suivi une formation de deux mois dans un organisme externe, afin d'obtenir un certificat professionnel de compétence, reconnu par l'Etat, dans le maniement des applications de Microsoft Office.

Les élèves des trois promotions ont pu valoriser leurs compétences à l'occasion du 17 octobre, journée mondiale du refus de la misère, en 2007, 2008 et 2009. Ils ont animé des ateliers d'informatique, sous chapiteaux installés par DTS-MOOV et Alcatel en 2007, dans des locaux scolaires en 2008 et 2009, pour initier des enfants ou des jeunes à l'art de manier l'ordinateur. Tous les événements valorisants contribuent à une plus grande motivation et une plus grande assiduité des élèves.

Le partenariat avec l'entreprise DTS-MOOV s'est approfondi. Chaque année, au cours de la période qui précède le 17 octobre, des salariés du département Ressources humaines viennent pendant une semaine former les jeunes dans les locaux d'ATD Quart Monde. Un système de parrainage est en cours de mise en place dans l'entreprise. Des salariés volontaires accompagneront des jeunes sortis de formation jusqu'à l'obtention d'un emploi. En octobre 2009, DTS-MOOV a renouvelé pour deux ans les contrats de mise à disposition gracieuse de connexions Internet sur cinq sites différents.



Évolution des objectifs du projet avec les jeunes

ATD Quart Monde est passé d'un objectif initial d'initiation à une véritable formation à l'informatique, donnant de nouveaux atouts professionnels aux jeunes. Après les deux premières années d'initiation professionnelle et de formation générale, les animateurs ont mis au point, avec plusieurs partenaires, un accès pour les jeunes à des formations qualifiantes, permettant de déboucher sur un stage professionnel et une embauche.

Aujourd'hui, les objectifs du projet sont :

- Combattre la fracture numérique, qui cause l'exclusion d'un grand nombre de jeunes au niveau social, économique et culturel.
- Permettre aux jeunes de milieu très défavorisé de développer leur potentiel, en s'appuyant sur leur intérêt pour les nouvelles technologies.
- Aider ces jeunes à trouver ou créer des emplois
- Encourager les entreprises, en raison de leur responsabilité sociale, à accueillir en stage et à embaucher des jeunes de milieu très défavorisé.

Témoignage d'un délégué des 40 jeunes en formation informatique

« Je vous remercie de nous avoir donné la parole. Nous, jeunes en formation à l'informatique, nous voudrions vous faire part de ce que nous avons vécu avec ATD Quart Monde.

Il y a deux ans, aucun de nous n'avait touché à un ordinateur, certains de nous n'en avaient même jamais vu. Nous avons soif de ressembler à tous les autres jeunes, nous voulons relever la tête car nos familles vivent encore dans le besoin. Certains doivent trier les ordures, d'autres doivent chercher de l'eau ou trouver à manger. Nous avons dû arrêter l'école à cause des difficultés. Des années durant, nous avons erré, ne sachant quoi faire. Maintenant, notre but est de réussir. Certains d'entre nous sont déjà parents et nos actions visent à améliorer la vie de nos enfants. Avant, beaucoup d'entre nous avaient honte, mais aujourd'hui, nous osons discuter avec les gens et exposer nos idées. Nous avons appris à étudier et à retenir les leçons. Nous maîtrisons déjà les logiciels Word, Excel, Powerpoint, la dactylographie. Nous nous améliorons aussi en dépannage, en PAO et en français. Les entreprises DTS et VIVITEC ont apprécié nos capacités lors des stages que nous y avons faits. Nous avons appris aussi le savoir-vivre, le mode de vie dans les usines et nous avons changé mentalement, physiquement et moralement.

Merci aux entreprises qui nous ont aidés. Nous espérons que vous continuerez à nous aider à améliorer nos connaissances à travers d'autres stages. Nous ne gardons pas pour nous seuls notre savoir, nous le partageons avec les enfants du quartier. Certains d'entre nous rêvent de devenir enseignants.

En tout cas, maintenant nous sommes conscients d'avoir notre personnalité. Nous nous efforçons vraiment d'aller jusqu'au bout de la formation malgré les difficultés de toutes sortes. Il y en a parmi nous qui ne déjeunent pas du tout avant d'aller en classe, car les parents n'ont pas encore trouvé l'argent nécessaire pour leur déplacement. Même gravement malades, même si nous avons mal au ventre, aux dents ou à la tête, cela ne nous empêche pas d'aller en classe, nous sommes présents car nous voulons nous en sortir. Dans la société, des gens nous démoralisent, ils ne croient pas en notre capacité et disent que les pauvres et les malpropres ne sont pas dignes d'apprendre l'informatique.

Nous sommes heureux de pouvoir leur prouver qu'ils ont tort.

Merci, Mesdames et Messieurs. »

Une pédagogie du non abandon

La plupart des élèves a été très peu scolarisée. Les élèves de la première promotion comptaient en moyenne 2,3 années de scolarisation à temps plein, et ceux de la deuxième promotion 1,3 année. 5 élèves de la seconde promotion étaient illettrés. Maintenir leur présence en formation demande, surtout la première année, un suivi très attentif de la part des formateurs, et notamment un suivi des absences et une anticipation des problèmes, en lien avec leurs familles.

Au cours de l'année 2008, le suivi des élèves a nécessité 120 visites à domicile. Ce suivi est indispensable pour aider à franchir tous les obstacles.

Lorsque les jeunes démarrent leur formation, il y a peu de respect mutuel dans le groupe, dans les façons de se parler, se lever, sortir, fumer, être propre etc. Par ailleurs, les jeunes n'ont guère confiance dans leurs propres capacités. Comme le soulignait avec justesse le fondateur de l'association NRJ, *« les jeunes de la rue mémorisent l'échec dans le regard des autres. La démarche qu'ils entreprennent avec nous leur permet de mémoriser la réussite. Si nous croyons en eux, ils finissent aussi par croire en eux. Ce changement de regard transforme leur vie »*.

Les différences de vitesse de progression et les rivalités entre meilleurs et moins bons, qui risquent de mener certains à l'abandon, a conduit à une réflexion approfondie entre animateurs et dans le groupe. Le principe de solidarité et l'assistance mutuelle ont été considérés comme faisant partie de la stratégie du cours.

Chaque élève reçoit d'ATD Quart Monde une bourse de 1000 Ariary par jour pour compenser le manque à gagner pour les familles et les jeunes. Bien que très faible, cette bourse s'est révélée indispensable pour permettre aux jeunes de se nourrir, de se payer quelques habits, leurs frais de transport, et ainsi éviter les abandons.

Un partenariat est établi par les formateurs avec les parents, et maintenu au moyen du carnet de correspondance du jeune, qui doit être signé par les parents après chaque absence du jeune, pour que celui-ci soit réintégré dans la formation. Beaucoup de parents étant absents toute la journée, il n'est pas simple de maintenir un lien avec eux.

Extension et institutionnalisation des formations pour les jeunes des bas quartiers

Le projet rentre actuellement dans une nouvelle phase. En effet, une convention de financement de trois ans et demi a été signée entre l'Agence Française de Développement et ATD Quart Monde, qui prévoit la construction, sur le terrain de l'Institut Supérieur du Travail Social (à Andoharanofotsy) et en partenariat avec lui, d'un centre de formation professionnelle pour les jeunes des bas quartiers. Trois filières de formation seront créées, en informatique, plomberie et électricité, capables d'accueillir chacune deux promotions de 20 jeunes, soit 120 jeunes par an, en formation à mi-temps pendant deux ans. Les organisateurs poursuivront un objectif de parité entre garçons et filles dans chaque filière de formation. Avant de rentrer en formation professionnelle, les jeunes illettrés suivront une session d'alphabétisation intensive.

Au terme des deux années passées à l'ISTS, la formation des jeunes se poursuivra pendant une année supplémentaire par des stages en entreprise et des formations complémentaires dans des organismes spécialisés, délivrant un certificat professionnel reconnu par l'Etat.

Portrait de Rivo, jeune en formation informatique à ATD Quart Monde⁵²

Rivo est né à Antananarivo en septembre 1990, au domicile de ses parents. Il travaille avec son père dans un quartier de Tananarive, mais habite un autre quartier. Il est le deuxième enfant d'une fratrie de six. Ses quatre sœurs sont scolarisées. « *Autrefois on habitait à Antaninarenina, raconte-t-il. Mais quand j'ai eu 3 ans, mon oncle (le frère de ma mère) m'a pris pour m'emmener habiter chez lui.* »

Scolarité interrompue, puis mendicité

Cet oncle scolarise Rivo et paye ses frais scolaires pendant trois ans. « *Je suis rentré chez mes parents parce que ma sœur aînée est tombée gravement malade, dit Rivo. Mon père est venu me chercher pour l'aider à prendre soin d'elle. Quand je suis revenu à Antananarivo, je n'ai plus étudié. Résultat : je n'ai rien retenu de ce que j'avais appris auparavant.* » Il quitte l'école à l'âge de 9 ans, au niveau de la classe de T3, et ne la fréquente plus pendant longtemps.

A 9 ans, Rivo devient mendiant. Il demande l'aumône aux alentours d'Analakely, entre le tunnel d'Ambohidahy et le jardin d'Ambohijatovo. Il dit gagner environ 1 400 Ariary par jour. Il ne déjeune pas chez lui, mais achète au marché de quoi apaiser sa faim. Il a pris conscience qu'il exerçait alors un métier peu recommandable : « *Encore petit à l'époque, je ne m'en suis pas rendu compte. C'est une activité dure où on court de nombreux risques, comme les dangers de la circulation. En plus, on ne peut pas nouer de relations parce qu'on subit la discrimination des gens. La plupart ne daignent même pas vous regarder. Il y en a qui vous insultent, certains m'ont même giflé.* » Rivo mendie pendant 3 ans. « *Un Indo-pakistanaï qui habitait à Analakely, près de la banque, me donnait de l'argent chaque soir pour que je puisse acheter mon repas du lendemain matin* », explique-t-il.

La rencontre avec l'association ENDA

A 12 ans, il cesse de mendier pour vendre tour à tour des journaux, des casquettes et de la friperie, jusqu'à sa quinzième année. Il finit par vendre du matériel électrique et électronique d'occasion. Un mercredi de janvier 2005, un de ses camarades l'entraîne à ENDA pour jouer au ballon : « *Quand nous sommes arrivés, un monsieur m'a demandé : « D'où viens-tu ? » « Je suis un ami de Robert », ai-je répondu. Il m'a demandé de revenir le voir quand j'aurais du temps libre* ».

Rivo a un peu plus de quatorze ans quand il entre à l'« Espace jeune » d'ENDA, qui vient alors de transférer ses locaux à Antsahabe. ENDA propose aux jeunes diverses activités

⁵² Une première version de ce portrait a été rédigée en juin 2008, en malgache, par Lanto Ravahomanana, sur la base de sept interviews de Rivo, sa famille, ses amis. L'assistant social chargé de l'accompagnement de Rivo a été interviewé pendant plus de deux heures, dans les locaux de l'Espace Jeunes d'ENDA. Une nouvelle interview de Rivo a été réalisée en mars 2010 par Lucas Rodwell, pour actualiser les informations. Elle a été traduite en français par Ranto Andriamalala Rakotondrabe. La version française du portrait a été mise en forme par Véronique Godinot.

de loisir : jeux de cirque, théâtre, jardinage, football, animation santé etc. Rivo est doué pour le cirque et pratique le foot chaque lundi après-midi.

En août 2005, un des animateurs d'ENDA l'invite à venir suivre des cours d'alphabétisation. Il s'inscrit en septembre 2005. Il est alors scolarisé à l'Espace Jeune d'ENDA qu'il fréquente tous les après-midis de la semaine. Il se remet à apprendre à lire, écrire et calculer avec application et fait des progrès. Ses cours d'alphabétisation s'arrêtent en septembre 2006. En octobre de la même année, Rivo rentre dans le cycle de remise à niveau correspondant à la classe T3 des écoles primaires publiques.

Les parents de Rivo torréfient des arachides pour le compte de quelques clients ou pour les vendre dans la rue. Rivo les aide beaucoup et doit parfois vendre des arachides l'après-midi. Certains matins aussi, son père lui demande d'aller chercher du bois de chauffage pour la torréfaction. Ces matins là, Rivo commence sa journée à 5 heures et n'arrive à l'Espace jeune qu'à 9 heures, voire 10 heures, et manque alors la plupart des cours. Ces retards fréquents le pénalisent dans ses études en 2005/2006. Les responsables en parlent à ses parents, insistant sur les capacités de leur fils : « *Il progresse dans ses études et pourrait faire encore mieux.* » Etant donné ses nombreuses absences, ses parents pensaient qu'il ne progressait plus. Après la rencontre avec les responsables d'ENDA, ils veillent, en particulier son père, à ce qu'il n'arrive plus en retard aux cours, et ne l'envoient ramasser du bois qu'en fin de semaine. Ils sont très fiers des bons résultats obtenus par leur fils, et les éducateurs espèrent « *que désormais ils laisseront à Rivo toute latitude pour réaliser un projet de son choix qui lui permettra d'améliorer sa vie, ainsi que celle de sa famille.* »

La formation à l'informatique

De mai 2006 à janvier 2007, Rivo est invité à construire un projet professionnel. A un moment, il pense se former en mécanique automobile. Mais les responsables de l'Espace Jeune constatent que, même après sa remise à niveau, ses connaissances demeurent insuffisantes. Il n'est pas encore prêt à définir un projet professionnel, pas assez sûr de lui. Ses éducateurs ne le pressent pas et s'efforcent d'accompagner son évolution, à son rythme. Après huit mois de tâtonnements, les cours d'informatique réservés aux élèves en difficulté voient le jour. ENDA propose la candidature de Rivo, qui correspond aux critères requis et que cette formation pourrait aider à acquérir l'assurance qui lui fait défaut. Rivo accepte d'essayer, à condition qu'il puisse ne suivre cette formation que si elle lui convient, sinon, il arrêtera. Il a déjà suivi à ENDA une initiation à l'informatique, organisée chaque mardi, mais il n'en a pas retenu grand-chose : « *Les seuls éléments que j'ai retenus sont le clavier et la souris. C'est plus tard, ici, que j'ai étoffé mes connaissances.* » Rivo est très vite enthousiasmé par sa nouvelle formation. Il est dispensé des autres activités, auxquelles il participe seulement quand il n'a pas de cours d'informatique. Ces cours sont à sa portée, et il est fier de rendre compte aux responsables d'ENDA de son programme et de ses progrès quotidiens.

En mars 2008, ses résultats sont jugés très satisfaisants par les responsables de l'Espace jeune. La formation l'a aidé à acquérir de l'assurance, à s'épanouir, et il est décidé à la poursuivre jusqu'au bout. Il est maintenant moins timide et ose davantage s'exprimer, il est devenu plus mature. Le français reste une matière difficile pour lui. Par contre, en informatique, il maîtrise bien ce qu'il apprend et participe activement.

Chaque lundi, il fait des recherches sur Internet. Les mardis et jeudis, il suit des cours sur Word et Excel ainsi que des cours de français : *« Word est parfait pour effectuer une saisie de texte. Dans un cahier, vu mon niveau, quand je fais des fautes, je dois les gommer, puis réécrire les mots exacts, et les ratures sont inévitables. Avec l'ordinateur, on peut rectifier les erreurs, apprendre en même temps l'orthographe et la signification des mots. Excel est utile pour éditer des calendriers ou établir des listes. J'ai besoin de cette formation pour m'aider à trouver un travail et à améliorer mon mode de vie. »*

Les élèves n'ont pas tous la même capacité d'assimilation, certains sont plus rapides que d'autres. Les formateurs attendent que les moins rapides soient au même niveau que leurs camarades avant d'entamer une nouvelle leçon. Ils incitent les plus rapides à aider ceux qui le sont moins, ce qui a un effet formateur très bénéfique pour les deux parties. Expliquer ce qu'on a compris à quelqu'un qui n'a pas compris oblige en effet à maîtriser complètement l'exercice et à apprendre à l'expliquer clairement.

Entre janvier et mai 2008, Rivo entre dix fois dans un cybercafé : *« C'est dans un cybercafé d'Ambohitovo que je mets en pratique mes connaissances en informatique quand nous n'avons pas classe. J'envoie des messages aux formateurs ou aux camarades de classe. »* Il est décidé à poursuivre sa formation jusqu'à ce qu'il trouve un travail correspondant à son savoir faire. *« Les formateurs ne nous bousculent pas pour terminer le programme, ils s'adaptent patiemment au rythme des élèves. Mais c'est à nous d'assimiler aussi vite qu'on le peut, afin d'acquérir le maximum de connaissances. Les formateurs nous encadrent attentivement, de façon satisfaisante. »*

Pendant les 18 mois qu'a duré la formation, Rivo n'a manqué que neuf jours de cours, essentiellement pour des raisons familiales.

Stages et projets malgré les difficultés.

En avril 2008, Rivo effectue un stage d'une semaine dans l'entreprise DTS. Les stagiaires commencent leur travail à huit heures et terminent à midi. L'après midi, ils rédigent un rapport sur les tâches accomplies le matin. *« Le stage m'a plu parce qu'il n'y avait pas de temps perdu, on se mettait tout de suite au travail. De plus, les employés de DTS sont très accueillants. Nous avons fait sur Internet un recensement des pharmacies de la ville de Fianarantsoa. Nous avons également effectué la saisie par Excel des listes des hôtels se trouvant dans cinq provinces de Madagascar... Le but d'un stage est d'apprendre à connaître le monde du travail et notre séjour à DTS nous en a fourni l'occasion. J'y ai découvert de multiples facettes de la vie professionnelle. Mes camarades et moi avons pu effectuer dans les règles toutes les tâches qui nous ont été confiées. »*

Malheureusement, peu de temps après son stage chez DTS MOOV, on ne voit plus très souvent Rivo à l'atelier. Les responsables découvrent alors que son père est malade, ce qui met toute la famille en grande difficulté. Le père de Rivo n'arrive plus à faire face à son travail. Agé de cinquante quatre ans, il n'a plus autant d'énergie et ses infirmités l'handicapent davantage. Lors des fusillades de 1972, il a été atteint par des balles qui n'ont pas été extraites de son corps. Il l'avait caché par peur de se faire arrêter, mais depuis, son état de santé se dégrade petit à petit. Quand une crise survient, il lui faut l'aide d'une personne pour pouvoir marcher. Rivo ou son cadet doivent alors amener

leur père à Ambohijatovo, leur lieu de vente, avant de pouvoir venir à la formation. C'est aussi Rivo qui doit le remplacer pour aller acheter des arachides à Anosy-be.

L'hôpital va prendre en charge les soins médicaux pour l'extraction des balles, mais les médicaments nécessaires sont à charge de la famille. Rivo fait beaucoup d'efforts pour trouver l'argent, afin que son père puisse se rétablir rapidement. C'est une des principales raisons de ses absences à ATD Quart Monde et à ENDA : *« il y a des jours où je ne venais pas du tout au centre de formation. Parfois je ne venais qu'une ou deux fois par semaine et il y a beaucoup de leçons que je n'arrivais pas à suivre. »*

Petit à petit, ses frères et sœurs s'arrangent pour se relayer dans les différents travaux à faire à la maison. Même si des difficultés persistent, Rivo peut revenir apprendre au centre de formation. Il travaille bien et termine avec succès les deux années de formation. Une fois obtenu son certificat en informatique, Rivo n'a plus qu'un cours tous les vendredis, sur les relations sociales et les règles de bonne conduite. Cette formation, dispensée par le Cabinet Ressource et ATD Informatique, a pour objectif de préparer les jeunes à affronter le milieu professionnel, et aussi de permettre aux responsables d'entreprises de les évaluer. Rivo est sélectionné avec d'autres jeunes pour un stage à GIGAPLUS, une entreprise qui travaille dans le domaine de l'informatique et des micros éditions.

Malheureusement, après quelques mois, Rivo est confronté à une autre difficulté. Leur maison à Andohalo est cambriolée, toutes leurs affaires sont volées. *« Notre maison a été cambriolée et j'ai perdu tous mes vêtements, je n'ai pas envie de revoir mes amis, j'ai honte de moi »*. Rivo ne va plus chez GIGAPLUS ni à ses cours. Une fois de plus, il doit faire face à une situation difficile et gagner rapidement de l'argent. Il travaille à nouveau à la vente d'arachides, pour pouvoir s'acheter de nouveaux vêtements et réintégrer le centre. *« Je n'ai plus rien et donc je suis obligé de faire du commerce. Je vends, mais je dois d'abord prendre la marchandise chez mon frère, je dois le payer, et ce n'est qu'après que je tirerai des bénéfices pour pouvoir économiser. Je pense pouvoir acheter des vêtements samedi à Isotry »*

Après cet épisode malheureux, Rivo se remet en quête de travail et monte un projet avec son oncle : *« Ce n'est pas vraiment mon oncle mais une personne qui travaille souvent avec moi à Ambohijatovo. Il est revendeur de livres et on parle souvent d'informatique. Je lui ai raconté que j'ai fait des stages en informatique depuis deux ans déjà. On en a discuté ensemble, puis il m'a proposé de travailler avec lui pour créer une petite société multiservice à la place de son stand de livre. J'ai accepté la proposition. Mais la veille de l'ouverture, tout est tombé à l'eau : le stand où on avait entreposé les deux ordinateurs qui allaient servir dans le multiservice a été cambriolé, tout a été volé, même la photocopieuse. Le projet aurait pu très bien fonctionner, mais il y a eu cet incident. Je ne travaille plus maintenant. »*

Devant toutes ces difficultés, Rivo pense un moment suivre une formation de mécanicien et devenir chauffeur, espérant ainsi gagner plus facilement de l'argent et pouvoir poursuivre son rêve d'ouvrir un magasin multiservice à son compte. Mais en même temps, il constate que la demande de techniciens en informatique progresse dans tout le pays, et qu'il a déjà acquis un bon niveau : *« Je maîtrise déjà toutes les tâches à faire dans un multiservice, c'est pour ça que j'ai pensé monter le mien. Travailler pour*

mon propre compte, c'est vraiment une chose à laquelle je pense, je trouve que c'est ce qui serait le mieux pour moi. Je n'aimerais pas aller travailler dans des bureaux, mais si je trouve du travail je le prends, car il faut de l'argent pour faire mon projet. »

L'impact de la formation

Malgré toutes ses difficultés, ses nombreuses interruptions involontaires, Rivo a toujours fait preuve d'un grand désir de se former, et reconnaît tout ce qu'il a appris : *« J'ai acquis une nouvelle façon d'être. J'ai plus d'assurance, quoique je me sente encore parfois un peu gêné lorsque j'étudie avec d'autres personnes. Je préfère de loin apprendre tout seul, cela me permet d'être plus performant. »* Les formations qu'il a suivies ont eu un impact structurant dans toute sa vie, y compris ses loisirs. *« Autrefois, je ne me consacrais à rien, je passais mon temps à traîner dès que je sortais du lit. A présent, même le samedi et le dimanche, je m'oblige à rendre visite à des membres de ma famille. »*

Rivo a déjà eu l'occasion de transmettre à d'autres ses connaissances en informatique, en particulier à l'un de ses cousins, qui possède un ordinateur, et l'invite à venir chez lui le plus souvent possible. Il dose savamment les leçons pour lui permettre de bien les assimiler : *« Je me suis aperçu de l'efficacité de la méthode quand je l'ai laissé s'exercer après les leçons, et qu'à chaque fois il s'en est bien sorti. Je peux enseigner l'informatique à d'autres personnes parce que je connais désormais toutes les astuces d'un ordinateur. »* Il s'est également exercé avec des jeunes d'ENDA, très intéressés. En constatant que l'initiation à l'informatique qu'il dispensait avait des résultats concrets, et que petit à petit les jeunes se familiarisaient avec l'ordinateur, le responsable d'ENDA a décidé de le solliciter pour aider Monsieur Patrick aux cours d'informatique

Perspectives d'avenir

Actuellement, le projet de Rivo est de continuer à se former en informatique et en communication pour parvenir à créer son « multiservice ». Sa grosse difficulté est d'ordre financier : *« En ce qui concerne ma subsistance, c'est seulement le commerce qui l'assure jusqu'à maintenant. J'aimerais chercher du travail en utilisant mes connaissances et non me contenter tout simplement de ce commerce, mais jusqu'à présent, je suis un commerçant ».*

Il ne cède pas au découragement, renouvelle sans cesse ses efforts pour gagner de l'argent et mener à bien son projet: *« Faire une formation en informatique est une très bonne chose car cela nous donne la possibilité d'avoir un travail digne et de s'épanouir. »*

Plus jeune, Rivo se laissait facilement décourager par ses problèmes, aujourd'hui il s'acharne à trouver des solutions pour atteindre son objectif à long terme : *« Je ne laisserai pas mes descendants vivre dans les mêmes conditions que moi, j'aimerais beaucoup qu'ils soient meilleurs que moi, qu'ils aient une vie meilleure. »*

Quelques leçons de l'expérience

- La première leçon, la plus importante, est d'avoir prouvé que ***des jeunes de milieu extrêmement défavorisé, très peu scolarisés, sont capables d'acquérir une compétence professionnelle en trois ans.*** Il faudrait donc ouvrir pour eux, non pas un nouveau centre de formation professionnelle, mais 100 ou 1000, pour répondre à l'immense attente de formation des jeunes de ce pays et aux besoins de l'économie.
- La seconde leçon est qu'***il faut mettre en place une pédagogie de valorisation et de non abandon,*** incluant de nombreuses visites à domicile, pour que ces jeunes « tiennent le coup », surtout pendant la première année de la formation.
- La troisième leçon est de rappeler que ***la lutte contre la grande pauvreté ne peut être que globale, prenant en compte toutes les dimensions de la vie.*** Ainsi, Rivo témoigne de tout ce qu'il a gagné par la formation à l'informatique. Mais cela ne suffit pas pour le sortir de la pauvreté. Il est entravé dans ses projets par l'insécurité ambiante (vol de toutes ses affaires personnelles, puis de tout le matériel acquis pour démarrer un magasin multiservice), par la mauvaise santé de son père qu'il veut soutenir, par un contexte économique difficile ...
- La quatrième leçon est de montrer que ***les entreprises peuvent jouer un rôle déterminant à l'égard des jeunes en situation d'exclusion économique et sociale,*** si une médiation est mise en place entre elles et les jeunes, par des organismes motivés et compétents. Cette médiation permet d'un côté de préparer les jeunes au monde du travail, de l'autre d'atténuer la peur et de faire tomber peu à peu les stéréotypes négatifs qui freinent le personnel des entreprises.
- La cinquième leçon est relative au rôle d'***Alcatel-Lucent, grande entreprise multinationale qui avait créé un département « Digital Bridge », chargé de financer des projets visant à combler la fracture numérique. Alcatel a joué un rôle déterminant pour motiver les directions de DTS-MOOV et TELMA à s'investir dans un projet avec ATD Quart Monde, en se situant au niveau du « cœur de métier » de ces entreprises, et non dans un mécénat philanthropique ou humanitaire.*** Aujourd'hui, Alcatel est en train de laisser mourir son département « Digital Bridge », preuve de son inconstance dans le domaine de sa responsabilité sociale. Heureusement, les grandes entreprises locales ont compris tout le bénéfice qu'elles-mêmes et les jeunes peuvent tirer de tels projets.

Ainsi perdure un partenariat peu ordinaire dans lequel de grandes entreprises malgaches des secteurs de pointe accueillent et forment des jeunes originaires des milieux les plus pauvres et les plus exclus, pour le plus grand bénéfice des deux parties.

Si tous les partenaires reconnaissent le caractère novateur et la fécondité du projet, ***son financement reste cependant très problématique.*** Au cours des années passées, des

demandes ont été déposées sans succès auprès de Microsoft, l'Ambassade de France, l'Agence Française de Développement, le BIT et l'Unicef. **Le coût total de la formation** de 60 jeunes sur une année est inférieur à 13 000 Euros, soit environ **217 Euros par jeune et par an** (650 000 Ariary). Il n'a pas été possible d'en trouver le financement extérieur, ni en 2009 ni en 2010. Seule l'association allemande "Hilfe für Afrika⁵³" a contribué à hauteur de 2000 Euros en 2009, puis en 2010, ATD Quart Monde payant le reste sur fonds propres

Ainsi apparait clairement le **manque de souplesse, l'insuffisance ou l'inadaptation de l'Aide Publique au Développement.**

⁵³ <http://www.hilfuerafrika.de>

2 Les ateliers de production artisanale des adultes

La création d'une entreprise de production artisanale pour les adultes constitue le deuxième volet du projet MIASA MIANATRA MIARAKA. L'objectif est de fournir un travail décent et une rémunération équitable à des personnes qui, jusqu'alors, survivaient des petits travaux précaires et sous-payés du marché informel.

Démarrés de façon très informelle en octobre 2005 dans le quartier d'Antohomadinika, les ateliers de partage des savoirs professionnels entre adultes des bas quartiers se sont structurés peu à peu. En septembre 2006, le soutien financier de l'Ambassade des Etats-Unis, des entreprises Alcatel-Lucent et CFAO permet de louer une maison à Tsaramasay et de démarrer aussitôt l'activité de broderie à temps plein, avec versement d'une indemnité de formation aux travailleuses. L'atelier de couture démarre en novembre 2006, la menuiserie en janvier 2007, et l'huilerie en mars 2007. La formation professionnelle et l'évolution vers un travail plus formel se poursuivent. En janvier 2009, les ateliers sont déplacés dans des locaux plus grands, à Andranomena, et une chef d'atelier, secrétaire administrative et comptable, est embauchée en mars. En septembre 2009, un nouveau directeur entre en fonction. Pour la première fois, le personnel d'encadrement permanent ne compte plus aucun des membres fondateurs.

En 2010, la « coopérative » emploie 24 personnes à temps plein, deux personnes pour l'encadrement et 22 artisans répartis en cinq ateliers : broderie (9), coupe et couture (2), tissage (3), menuiserie (6), vannerie (2).



Les employés désignent souvent les ateliers sous le nom de « coopérative », bien qu'il s'agisse d'ateliers associatifs qui n'ont pas un statut légal de coopérative. L'atelier huilerie a été fermé en décembre 2008 car il n'était pas rentable et imprégnait les produits textiles de ses odeurs. Les hommes qu'il occupait sont passés en menuiserie.

Atelier Broderie

Neuf femmes, âgées de 19 à 42 ans, travaillent dans cet atelier. Elles brodent notamment des scènes de la vie traditionnelle Malgache, sur des cartes de vœux, des nappes, des tabliers, sacs etc. L'atelier compte essentiellement sur les ventes à l'étranger pour vendre à prix suffisant.



Atelier Coupe et Couture

Cet atelier emploie deux femmes de 23 et 25 ans, qui fabriquent des tabliers, des sacs en lin, des bavoires, des sorties de bain etc.

Atelier Tissage

Cet atelier emploie trois femmes, âgées de 22, 45 et 54 ans, qui fabriquent des nappes, serviettes, écharpes, sacs en fils de coton ou en raphia, étoles porte-bébé etc. Cet atelier a fabriqué le tissu utilisé par l'atelier couture pour des housses de coussins de méditation et des sacs pour dame. Il dispose de deux nouveaux métiers, un métier japonais pour faire des écharpes et un métier traditionnel malgache. Mais les tisseuses les maîtrisent mal et demandent une formation complémentaire.

Atelier Menuiserie

Six hommes, âgés de 29 à 62 ans, travaillent à l'atelier menuiserie. Ils fabriquent des meubles sur commande, tables pliantes, chaises, armoires etc. et différents objets mis en vente, planche à découper, pirogue etc. Deux d'entre eux s'occupent à temps partiel du jardin, où poussent des légumes divers. Un autre est cuisinier à mi-temps et prépare tous les matins le repas pour la cantine.



Atelier Vannerie

Il emploie deux femmes âgées de 22 ans et 49 ans. Cette activité a démarré il y a quelques mois. Elle est techniquement facile et bien adaptée aux deux femmes. Le penjy et la rabane sont achetés déjà tissés à bas prix. Les objets sont collés cousus.

Formation des artisans

Les femmes de l'atelier tissage et celles de l'atelier coupe et couture ont effectué un voyage de formation à Antsirabe le 27 mars 2008. Elles ont visité l'entreprise industrielle COTONA avec leurs animateurs. Cette visite de l'usine a été très appréciée.

Début septembre 2009, l'ensemble des artisans et de l'encadrement est parti une semaine à Antsirabe, pour suivre une série de temps de formation, chacun dans son domaine d'activité. Comme à chaque fois, chaque artisan s'est montré ravi des apprentissages effectués désireux d'en savoir plus. D'aucun ont trouvé ce temps trop court !

Les femmes de l'atelier coupe et couture ont reçu une formation en maintenance des machines à coudre tous les vendredis après-midi. C'est un tailleur professionnel, ayant plus de 40 ans d'expérience, qui leur a partagé son savoir-faire.

Deux personnes ont démarré une formation à la gestion à MadaCraft en novembre 2008 et ont reçu leur diplôme en 2010.

La tenue de fiches de présence journalières est assurée par deux artisans par atelier. Cette tâche complémentaire fait partie de la formation en gestion des artisans.

Depuis octobre 2009, les artisans ont été répartis en deux groupes de niveau qui suivent chacun deux heures de cours de français par semaine, pour pouvoir communiquer avec les clients.

Portrait de Aïna - Brodeuse à TAE⁵⁴

L'embauche à TAE permet-elle d'améliorer les conditions de vie des familles et de casser le cercle vicieux de la misère ? Telle est la question à laquelle ce « portrait » essaie de répondre pour Aïna et sa famille, en prenant en compte l'épaisseur de son histoire.

Une enfance sans école et une jeunesse humiliée

Aïna est née à Befelatanana en janvier 1967. Sa mère était lavandière, son père aide-boucher. Deuxième d'une fratrie de quatre enfants, elle a grandi près de la sortie Ouest de Tananarive. Elle n'a été scolarisée qu'une demi-année, à 8 ans, et a appris à lire par ses propres moyens alors qu'elle était affectée à la garde des deux zébus de la famille.

A 14 ans, elle commence à chercher du travail pour pouvoir s'acheter des vêtements : *« je ne portais que des vêtements déchirés, J'allais pieds nus. Les autres jeunes filles*

⁵⁴ Une première version de ce portrait a été rédigée en juin 1998, en malgache, par Lanto Ravahomanana sur la base de sept interviews. Aïna a été longuement interviewée à son domicile, pendant plus de deux heures. Cette interview a été suivie d'une récapitulation par écrit de son parcours, longuement vérifiée par elle. Le portrait, rédigé par Lanto, a été traduit en français par Benoît Andrianasolo. Une nouvelle interview de Aïna a été réalisée en mars 2010 par Sophie Razanakoto, pour actualiser les informations. Elle a été traduite en français par Ranto Andriamalala Rakotondrabe. La version française du portrait a été mise en forme par Véronique Godinot.

s'écartaient de moi. J'avais honte. C'est pourquoi j'ai décidé de travailler ». Elle enchaîne alors toutes sortes de petits boulots où elle se fait régulièrement exploiter, parfois frapper, toujours humilier. Elle restera longtemps marquée par la honte : *« je n'osais même pas entrer dans les bureaux, j'avais toujours peur dans tout ce que je faisais. »* Elle est successivement, porteuse d'eau, bonne à tout faire, gardienne d'enfants, garde-malade, employée de restaurant, ouvrière agricole, jusqu'à ce qu'elle rencontre celui qui sera son mari.

Une vie familiale marquée par de grandes difficultés

Pendant quelque temps, Aïna et son mari exploitent une petite rizière donnée par sa belle-famille, mais elle doit trouver d'autres activités rémunératrices pour pouvoir nourrir sa famille qui s'agrandit avec la naissance de 7 enfants. Elle confectionne et vend des gâteaux de riz, ou transporte des briques ou du sable: le transport de 2000 briques est payé 300 ariary, Aïna en transporte le double chaque jour. Ses 600 ariary de salaire journalier sont consacrés à l'achat de nourriture. La vie est très dure, au jour le jour, sans pouvoir faire d'économies. Peu à peu la relation du couple se dégrade, son mari devient buveur et violent ne l'aide plus. Elle est seule pour subvenir aux besoins de ses enfants.

A la mort de son mari, alors que leur septième enfant n'a qu'un an, Aïna se lance dans la collecte et la revente de bouteilles. Pour pouvoir continuer à nourrir sa famille, et payer la scolarité des quatre plus grands, Aïna sillonne plusieurs quartiers à la recherche de bouteilles. Mais ses revenus sont insuffisants et ses 5 aînés doivent participer à cette collecte, tous les matins avant de partir à l'école et tous les week-ends : *« Je sais bien qu'il est interdit de faire travailler les enfants encore mineurs et que si la loi est appliquée, je figurerai parmi les inculpés, mais je suis forcée d'agir ainsi à cause de notre insuffisance budgétaire »*. Aïna passe ses journées à chercher des bouteilles. Quand elle a gagné suffisamment d'argent, elle achète du riz pour les enfants : *« parfois je rentre à dix neuf heures trente ou vingt heures. Je fais cuire le riz et un légume, comme des feuilles de patate par exemple, quelque chose de tout simple pour accompagner le riz. Parfois les enfants sont déjà endormis et je les réveille à minuit car c'est à cette heure que tout est enfin prêt, on mange et ils se rendorment ensuite. »* Aïna n'a pas de réchaud à charbon, car ce combustible coûte cher. Elle emploie donc du bois de chauffage...

Naissance d'un espoir.

C'est au cours de ses nombreux déplacements qu'elle découvre le mouvement ATD Quart-Monde à travers la bibliothèque de rue d'Antohomadinika. Elle peut y laisser l'après-midi un de ses enfants en difficulté scolaire et participe aux réunions de parents. C'est au cours d'une de ces réunions que naît l'idée d'une coopérative artisanale pour améliorer la vie des familles du quartier. Parmi les activités choisies par les femmes, Aïna opte pour la broderie. Elle reçoit alors une formation en couture et broderie, sans pour autant arrêter son travail de collecte. En septembre 2006, elle est embauchée à l'atelier artisanal de TAE (Travailler-Apprendre-Ensemble). Elle y travaille du lundi au vendredi. Mais tous les soirs où il ne pleut pas, ainsi que les samedis et dimanches, Aïna continue à collecter et à vendre des bouteilles. Ce commerce n'est plus aussi lucratif qu'avant, et elle n'a plus sa vigueur d'autrefois. Elle

cherche alors à faire des lessives, à raison de 50 Ariary le vêtement : *« Avant de partir à la coopérative à 7 heures, je gagne ainsi entre 500 et 600 ariary, qui servent aux enfants à acheter leur repas de midi, parce que nous ne déjeunons pas ensemble. Je mange avec mes collègues à TAE »*

A force de travail, Aïna réussit à payer les frais de scolarité de ses enfants encore deux ans après la mort de son mari : *« On sortait du travail à seize heures à Ankazomanga, après je faisais la collecte de bouteilles, et si par exemple je trouvais des Kiranil, alors je les collectais. C'est avec ce revenu que je payais les frais de scolarité : les Kiranil sont à huit cent ariary le kilo, si je trouvais jusqu'à dix kilos, ça faisait déjà huit mille ariary. Parfois aussi les enfants vendaient des emballages plastique au marché le samedi et le dimanche et cela m'aidait. »* Mais la crise politique de 2009 rend la vie encore plus difficile, et trois de ses quatre enfants scolarisés finissent par abandonner l'école. Dans son quartier, le taux d'abandon scolaire a été multiplié par cinq par rapport à l'année précédente, en raison du manque d'argent pour payer les frais de scolarité, les uniformes, cahiers et livres (cf. première partie de ce rapport, p. 63.)

Aujourd'hui, la vie reste très difficile financièrement pour Aïna. L'indemnité mensuelle de 72 600 Ariary qu'elle reçoit, couvre à peine les besoins en riz de toute la famille, mais c'est une indemnité permanente et assurée, contrairement aux gains aléatoires des époques antérieures. Elle continue donc à collecter et vendre des bouteilles et à faire des lessives.

« Ma vie a un avenir maintenant »

C'est au niveau personnel et relationnel que Aïna pense avoir le plus changé depuis qu'elle travaille à TAE. *« Ma vie a un avenir maintenant que je travaille ici à TAE, même la communauté est surprise de me voir. Ma vie n'est plus comme avant. Avant, je voulais avoir des contacts avec les autres mais ils s'écartaient et me rejetaient, car j'avais des vêtements sales et les gens se fichaient complètement de nous. Je me sens l'esprit plus ouvert depuis mon entrée à TAE. J'y ai appris beaucoup de choses qui ont affermi ma personnalité ».*

Ses relations familiales se sont améliorées. Sa belle-famille qui ne se manifestait plus, s'est beaucoup rapprochée d'elle. Son travail lui plaît, même si elle reconnaît devoir encore améliorer ses compétences au niveau de la vitesse et de certaines techniques de broderie. Elle éprouve vraiment le désir de progresser et demande à être aidée dans ce sens. Elle apprécie beaucoup cette ambiance de travail où elle est respectée, soutenue par des collègues amies, où elle a la possibilité d'être propre et soignée, et de manger sans priver ses enfants.

« Ça me plaît bien de travailler ici. On nous donne des blouses pour ne pas salir nos vêtements. C'est aussi agréable au niveau des relations entre employés, si j'ai des problèmes à la maison, cela s'arrange quand j'arrive ici car j'ai des amies avec qui partager mes soucis, elles me donnent du courage. Quant à la cantine, c'est merveilleux, parce que, s'il n'y a rien à manger à la maison, je peux manger ici dans la journée, et ce qui reste à la maison sera pour les enfants. Donc c'est à la cantine que je me rassasie, et ce qu'il y a à la maison est pour les enfants »

Espoirs et rêves

Malgré les difficultés persistantes, ce soutien psychologique permet à Aïna de continuer d'espérer un avenir meilleur pour ses enfants. Un problème la tracasse beaucoup : « *je ne passe plus assez de temps avec mes enfants, et je crains qu'ils souffrent de manque d'affection...Il n'y a que le dimanche où nous pouvons nous retrouver ensemble, je profite de ce jour pour les distraire et pour leur prodiguer toutes les preuves de mon amour maternel.* »

Son désir le plus grand serait évidemment de pouvoir les scolariser. « *Les enfants devraient avoir le droit d'aller à l'école et le ministre devrait aider les pauvres car si les enfants n'étudient pas, ils ne sauront rien faire, ils seront bêtes et se feront arnaquer. Mon plus grand va avoir dix huit ans, les quatre petits ont douze, neuf, sept et quatre ans. Ce sont ces quatre derniers que je voudrais scolariser. Et si je trouvais du travail pour l'aîné, alors il travaillerait !* »

Comme toutes les mères de famille, Aïna aimerait également avoir une maison vraiment à elle, pour voir ses enfants s'épanouir, « qu'ils vivent une existence différente de celle que j'ai vécue ».

Un recrutement qui donne priorité aux « inemployables »

Il faut rappeler que les ateliers ont embauché en priorité des personnes en grande pauvreté, pour leur permettre de sortir de la misère en accédant à un travail décent. A l'inverse de ce que fait toute entreprise normale, qui sélectionne les meilleurs en laissant de côté les moins bons, le recrutement a donc été mené en privilégiant les personnes réputées « inemployables ». En France et en Europe, cette pratique a été mise en œuvre par ATD Quart Monde et bien d'autres organismes désireux de lutter contre l'exclusion sociale. L'inadaptation des législations pour répondre aux problèmes posés a conduit ONG, administrations et législateurs à créer, en deux décennies, la législation et la réglementation des entreprises d'économie sociale et des entreprises d'insertion, soutenues par des subventions d'État⁵⁵. La question du statut des « entreprises sociales » se pose aujourd'hui avec acuité en Asie. Elle se posera tôt ou tard à l'État malgache, s'il veut venir à bout de la misère et de l'exclusion économique et sociale. Il est parfaitement illusoire de croire que « la croissance économique » résoudra automatiquement ces problèmes. Elle le fera pour ceux qui sont les moins éloignés du marché du travail et laissera les autres sur la touche, comme le prouve à l'envi la situation des pays les plus riches.

En réalité, les ateliers TAE/MMM fonctionnent comme une « entreprise d'insertion », sans en avoir le statut, qui n'existe pas dans le droit malgache, ni les financements. La difficulté est même plus grande encore, puisque plusieurs des artisans recrutés ne seraient pas acceptés dans les entreprises d'insertion européennes. En voici quelques exemples.

Âgé aujourd'hui de 52 ans, M. Tojo a eu 11 enfants, dont 6 encore en vie. Son épouse vend de la petite lingerie. Il doit nourrir 9 personnes. Il travaille actuellement à la

⁵⁵ Voir Xavier Godinot et alii, *On voudrait connaître le secret du travail. Dialogue insolite entre militants du Quart Monde, chercheurs et acteurs de l'économie*, éditions de l'Ateliers et éditions Quart Monde, 1995.

menuiserie et s'occupe aussi du jardin. Sa vue est très mauvaise. En France, il serait très probablement reconnu adulte handicapé et exclu du marché du travail depuis des années.

M. Toky, âgé de 27 ans, est marié et a deux enfants. Il fait la cuisine le matin, travaille à la menuiserie et au jardin l'après-midi. Il a été accidenté à l'âge de 3 ans et en garde des séquelles. En France, il serait reconnu handicapé physique, peut-être mental, et pourrait travailler soit en « milieu ouvert » (entreprise normale) sur un poste subventionné par l'État, soit en Centre d'Aide par le Travail (CAT), subventionné par l'État.

M. Tanjoma, 61 ans, a eu trois enfants, dont un encore en vie, de sa troisième femme. Il travaille à la menuiserie. En France, il serait retraité ou bien toucherait le minimum vieillesse.

Comme le système de protection sociale malgache est tout à fait embryonnaire, et inexistant pour les personnes du secteur informel - excepté les formes de solidarité familiales et de quartier - embaucher ces trois hommes à TAE leur donnait la possibilité d'avoir un statut et des ressources régulières. Mais en France, aucun des trois ne serait admis en entreprise d'insertion, Tojo et Tanjoma parce qu'ils sont trop âgés, Toky parce qu'il est handicapé. Ces trois hommes vont-ils travailler à TAE/MMM jusqu'à leur mort, pour y faire quoi ? Cette question, et d'autres, est actuellement mise en débat avec les artisans, pour inventer des réponses qui ne paralysent pas les ateliers et ne renvoient pas les intéressés à la rue.

Les ateliers comptent 24 artisans, dont 18 femmes. L'une ou l'autre, après deux ou trois ans de broderie, est toujours incapable de faire un travail vendable, ce qui pose la question d'un changement d'orientation. D'autres sont devenues très performantes. D'autres pourraient le devenir, mais sont plutôt « tirées vers le bas », par le fait que la rémunération est la même pour tous, quelle que soit la productivité de chacun. La nécessité d'assurer la pérennité de l'entreprise et d'accroître son efficacité conduit à chercher de nouvelles orientations.

Les cours de français, organisés à la demande des artisans, ont permis à la professeure de constater combien les niveaux scolaires des artisans sont variés. Certains ont terminé leur scolarité primaire et sont capables de faire des progrès en français. D'autres ont à peine été scolarisés et sont illettrés. Il faudrait donc organiser une formation d'alphabétisation en malgache pour tous ceux qui ne savent pas lire et écrire dans leur langue, peut-être obligatoire pour les jeunes et facultative pour les plus âgés. D'autres enseignements pourraient être mis en place : culture générale, enseignement sur les matériaux utilisés à TAE, ateliers manuels pour apprendre le soin et la propreté, et cours de français pour ceux qui ont le plus haut niveau.

En février 2010, une semaine de travail a été organisée par les responsables des ateliers avec un consultant de la société Velcan, pour analyser le schéma fonctionnel des processus dans lesquels ATD Quart Monde est engagé à Antananarivo et pour entreprendre un ensemble d'analyses comptables de l'activité des ateliers TAE/MMM. Il en est ressorti plusieurs orientations, qui sont maintenant mises en débat avec l'ensemble des artisans.

Améliorer la rentabilité

En 2009, l'équilibre financier des ateliers est loin d'être atteint, puisque les recettes provenant des ventes s'élèvent approximativement à 5000 euros (15 millions d'ariary) et les dépenses à 20 000 Euros (60 millions d'ariary). Une subvention du Conseil Régional d'Aquitaine de 15 000 Euros a comblé le déficit. Dans quelle proportion faudrait-il réduire ce déficit, et comment ?

Il semble inévitable d'introduire une dose de paiement à la tâche, à la fois pour stimuler l'ensemble des artisans et pour ne pas décourager les plus zélés. Il faudra bien veiller à ce que les plus démunis n'en fassent pas les frais.

On ne peut plus dire que les bébés ne dérangent pas le travail des mères en dormant sous la table. En fait, ils requièrent la moitié environ de l'attention de leur maman, ce qui est bien normal ! Il faudrait mieux respecter le code du travail malgache, qui encadre strictement les possibilités d'allaitement en entreprise. Cette évolution doit être préparée par un dialogue avec les intéressées, et pourrait être mise en œuvre lors de l'enregistrement officiel de l'entreprise.

La rentabilité des métiers existants peut être améliorée en simplifiant les modes de fabrication pour diminuer le coût des produits et en modifiant les réseaux de distribution pour améliorer les prix de vente. Ainsi, une nappe comportant moitié moins de broderies peut avoir la même valeur marchande et coûte environ les deux tiers. Certains produits doivent probablement être abandonnés, comme les cartes de vœux brodées, dont le temps de confection mène à un tarif rédhitoire.

Diversifier les productions

« *Izay tsy mahay sobika mahay fatram-bary* », (ceux qui ne savent pas tresser un panier savent travailler la rizière) dit un proverbe malgache. Diversifier les productions pourrait permettre à ceux qui ne sont pas doués pour les activités existantes de se révéler dans d'autres. De nouveaux métiers peuvent être envisagés, comme le nettoyage en entreprise, l'entretien des espaces verts et espaces extérieurs en entreprise, la reforestation, le terrassement et la maçonnerie, le gardiennage, s'il s'avère que des marchés potentiels existent.

L'intégration d'une activité de forestation serait d'un intérêt tout particulier, car elle permettrait d'intégrer dans une même activité lutte contre la misère et protection de l'environnement, deux nécessités vitales pour Madagascar. TAE/MMM formerait des spécialistes de plantation et d'entretien des jeunes arbres et vendrait ses services aux sociétés. A terme on peut imaginer la création d'une pépinière qui permettrait de fournir également les plants de certaines essences d'arbres. Des amis d'ATD Quart Monde se préparent à chercher auprès d'entreprises françaises les financements nécessaires à cette activité de forestation.

Distinguer des étapes et des statuts différents

Il semble nécessaire de distinguer de plus en plus des étapes et des statuts différents pour les apprentis artisans. On pourrait imaginer un **premier cursus de formation de deux ans**, obligatoire pour les personnes illettrées de moins de 30 ans, **avec formation générale à mi-temps (alphabétisation, culture générale, enseignement sur les**

matériaux...) et formation professionnelle l'autre mi-temps. Une orientation professionnelle serait mise en place, avec des ateliers manuels d'apprentissage, et des périodes d'essai en ateliers de broderie, couture etc. ou bien reforestation, électricité, plomberie, maçonnerie ... Les apprenants pourraient recevoir une indemnité de formation équivalente au salaire minimum, et être affiliés à une mutuelle de santé. Ce premier cursus de formation devrait être subventionné à 100%.

Un second cursus de deux ans suivrait, assez proche de ce qui existe aujourd'hui, combinant production rentable et davantage de formation professionnelle. Ce deuxième cursus devrait être subventionné à 40 ou 50%, le reste provenant du produit des ventes. Au terme de ce 2ème cursus, les personnes sortiraient du dispositif de formation de TAE, et pourraient rentrer dans les micro-entreprises soutenues par TAE, en broderie, coupe couture, tissage, vannerie, ou en électricité, plomberie, informatique, reforestation. Une formation à la création et la gestion de son propre emploi pourrait être mise en place.

Comment structurer un ou plusieurs départements productifs, sur des segments concurrentiels du marché du travail, où l'objectif serait clairement que les recettes équilibrent les dépenses? Les artisans de TAE fabriquent des produits dont le marché malgache est déjà saturé. Il faudrait trouver des « niches » personnalisées, par exemple fabrication de cadeaux d'entreprises à Madagascar (lambas, draps ou serviettes brodés avec le logo de l'entreprise etc.)

Quel statut devraient prendre les ateliers TAE/MMM? Leurs créateurs ont pensé longtemps à celui de coopérative. En 2007, sur recommandation de l'administration malgache, il a été décidé d'attendre que le fonctionnement soit suffisamment convaincant pour engager la procédure administrative d'enregistrement. Des statuts et un règlement intérieur ont été préparés en 2009 avec un conseil d'administration potentiel. Le travail avec le consultant de la société Velcan en février 2010, l'analyse des comptes, les contraintes d'une société coopérative ont convaincu les responsables de prendre une autre direction. Début avril 2010, un juriste a été consulté sur les avantages et inconvénients des statuts de Société Anonyme et de société anonyme à responsabilité limitée. Ces statuts permettent de faire de la production, d'organiser des formations subventionnées, de prendre des personnes à l'essai pendant plusieurs mois etc. La décision reste à mûrir, puis à prendre.

Quelques leçons de l'expérience

Dans cette mise en œuvre d'ateliers de production artisanale pour des adultes en situation de grande pauvreté, les questions soulevées sont aussi importantes que les réponses apportées.

Le portrait d'Aïna montre que son embauche dans l'atelier broderie lui a permis de renforcer considérablement ses capacités personnelles, et par conséquent de casser le cercle vicieux de la misère. Mais la crise politique, combinée à ses difficultés budgétaires chroniques, a provoqué l'abandon scolaire de trois de ses quatre enfants scolarisés, ce qui risque fort de les plonger dans une misère semblable à celle qu'a connue leur mère. En l'absence d'une véritable gratuité scolaire et d'un système de protection sociale soutenant financièrement les familles nombreuses, monoparentales, on ne voit pas comment Aïna pourra scolariser ses enfants, sauf en les faisant entrer dans des

dispositifs – trop rares – comme la formation à l’informatique mise en place par ATD Quart Monde pour les jeunes des bas quartiers.

L’absence de protection sociale pour les personnes handicapées et les personnes âgées qui n’ont jamais cotisé les accule à la misère et souvent à la mendicité. La modicité de certaines retraites du secteur privé laisse leurs bénéficiaires dans la pauvreté.

Les quatre principales leçons de l’expérience sont donc les suivantes :

- Il est nécessaire de ***combattre l’analphabétisme des jeunes et des adultes, en entreprise et en centre de formation***. En 2006, 48% de la population des plus de 15 ans était illettrée⁵⁶, mais jusqu’à 80% dans certaines villes comme Tuléar. Pour combattre ce fléau, un fort investissement du pays est nécessaire, notamment lorsque les adultes ont charge de famille, afin qu’ils puissent aider leurs enfants à sortir du cercle vicieux de l’ignorance.
- Il est nécessaire ***d’encourager l’entrepreneuriat social***, c’est-à-dire la création d’entreprises qui n’ont pas pour premier objectif de faire du profit, mais de fournir une activité utile et un emploi décent à des personnes qui en sont privées. Des formations d’entrepreneurs de l’économie sociale pourraient être mises en place.
- Ces ***entreprises sociales doivent pouvoir former leur personnel le moins qualifié en étant financièrement soutenues*** pour cela.
- ***Le système de protection sociale malgache doit être considérablement renforcé***, pour protéger de la misère les familles nombreuses, monoparentales, les personnes âgées, handicapées, malades etc.

⁵⁶Plan d’Action pour Madagascar 2007 – 2012, *Un plan audacieux pour un développement rapide*, p. 59.

CHAPITRE VIII - **Leçons de l'expérience d'autres associations**

Contributions des responsables de :

**ASA,
ENDA,
AFAFI,
AKAMASOA.**

Rassemblées par Xavier GODINOT

Le groupe d'étude sur « le défi urbain à Madagascar », mis en place par la Banque Mondiale, comprend des représentants de plusieurs agences de l'ONU, Unicef, UN Habitat, PNUD, de l'Agence Française de Développement, d'administrations malgaches comme le Ministère de l'Economie, l'Institut National de la Statistique, et des consultants divers. Il comprend également un seul responsable d'ONG, économiste, représentant le Mouvement ATD Quart Monde, à qui il était demandé d'une part, de décrire ce que vivent et ce qu'espèrent les populations les plus défavorisées à Antananarivo, et d'autre part, de formuler des recommandations d'action à partir de l'expérience de l'ONG qu'il représente.

Il est apparu nécessaire à ce dernier de faire valoir la riche expérience d'autres associations et ONG engagées dans la lutte contre la pauvreté et la misère, avec des méthodes et des champs d'action parfois semblables, parfois très différents. En effet, un grand progrès serait réalisé à Madagascar, si les acteurs associatifs expérimentés étaient associés à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques de la lutte contre la pauvreté et la misère. A notre connaissance, cela n'a encore jamais été le cas.

Dans le cadre très limité du mandat donné au représentant d'ATD Quart Monde, celui-ci a rencontré, seul ou avec d'autres, les responsables de quatre associations ou ONG : le 2 février 2010, Monsieur Leonce Wing Kong, directeur, et d'autres responsables de l'association ASA ; le 19 février, Monsieur Cyrille de Billy, Délégué régional de l'ONG ENDA Océan Indien, avec d'autres responsables ; le 16 mars, Madame Emilie Sauvignet, Responsable de programme Mutuelle de santé AFAFI - InterAide ; le 19 avril, le père Pedro Opeka, fondateur et responsable de l'association AKAMASOA. A chacun, il a été demandé de présenter l'activité de son association, et les recommandations qu'elle voudrait formuler aux bailleurs de fonds et aux pouvoirs publics malgaches, pour renforcer la lutte contre la pauvreté et la misère à Madagascar.

1. L'ASA, ou la réinsertion des familles en grande précarité en milieu rural

Le chapitre 1 a montré combien la réinsertion des familles sans abri en milieu rural est une solution préconisée depuis longtemps par les pouvoirs publics, mais aussi combien elle nécessite de temps et de moyens, qui sont rarement rassemblés. L'ASA est le sigle de Ankohonana - Sahirana - Arenina, ce qui signifie familles en grande précarité et réhabilitées. Ses responsables considèrent que **cinq années, au minimum, sont nécessaires pour réussir le pari de la réinsertion en milieu rural, au cours desquelles les familles en grande précarité sont accompagnées, formées, et dotées de moyens pour devenir autonomes.** Comment l'association évalue-t-elle son propre travail ? Le texte qui suit est emprunté à un dépliant de l'ASA et ne présente qu'une partie de l'activité de l'association, qui mène aussi une action de formation importante pour les jeunes en milieu urbain.

« L'association malgache ASA a développé depuis 1991 un vaste programme de réinsertion de familles en grande précarité à Madagascar. Le programme consiste à proposer à des familles privées de logement, de nourriture, de soins, et d'emploi, de quitter la capitale Antananarivo, pour se réinsérer durablement en milieu rural. En trois ans, les sans-abri deviennent de vrais paysans sur leurs propres terres. Ce parcours se fait en 3 étapes, très organisées :

Étape 1 : L'accueil

Chaque année depuis 1995, l'association repère 20 à 25 familles, et leur propose une prise en charge totale avec évolution vers un monde rural, voire artisanal. L'accueil se fait dans un Centre ASA (CASA 1) dans la proche banlieue d'Antananarivo, où ils bénéficient d'un logement, de nourriture, d'instruction, de vêtements, de soins, ainsi que d'un apprentissage professionnel (menuiserie, briqueterie, couture, ...). Chacun retrouve identité, hygiène et règles de vie. Les enfants vont à l'école. Les parents sont alphabétisés et reçoivent une formation technique et agricole. Ils cultivent des petites rizières et des jardins dont la production leur appartient. Ils commencent à gérer leur pécule. Ils participent à la mise en culture de rizières collectives.



Étape 2 : La spécialisation agricole

A partir de la 2e année, les familles évoluent vers une spécialisation dans un second centre (CASA 2) ou s'ajoutent des activités agricoles (cultures maraîchères et céréalières). Les apprentissages s'y poursuivent. L'accent est mis sur les techniques agricoles, attelage, petit élevage (volailles, lapins, porcs), la gestion et la prise de responsabilité. Les hommes façonnent les meubles de leur future maison.

Étape 3 : L'installation (CASA 3)

L'aboutissement de la formation se concrétise la troisième année par la grande migration sur les terres vierges du Moyen-Ouest, à 200 km d'Antananarivo. Chaque année, dans un paysage à couper le souffle, un nouveau hameau sort de terre. Chaque famille y arrive avec ses meubles et son petit cheptel. Elle reçoit les clés de sa maison et prend possession de ses terres qu'elle doit mettre en valeur. S'y ajoute une dotation agricole, zébus, outils, semences... Les familles seront accompagnées pendant plusieurs années par les encadreurs agricoles et sociaux pour acquérir au plus vite leur indépendance. Parallèlement, les enfants sont scolarisés et un dispensaire est mis à leur disposition.

Au total, près de 3000 personnes vivent aujourd'hui sur le site, et 1 263 enfants sont scolarisés. Sur place, d'autres activités ont été créées : centre d'apprentissage aux métiers ruraux (pour les 15 à 18 ans) avec à la clef pour un support de leur projet personnel : pépinière pour planter de nouvelles cultures adaptées aux sols, marché hebdomadaire, pisciculture, location de matériel agricole, briqueterie, vannerie, ferme modèle, des internats pour les élèves éloignés de plus de quinze kilomètres, et bien sûr les dispensaires médicaux chargés des soins, suivis et vaccinations.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'ASA, EMI (Entraide Médicale Internationale), qui a été retenue pour prendre en charge le volet médical de ce projet, a mené à bien le programme de construction et d'équipement du dispensaire d'Ambatolahihazo. Il s'agit d'une deuxième structure de santé. La première, un Centre de santé de base de niveau 2, se trouve sur la partie nord de la zone de migration. En effet, le projet ASA concerne désormais un grand nombre de personnes, et exige la mise en œuvre d'une véritable politique de santé dans les centres d'accueil.



Centre de santé d'Ambatolahihazo

Pour ces villages, l'ASA est intervenue comme un véritable agent de développement durable en créant routes, ponts, et infrastructures. Pour les 3 000 personnes concernées, le projet ASA a constitué une solution durable qui leur a permis de sortir de la pauvreté et de l'exclusion, de bâtir un véritable projet de vie, et d'assurer leur réinsertion économique.

Des résultats probants

« En 2009, la 13ème promotion s'est installée dans un 13ème village ! Près de 3 000 personnes ont été réinsérées (environ 400 familles). 13 nouveaux villages, 13 promotions installées, 2 promotions en formation, 1 263 élèves scolarisés, 24 enseignants. »

L'ASA possède les titres provisoires de 4600 hectares de terrain dans le moyen Ouest, qui sont destinés aux familles accueillies. 15 autres hectares sont en cours de négociation. Certains sols sont plus riches que d'autres, mais ils sont dans l'ensemble fort « lessivés ». Chaque famille se voit attribuer environ 5 ha de terrain, dont 0,8 ha de bas fond, où il est possible d'aménager une rizière. Certaines familles ont plus de bas fonds que de plateau. Après l'installation en milieu rural, les familles bénéficient de deux années d'aide alimentaire au maximum, et doivent ensuite vivre de ce qu'elles produisent. Pour ancrer

la population dans la zone, un cimetière a été aménagé, où les habitants acceptent désormais de faire enterrer leurs proches.

Les limites de la démarche

Alors que le dépliant de l'ASA mentionne des résultats probants, et ils le sont à bien des égards, le directeur de l'association n'a cessé d'insister sur les progrès qui restent à faire, avec beaucoup de modestie : « *Comment consolider notre démarche ? Il est trop tôt pour proposer cette démarche comme recommandation d'action aux pouvoirs publics.* » Les habitants de la zone doivent faire face à deux grandes difficultés, l'enclavement et l'insécurité.

L'enclavement tout d'abord : après la route, il faut parcourir 60 kilomètres de piste pour accéder aux villages. ASA les a aménagés et y a construit des ponts. Mais cela reste de la piste, alors qu'il serait souhaitable d'avoir 60 kilomètres de route, investissement que l'Etat n'a pas fait. Par ailleurs, la plupart des villages n'ont pas l'électricité et ne sont pas couverts par les réseaux de téléphonie, ce qui renforce l'isolement de leurs habitants. Un essai de négociation avec ZAIN pour obtenir une couverture totale de la zone de migration par les réseaux de téléphonie n'a pas débouché, mais Zain est tout de même disponible sur des points précis. En raison de cet enclavement et de cet éloignement, aucun des étudiants en service social qui vient faire des stages dans les villages n'accepte d'y rester durablement. Les villages sont donc composés de familles anciennement sans abri, de familles en grandes difficultés et de paysans sans terre, qui sont passés par le cursus ASA, depuis Antananarivo. Des générateurs solaires ont été installés, qui alimentent notamment les pompes à eau et l'éclairage de certains bâtiments, comme les logements du personnel, les bureaux et les centres de santé, mais il arrive que des plaques photovoltaïques soient volées.

L'insécurité est un autre problème. Insécurité physique d'abord, liée à la présence de bandits (*les Dahalos*) qui volent essentiellement le bétail. En 2009, 30 zébus ont été volés aux habitants de la zone, ce qui est très démoralisant lorsque les efforts faits pour économiser et investir ont été grands. Il n'y a pas de forces permanentes de police ou de gendarmerie pour assurer la sécurité. Des négociations sont en cours avec la brigade de gendarmerie, qui suggère à l'ASA de construire des maisons pour que des gendarmes puissent rester sur place. Insécurité foncière aussi, problème dans tout le pays et dans la zone. 430 titres de terrain ont été décernés à 107 familles. Mais des groupes de squatters viennent s'installer sur les terrains pour lesquels l'ASA a des titres provisoires, et demandent ensuite que ces terrains leur soient attribués.

En résumé, la réinsertion serait beaucoup plus facile si l'État était en mesure de jouer son rôle, en assurant la sécurité des habitants, en construisant les infrastructures routières et autres, en facilitant toutes les démarches pour l'acquisition des terrains et l'exonération des taxes.

2. L'action d'ENDA Océan Indien pour l'habitat, à Antananarivo

Enda Océan indien accompagne **les acteurs locaux dans leur projet de développement social en milieu urbain, en les inscrivant dans un cadre politique. Son intervention a plusieurs dimensions :**

1. Amélioration de l'habitat et de l'environnement des familles défavorisées. Le projet habitat est présenté plus bas. Entre 2005 et 2010, le projet ADQua (pré-collecte des déchets) a touché 31 fokontany de plus de 1000 familles chacun.

2. Insertion sociale et professionnelle des jeunes en situation difficile. Depuis 2004, Enda Océan Indien a accompagné plus de 800 jeunes en situation difficile, et plus de la moitié d'entre eux a réalisé des projets (apprendre à lire et à écrire, avoir une copie de naissance, intégrer un centre fermé, revenir à l'école, suivre une formation professionnelle etc. sans compter l'amélioration des relations familiales, du comportement etc.).

3. Renforcement des capacités des acteurs de développement dans ces deux domaines, en lien avec la construction d'un dialogue politique. Le Comité pour la Formation des animateurs-Educateurs a formé près de 200 animateurs en cours d'emploi sur un cursus de 10 mois, et plus de 1000 personnes sur des modules plus courts (techniques d'animation, leadership, journées thématiques).

4. Depuis 2008, Enda Océan Indien a élargi son action à un nouveau domaine d'action : **les violences conjugales**, dans une démarche d'action en réseau et de renforcement des capacités des acteurs (plus de 900 jours / homme de formation en destination des acteurs sociaux et des personnels de police) et de sensibilisation (organisation du festival des femmes en octobre 2009).

Le dialogue noué entre ENDA et ATD Quart-Monde s'est focalisé sur l'habitat. Les deux parties ont convenu qu'ENDA rédigerait son propre constat de la situation à Antananarivo et ses propositions, qui constituent les quatre pages suivantes, intégrées sans changement dans ce rapport.

Le défi urbain à Antananarivo l'habitat et son environnement.

Par ENDA Océan Indien

A Antananarivo, la situation de l'habitat (le logement et l'assainissement) est extrêmement contrastée selon les quartiers, regroupés sur deux espaces:

- **Les bas quartiers** : caractérisée par un habitat souvent précaire en zone inondable, cette zone s'étend sur d'anciennes rizières et marécages et englobe les quartiers généralement pauvres. Elle est la plus touchée par la croissance urbaine mal maîtrisée.
- **La ville haute et intermédiaire** : correspond aux zones les plus en hauteur sur les collines, incluant le centre ville, et les quartiers les plus favorisés.

L'habitat et son environnement dans les bas quartiers : une entrave au développement

- **Des logements précaires dans les bas quartiers.**

Le logement est le problème majeur. Sur l'ensemble de la ville, la superficie des logements est de 31 m², avec 3,7 personnes par pièce pour dormir et dans 80% des cas pas de robinet intérieur⁵⁷. Mais ces chiffres généraux masquent la réalité du mal logement à Antananarivo. La ville compte 25% d'habitats précaires⁵⁸, largement concentrés dans la basse ville - des quartiers soumis à une forte croissance urbaine, qui se développent de façon anarchique et qui connaissent des problèmes aigus d'assainissement, une forte densité de population, des problèmes d'accessibilité et d'accès aux services de base.

Les maisons, masquées par les bâtiments du « premier plan » donnant sur les rues, sont exigües (moins de 2 m² par personne)⁵⁹, précaires (souvent faites de matériaux de récupération ou en brique crue), et insalubres. Elles exposent leurs habitants à l'insécurité, aux incendies, à l'eau. Au-delà des inondations les plus graves, qui nécessitent l'intervention régulière des autorités, elles sont à chaque saison des pluies envahies par les eaux usées qui débordent des petits canaux.

- **Les problèmes aigus d'assainissement.**

Si le DSRP de 2003 cite un taux d'accès des ménages à l'assainissement de 87% en milieu urbain, WaterAid estimait en 2006 que seulement 27% de la population urbaine d'Antananarivo avait accès à un assainissement adéquat. Dans certaines zones des bas quartiers, il n'existe que des latrines à fosse perdue, vidangées tous les 3 ou 4 mois et rejetées dans les canaux ou les marais, ou seulement des pots de chambres ou les « flying bags ». Le réseau d'évacuation est bouché par les déchets solides et remplit donc mal sa fonction.

A cela s'ajoute le problème d'évacuation des déchets dans les bas quartiers et ses impacts sur les conditions de vie. Le système de collecte de la ville – la SAMVA – dispose de 460

⁵⁷INSTAT EDM 2002, source Bureau de Développement d'Antananarivo

⁵⁸Bureau de Développement d'Antananarivo, 2005

⁵⁹Bureau de Développement d'Antananarivo, 2005

benne à ordure. Il fonctionne sur les principaux axes ou certains quartiers, mais de façon détériorée sur les axes secondaires de la basse ville, et ne pénètre pas du tout à l'intérieur des quartiers. A titre d'exemple, une évaluation menée avec les autorités des fokontany d'Antohamadinka FAAMI et 67 hectares montre que seulement 1 habitant sur 5 a accès aux benne SAMVA. Les déchets sont déposés dans des dépôts sauvages, jetés dans les canaux, abandonnés dans les ruelles, ou brûlés sur place.

Ces problèmes se posent pour les réseaux d'évacuation des eaux usées, mais aussi pour les réseaux d'évacuation des eaux pluviales. Cela a un impact direct sur la santé des familles : maladies gastro-intestinales, parasitaires, pulmonaires, dont les enfants sont les premières victimes.

Les conditions d'habitat constituent donc une entrave majeure au développement des familles qui vivent en ville. Un habitant du fokontany d'Antohamadinka Centre témoigne : « *quand je sors de ma maison, je vois la saleté, je vois l'eau croupie, je vois les autres maisons et je baisse les épaules* ». Les familles ne sont pas en condition favorable pour travailler à leur développement : précarité, manque d'hygiène et maladies, manque de place pour dormir, se laver, étudier... s'ajoutent aux autres dimensions de la pauvreté.

Aussi, et peut être surtout, il existe un sentiment de honte et d'impuissance. Pourtant, ce sont les familles qui détiennent les clefs de leur propre développement.

Les familles, moteur de l'amélioration de l'habitat et de son environnement

Il est bien sûr nécessaire de bâtir un cadre politique global réaliste dans lequel peuvent s'inscrire les réflexions et actions en faveur du développement et de l'aménagement urbain. Mais il est aussi indispensable de mobiliser les ménages, miser sur leurs ressources et leur capacité d'entreprendre, en mettant en place l'accompagnement social nécessaire.

C'est dans cet esprit que l'ONG Enda Océan Indien a développé une expérience d'amélioration de l'habitat et de son environnement⁶⁰ à travers la réhabilitation des logements, la construction de latrines à fosse septique et l'appui à la mise en place d'un système de pré-collecte des déchets ménagers dans les Fokontany.

Le projet habitat et latrines

Pour la réhabilitation ou la reconstruction des logements et la construction de latrines, les familles sont informées, mobilisées, et ont accès à un système d'épargne et crédit en partenariat avec des institutions reconnues. Elles constituent ainsi un capital qui finance tout ou partie des travaux selon leur niveau socio-économique. Globalement, elles prennent en charge plus de la moitié des coûts, qui sont réduits au maximum : 2 300 000 Ariary (850 euros environ) pour une maison en moellons et briques cuites de 9m².

Pour certains logements, et de façon systématique pour les latrines, les familles sont invitées à s'organiser entre frères et sœurs, ou cousins, pour mener le projet et entretenir le bâtiment. Les familles sont accompagnées par une équipe d'animateurs pour gérer les questions administratives, foncières (les familles doivent être propriétaires du terrain) et

⁶⁰Sur financement Union Européenne, MAE français et AFD, Mairie de Paris, Fondation Ensemble, Fondation Abbé Pierre.

techniques. Elles sont également orientées pour résoudre les problèmes liés à l'éducation des enfants, à la santé, à l'état civil, etc.

Le projet ADQUA ou la pré-collecte des déchets.

Concernant la pré-collecte des déchets, les *fokontany* sont appuyés pour constituer un comité de gestion, composé d'habitants du quartier. Les membres du comité sont formés et accompagnés dans les activités de ramassage des déchets. Des bacs intermédiaires sont installés dans les ruelles et vidés chaque jour. Une redevance est demandée à tous les ménages (de 300 à 500 Ariary par ménage et par mois), pour financer les salaires des collecteurs et l'entretien du matériel.

Les résultats des projets :

- 240 familles ont réhabilité leur logement ;
- 300 familles ont eu accès à une latrine à fosse septique ;
- 43 000 ménages bénéficient d'un système de pré-collecte des déchets ménagers.
- 81% des familles ayant amélioré leur logement⁶¹ disposent d'un revenu annuel par tête inférieur à 417000 Ar, et sont classées dans les catégories pauvres selon INSTAT⁶².
- 78% des projets d'amélioration de l'habitat sont portés par des femmes.

Les actions d'amélioration de l'habitat ont un impact direct sur l'assainissement et la santé des familles: réduction du nombre de décharges sauvages, amélioration de la propreté des ruelles, maisons sèches en saison des pluies. Cela se traduit notamment par une diminution des maladies gastro-intestinales et respiratoires chez les bénéficiaires.

Globalement, ces actions ont un fort impact sur le développement des familles et des communautés, qui prennent conscience de leur capacité à réaliser un projet ambitieux, voient leur statut social s'élever, adoptent des habitudes d'épargne, voient une diminution de certaines charges (réparations et vidanges), et à terme une augmentation de leurs revenus (par exemple pour des personnes pratiquant le petit commerce).

Des perspectives pour une action globale en faveur de l'amélioration de l'habitat

Une action plus ambitieuse en faveur de l'habitat et de l'assainissement peut être envisagée, autour des axes suivants :

- **Mettre en place les mécanismes de financement adéquats :**

Les familles les plus défavorisées apporteront une partie du financement, le complément étant assuré par des aides ou des mécanismes d'entraide. Elles bénéficieront d'un accompagnement social.

⁶¹Evaluation externe du projet enda oi avril 2010, cabinet MRC

⁶²Catégorisation INSTAT, Enquête Permanente auprès des ménages (EPM), 2005.

Pour les familles **moyennement pauvres** ou plus riche, il s'agit surtout de mettre en place un système de crédit ouvert au secteur informel.

- **Bâtir un cadre politique et réglementaire favorable à l'amélioration de l'Habitat :**

Aujourd'hui, les normes en matière d'habitat interdisent de facto aux familles pauvres d'avoir accès à un habitat licite. D'autre part le plan de développement de la ville prévoit de nombreux aménagements urbains, et déclare des zones entières de la basse ville inconstructibles, alors même qu'il n'est que très partiellement mis en œuvre faute de moyens. Des quartiers entiers sont déclarés inconstructibles alors qu'ils connaissent une croissance démographique forte.

- **Renforcer les filières d'assainissement :**

Pour l'assainissement, il s'agit d'encourager les initiatives visant à renforcer la filière de l'assainissement, depuis les foyers jusqu'à l'épuration, en développant des solutions techniques adaptées aux différents contextes de la ville et à faible coût, en mettant en place des mécanismes de financement pour les parties privées et collectives, et en mobilisant les ménages.

A court terme, une intervention à moyenne échelle (par exemple un secteur) peut être expérimentée sous maîtrise d'ouvrage de la commune, à condition d'identifier les zones prioritaires, où pourra être mis en place un cadre moins défavorable visant à limiter les problèmes fonciers et simplifier les règles et procédures administratives.

3. Une mutuelle de santé à Antananarivo, l'AFABI

D'après l'Observatoire Socio Economique de Madagascar, animé par ATW consultants, 4% seulement de la population du grand Tana était en possession d'une assurance maladie au troisième trimestre 2009⁶³. Cette estimation semble nettement sous évaluée. En 2007, les deux principaux systèmes de couverture sociale des salariés du secteur formel, l'AMIT et l'OSTIE, couvraient respectivement 80 000 et 238 000 personnes sur Antananarivo, soit environ 17% de la population de la capitale. En juillet 2005, une mission d'Inter Aide pour l'étude de faisabilité d'une mutuelle de santé répartissait la population de la capitale en 4 groupes : 9% de population aisée, 20% ayant un emploi formel, 70% ayant un emploi informel, 1% d'indigents. Les indigents et les travailleurs du secteur informel, 71% de la population, n'ont aucune assurance d'aucune sorte, et payent les soins avec leurs ressources privées. Les travailleurs du secteur formel bénéficient de l'assurance maladie des salariés, qui couvre les soins ambulatoires sans gravité, les analyses et les radiologies, mais pas les hospitalisations ni les soins ambulatoires graves. Les populations aisées bénéficient de l'assurance maladie des salariés, et/ ou d'une assurance maladie privée qui peut couvrir tous les soins, y compris

⁶³La base de calcul est un échantillon total de 4800 personnes par an, représentatives de la population de plus de 15 ans dans le grand Tana, interrogées en face à face à raison de 400 individus par mois

les frais d'hospitalisation. A titre d'exemple, la société Ny Havana peut fournir une assurance frais médicaux et pharmacie, hors hospitalisation, pour 270 000 ariary par an et par personne au minimum.

L'urgence d'améliorer la protection sociale des habitants du pays, et notamment des plus défavorisés d'entre eux, est donc évidente, mais difficile à réaliser, puisque la grande majorité de la population exerce une activité informelle non déclarée.

En s'inspirant d'un programme de mutuelles de santé démarré en 2002 en Inde, près de Bombay, qui regroupe aujourd'hui 30 000 adhérents, l'association Inter Aide a lancé en 2007 une mutuelle de santé à Tana, l'AFAFI. Le nombre d'adhérents est resté très modeste tant que l'adhésion était facultative. En 2008, le centre de formation et de micro crédit Ce.For, en lien avec un public très défavorisé, a rendu l'adhésion à l'AFAFI obligatoire pour tous les bénéficiaires de micro crédits. En effet, la plupart des non remboursements sont liés à des problèmes de santé. Aujourd'hui, environ 5000 emprunteurs sont membres de la mutuelle AFAFI, qui ne cesse de s'étendre. Le texte ci-dessous, extrait d'un dépliant, présente les objectifs, le montant des cotisations et les prestations offertes par la mutuelle.

L'AFAFI⁶⁴, (*Aro ho an'ny Fahasalaman'ny Fianakaviana*) qui signifie protégeons la santé de la famille, est un projet de mutuelle de santé mis en œuvre par l'association Inter Aide depuis décembre 2007. Le projet est issu du constat que beaucoup de familles aux moyens très limités n'ont pas accès aux soins de santé. Afafi s'est donc fixé comme objectif d'assurer aux familles à faibles ressources une couverture en cas de maladies nécessitant une hospitalisation.

La cotisation mensuelle et familiale constitue la seule ressource financière de la mutuelle de santé pour son fonctionnement.

Les garanties d'AFAFI sont avant tout de :

- sécuriser ses adhérents en cas de maladie,
- assurer une meilleure continuité des traitements,
- réduire les exclusions financières,
- réduire le délai de recours aux traitements,
- défendre les intérêts de ses adhérents,
- former les adhérents sur la santé,
- favoriser l'entraide et la solidarité.

Les emprunteurs de l'Institution de Microfinance Cefor (Crédit et Formation), et toute personne de plus de 18 ans habitant dans la zone d'intervention d'AFAFI, peuvent adhérer, ainsi que leurs époux et enfants de moins de 18 ans, sur présentation de pièces justificatives.

Le droit d'adhésion est de 1000 ariary par famille. La cotisation mensuelle est de 1500 ariary par famille, et de 1000 ariary par famille monoparentale.

L'AFAFI intervient dans les 1^o et 4^o arrondissements de la Commune Urbaine d'Antananarivo, ainsi que dans la commune rurale d'Itaosy.

⁶⁴Adresse de messagerie : mutuelle.tana.ia@club.mg

L'AFAFI offre une aide financière en cas d'hospitalisations urgentes (médicaments, analyses, actes, repas...) jusqu'à 100 000 ar. sans chirurgie, et jusqu'à 200 000 ar. en cas d'acte chirurgical.

Elle organise également des évacuations sanitaires, des séances d'animation en santé préventive, des consultations médicales gratuites lors de permanences hebdomadaires dans chaque agence, des conseils en cas de maladie, et l'accompagnement physique jusqu'aux structures de soins, la vente de produits de santé préventive à moindre coût (désinfectant pour l'eau, préservatifs, farine infantile complète...)

Elle participe jusqu'à 1000 à 2000 ar. en cas de soins auprès des médecins de quartier ou des Centres de Santé de Base partenaires.

Afin de favoriser l'accès à des soins de qualité à un prix abordable, AFAFI a choisi de collaborer avec différentes structures de santé publiques, hôpitaux et centres de santé de base. Elle a aussi mis en place des partenariats avec des structures de santé privées telles que Laboratoire d'Analyse Médicale, pharmacies et médecins libéraux.

Ces partenaires ont mis en place des systèmes de tiers-payant, de remboursements ou de réductions pour les adhérents. »

Pour ses adhérents, l'intérêt de la mutuelle est multiple. Pour l'Etat, le gros avantage est qu'elle s'autofinance avec les cotisations mensuelles et familiales des adhérents, Inter Aide finançant quelques postes de permanents.

Ce type de mutuelles se répand actuellement, avec des formes et des prestations diverses. Par l'intermédiaire de Santénet2, USAID, l'agence de coopération bilatérale américaine, s'efforce de soutenir la mise en place de mutuelles de santé dans 16 régions de Madagascar, et réalise actuellement un diagnostic de celles qui existent dans la région de la Haute Matsiatra, en vue d'identifier une stratégie pour garantir leur pérennité.

Néanmoins, dans le cas d'AFAFI, le coût annuel de l'adhésion et des cotisations mensuelles s'élève à 13 000 ariary pour une famille monoparentale et à 19 000 ariary pour un couple avec enfants. Les ménages les plus défavorisés ne peuvent payer de telles cotisations, ce qui rend indispensable l'existence d'un « fonds d'équité pour les indigents », du type Collectif Santé Mai 2002, présenté au chapitre 5.

4. Akamasoa, réinsertion des familles très défavorisées en périphérie urbaine

Reconnue d'utilité publique par décret du gouvernement malgache en février 2004, honorée par plusieurs récompenses nationales et internationales, l'association Akamasoa est connue par son fondateur charismatique, le père Pedro Opeka. Voici comment le site Internet de l'association en présente le but et les activités.

« AKAMASOA » (les bons amis) est une association humanitaire malgache qui a été créée par le Père Pedro OPEKA en 1989. Elle a pour but d'assurer la réhabilitation humaine et la réinsertion économique et sociale des plus pauvres. Akamasoa a créé dans les

environs d'Antananarivo 5 centres d'accueil composés de 17 villages où se sont installées 2 926 familles (15 560 personnes dont plus de 60 % d'enfants de moins de 15 ans). Des familles extraites des pires taudis, des rues et des tas d'ordures de la capitale, qui vivent actuellement du fruit de leur travail et de leurs efforts.

Une idée s'imposa vite au Père Pedro : les sans-abri démunis de tout ne retrouveront dignité et autonomie qu'en devenant acteurs de leur propre développement.

Les familles accueillies dans les villages construits par l'association, en banlieue d'Antananarivo, s'engagent donc à travailler, à scolariser leurs enfants et à respecter les règles fondamentales de toute vie en société. En contrepartie, l'association Akamasoa met à leur disposition un cadre favorisant leur insertion :

- 2900 emplois (carrières, construction des maisons, confection, artisanat d'art, atelier de tuiles, atelier de soudure et de mécanique, atelier de menuiserie, agriculture) en 2008;
- 2 184 logements sociaux en 2008;
- 4 écoles (primaire et secondaire), 1 lycée et 5 crèches (9277 enfants sont scolarisés dans la province d'Antananarivo en 2008);
- 6 dispensaires.

Aujourd'hui, des milliers de familles vivent des revenus de leur travail. On peut estimer par ailleurs que 11 000 personnes des villages voisins bénéficient de ses infrastructures de santé.

Ceux qui veulent retourner chez eux sont aidés; ainsi 1350 familles ont été rapatriées vers leur lieu d'origine. L'association leur donne quelques outils et leur paye leurs frais de transport...

- **Service d'accueil**

L'association Akamasoa a choisi d'assurer l'accueil temporaire d'urgence de familles démunies vivant dans les rues et sans travail, par la fourniture d'aides en nature : soins sanitaires, aide alimentaire de secours et dons d'outils de travail de base. Si les familles sont amenées à rester dans les centres d'Akamasoa, elles sont d'abord logées dans des cabanes en bois (9 m²) en attendant une maison en dur. Pour elles, ces cabanes sont déjà un "luxe", mais un "luxe" qui est loin d'être suffisant. En fait, fournir un logement décent à ces personnes est une priorité essentielle pour leur santé physique et morale, et pour que les enfants puissent étudier dans des conditions convenables.

Ainsi, un vaste programme de construction a été lancé pour faire de l'habitat la base de la reconversion des familles : 2 000 logements de diverses catégories ont pu être construits, des maisons en bois provisoires aux maisons en dur définitives.

- **Santé**

6 dispensaires ont été installés dans les principaux centres, ainsi qu'un cabinet dentaire. Le personnel de santé d'Akamasoa se compose de 9 médecins, 1 dentiste, 1 infirmière, 2 sages femmes et 26 aides soignantes en 2008.

En l'an 2000, les villages de l'association ont été touchés par l'épidémie de choléra qui sévissait à Madagascar. Médecins sans frontières France a installé une unité de dépistage, de surveillance et de traitement d'urgence dans le dispensaire de Manantenasoa. Grâce à cet appui, l'épidémie a pu être enrayerée.

- **Emploi**

L'un des objectifs d'Akamasoa est de faire accéder les adultes à un travail rémunéré, soit par l'association, soit à l'extérieur, pour qu'ils subviennent à leurs charges, en particulier le logement familial et l'accès aux services de santé créés par l'association.

Les activités génératrices de revenus sont les suivantes :

1. Exploitation des carrières (production de pavés et de gravillons pour les chantiers de bâtiments et de routes)
2. Artisanat traditionnel (ateliers de broderie)
3. Atelier de confection de chapeaux et de sacs et atelier de tressage de raphia
4. Atelier de fabrication de compost, atelier de tri et tamisage des détritrus
5. Bâtiment (équipes de maçons, charpentiers, manœuvres, menuisiers, paveurs, peintres, fabrication de tuiles)
6. Atelier de menuiserie

Les travaux d'intérêt communautaires (agriculture, production rizicole et élevage, professeurs, médecins, instituteurs, moniteurs, assistants sociaux...) génèrent également des emplois.

- **Éducation**

L'association Akamasoa se donne également comme objectif d'assurer l'éducation scolaire obligatoire des enfants et des adolescents de la classe primaire jusqu'au baccalauréat dans les écoles et les lycées créés par l'association, établissements reconnus par l'État.

Des cantines fonctionnent toute l'année, assurant un déjeuner pour l'ensemble des enfants scolarisés. Les trois centres de formation professionnelle (ouvrages sur bois et menuiserie, ouvrages métalliques et mécanique générale, mécanique automobile) regroupent des jeunes qui suivent la formation de leur choix.

Rayonnement géographique

Akamasoa est implantée dans **les provinces d'Antanarivo, de Fianarantsoa, de Toliara et de Mahajanga.**

L'association Akamasoa a su tisser un réseau **international** de soutiens très variés qui lui permet de mettre en place des cofinancements, gage d'indépendance et de pérennité pour les actions engagées. »

L'ampleur des réalisations de l'association est incontestable. Grâce à elle, en vingt ans, plus de vingt mille personnes parmi les plus exclues ont accédé à leurs droits

fondamentaux au logement, à la santé, à l'éducation etc. Démarrée par le père Pedro, argentin d'origine slovène, avec des familles qui habitaient en 1989 sur la décharge d'Andralanitra, à Antananarivo, elle compte aujourd'hui 412 salariés à temps plein, tous malgaches, ingénieurs, médecins, enseignants, assistantes sociales etc. Comme à son habitude, lors de notre entrevue en avril 2010, le père Pedro n'a pas mâché ses mots concernant les causes de la misère en Afrique et à Madagascar, dénonçant la connivence des élites politiques malgaches et des organismes internationaux, dans la veine de ses propos déjà publiés dans plusieurs livres :

« Les classes politiques africaines et malgaches sont les premières responsables de cette misère. En réalité, sauf exception, elles ne se sont jamais intéressées à la misère et à la pauvreté du peuple. Ceux qui arrivaient au pouvoir se sont enrichis, eux et leurs familles d'abord ... Les Eglises chrétiennes et dernièrement les ONG étaient presque les seules à construire des écoles, des dispensaires et les infrastructures nécessaires et vitales pour la population, surtout en brousse. Rien d'étonnant si depuis 1970 à Madagascar, le nombre d'habitants vivant en dessous du seuil de pauvreté est passé de 35% à 80%. Madagascar, avec toute l'aide de la communauté internationale, des pays riches, de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, tombait en chute libre devant leurs yeux sans aucune réaction de leur part ... Cette aide ... n'aidait pas, elle n'a servi qu'à opprimer davantage ... Malgré toutes les compétences des spécialistes et des experts des pays riches, les pays d'Afrique sont tombés dans un enfer plus grand⁶⁵. »

Personne ne peut contester son engagement total au service des plus démunis, ni l'ampleur de ce qu'il a réalisé. « *J'habite depuis 17 ans ici, à Andralanitra, car c'est ici qu'il y avait le plus d'enfants morts par famille.* » nous explique-t-il. En 2009, pour la première fois depuis sa création, Akamasoa enregistrait 100% de réussite de ses jeunes élèves d'école primaire au CPE. En avril 2010, il recevait le prix de Champion de la santé, décerné par le Président de la Haute Autorité de Transition, pour la construction de six centres de santé de base. C'est sur cet engagement et cette reconnaissance que ce prêtre a construit peu à peu une posture biblique de prophète. Le prophète, dans la bible, est celui qui, au nom de son Dieu, prend fait et cause pour les opprimés, et interpelle vigoureusement les oppresseurs. « *Je suis un révolté* » affirme-t-il. Face à l'indifférence des dirigeants politiques, qu'il n'a cessé de dénoncer, il a entrepris, avec plusieurs milliers de familles délaissées, tout ce que l'Etat ne faisait pas. Il a donné priorité aux plus défavorisés, rassemblé des fonds qu'il a mis à leur service, et non détourné pour d'autres intérêts, acheté des terrains pour construire des logements sociaux, des écoles, des centres de santé, créé des emplois, travaillé à la définition d'un contrat social entre les habitants etc. Pour garantir la sécurité des habitants, les villages sont dotés d'un conseil de discipline et d'un corps de sécurité qui est payé. Ils doivent aussi se protéger des clandestins, qui en une année pourraient doubler leur population et les rendre ingérables. Tout cela demande beaucoup d'argent, que le fondateur d'Akamasoa trouve auprès de nombreux organismes et dans ses tournées de conférences internationales : « *Je m'adresse aux peuples, pas aux Etats.* »

« Les sectes se développent ici parce que les gens sont à bout de souffle » affirme-t-il. Sa posture de défenseur des exclus, confronté quotidiennement à l'urgence de situations humaines dramatiques, s'accommode mal des exigences administratives des pouvoirs publics et des bailleurs de fonds.

⁶⁵Abbé Pierre, Père Pedro, pour un monde de justice et de paix, propos recueillis par Anne et Daniel Facérias, Presses de la Renaissance, Paris, 2004, p. 43 et 44.

Dans les propositions qu'il nous partage, il souligne la nécessité « *d'avoir plus de bon sens, moins d'administration. On nous complique tout : face à l'embouteillage de la pauvreté ici, il faut raccourcir les chemins et rediriger le trafic. Il faut raccourcir toutes les procédures, aller plus vite pour aider, investir plus dans les bas quartiers, dans les cantines scolaires, l'éclairage public, très important ... Toutes les lois, les conventions et les règlements n'empêchent pas les vols. Beaucoup de gens ont volé la Banque Mondiale.*»

Aux bailleurs de fonds, il suggère de « *prendre conseil pas seulement auprès de l'oligarchie locale* » et aussi de « *ne pas concentrer toutes les aides à Antananarivo, mais d'investir aussi en brousse...* »

5. Quelques leçons de l'expérience des associations

Un premier constat est que, si l'État ***est resté paralysé ou inerte depuis des décennies face à la montée de la pauvreté et de la misère, la société civile a pris de nombreuses initiatives***. On en a évoqué quelques unes, il en existe beaucoup d'autres.

Le deuxième constat est qu'***en l'absence d'action vigoureuse de l'État, toutes ces initiatives sont très insuffisantes pour faire reculer la pauvreté et la misère***. Sans soutien de l'État, les associations et ONG n'ont pas les moyens de changer les règles du jeu national, d'imposer les législations et les investissements qui seraient plus favorables au développement de tous.

Pour sortir des impasses d'une société bloquée, les associations comme ASA et Akamasoa ont construit en quelque sorte des sociétés parallèles, se procurant des terrains où elles ont érigé des villages, peuplés par des familles en grande précarité et dotés de tous les équipements collectifs nécessaires au développement. Le fonctionnement de ces villages est financé par l'aide étrangère, qui n'atteint quasiment pas les bas quartiers d'Antananarivo. Un risque de ces regroupements est qu'avec le temps et la mort de leurs fondateurs, ces villages se transforment en ghettos, comme on a pu le voir pour les logements sociaux construits dans d'autres pays. Un antidote serait d'encourager le plus possible la mixité des populations dans ces villages.

Comme le souligne ENDA, ***l'amélioration de l'habitat implique de bâtir un cadre politique, législatif et réglementaire plus favorable, d'investir dans l'assainissement, mais aussi d'associer les familles aux programmes mis en œuvre***. Sans modification progressive des règles du jeu, dans ce domaine comme dans tous les autres, les problèmes resteront sans solution.

Enfin, l'initiative d'Inter Aide et d'AFAFI, inspirée des mutuelles de santé créées en Inde, montre la nécessité ***d'inventer de nouvelles formes de solidarité***, alors que les formes de solidarité traditionnelles du monde rural sont battues en brèche par l'urbanisation et la mondialisation.

TROISIÈME PARTIE – RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

**Arsène RAZANATSIMBA, Président, ATD Quart Monde Madagascar
Marcelline RAZAFINDRASOA, Vice Présidente
Sophie RAZANAKOTO, Déléguée nationale
Lucas RODWELL, volontaire permanent, trésorier
Lalao Harivelo RAMBELLO, volontaire permanent
Xavier GODINOT, Délégué régional, ATD Quart Monde Océan Indien**

Changer les règles du jeu pour arrêter le gâchis

Alors que ce rapport touche à sa fin, et avant de formuler des recommandations pour l'action, il importe de rappeler à quelles attentes ces recommandations doivent répondre. Commandé par la Banque Mondiale, ce rapport s'inscrit dans un vaste programme d'étude et de conseil dont le but est de « *proposer et discuter les idées et les options politiques qui identifieraient les défis principaux et les options pour l'avenir, à un moment critique dans l'histoire de Madagascar*⁶⁶. » Il ne vise pas seulement à renouveler les connaissances de la Banque et à offrir à ses clients une base de dialogue et de conseils, mais aussi à « *répondre à la demande, exprimée par la communauté des bailleurs de fonds, d'intensifier et de conduire le débat politique.* » Ce programme appréhende cinq domaines stratégiques : la gouvernance, la croissance rurale, la protection de l'environnement, le défi urbain et le développement du secteur privé. Les contributions relatives au défi urbain ne constituent qu'une partie de cet effort global, et doivent donc être considérées comme complémentaires aux autres.

« La plupart des villes à Madagascar ne croissent pas à cause de leur dynamisme économique propre, mais parce que leur arrière pays rural est dans une grande détresse. Dans ce cas, les populations rurales appauvries affluent vers les villes pour trouver du travail et des secours d'urgence, mais se retrouvent souvent en situation d'extrême pauvreté⁶⁷. »

L'introduction générale de ce rapport a montré que depuis plusieurs décennies, la misère moderne chasse progressivement la pauvreté ancestrale dans la grande île, alors que des îles voisines et d'autres pays, plus pauvres il y a cinquante ans, connaissent un sort bien meilleur. Le chapitre I a montré la dure condition des familles sans abri de la capitale, déplacées en milieu rural, parfois de façon très violente, sans moyens pour s'y insérer. Les chapitres II et III ont décrit les conditions de vie indignes de familles acculées à vivre sur des décharges du Grand Tana ou dans ses bas quartiers, dans des taudis en bois inondés par temps de pluie, au bord d'égouts à ciel ouvert, faisant la queue pendant des heures pour rapporter un seau d'eau, souffrant d'insécurité alimentaire. Les chapitres suivants ont révélé les aspirations des enfants (chap. IV), des jeunes et des adultes de ces familles, avides de reconnaissance, avides de découvrir le monde, d'acquérir des compétences et d'exercer un travail décent. De nombreuses leçons ont été tirées de dix ans d'action pour le savoir et la santé à Antananarivo (chapitre V), de vingt ans de bibliothèque de rue dans la capitale et à Tuléar (chap. VI), du projet Travailler et Apprendre Ensemble (chap. VII), et enfin de la riche expérience des associations ASA, Enda Océan Indien, AFAFI et AKAMASOA (chap. VIII). Une des conclusions du chapitre VIII est qu'en l'absence d'action vigoureuse de l'État, les nombreuses initiatives des associations et ONG sont très insuffisantes pour faire reculer la pauvreté et la misère.

Le Secrétaire Général de l'ONU, mandaté pour faire progresser la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, affirme que les moyens de relever les immenses défis sont connus : « *de bonnes politiques, des investissements adéquats et un soutien international.* » Il souligne que de nombreux pays en développement vont avoir besoin d'une assistance supplémentaire pour stimuler leurs économies et étendre la

⁶⁶The World Bank, The Urban Challenge in Madagascar. Draft Concept Note, Décembre 2009, p. 1.

⁶⁷Idem, p. 6.

protection sociale au bénéfice de ceux qui sont les plus gravement touchés. Il ajoute aussi qu'il faut réformer le système économique mondial : « *Un véritable partenariat pour le développement ne peut être atteint que grâce à une combinaison de réformes de l'investissement, du commerce, de l'aide, de la réduction de la dette et de la gouvernance économique mondiale*⁶⁸. » Vaste programme, dont la nécessité est manifeste, mais qui sort largement du champ de ce rapport.

Les constats des chapitres précédents et les réflexions de Ban Ki Moon éclairent la nature du défi urbain à Madagascar et des opportunités à saisir. Sans changements significatifs des règles du jeu qui prévalent dans le pays depuis plusieurs décennies, la pauvreté et la misère continueront de s'étendre, générant un immense gâchis humain, acculant des femmes, des hommes et des enfants aux pires déchéances.

Un autre choix est possible, qui consiste à adopter d'autres attitudes, en changeant de regard sur les populations les plus défavorisées, à mettre en œuvre d'autres politiques, en faisant de la lutte contre la pauvreté une véritable priorité nationale, et en engageant des investissements massifs dans cinq domaines clés.

I . Changer de regard sur les populations les plus défavorisées

a) Refuser les discriminations

On l'a vu tout au long de ce rapport, les populations les plus défavorisées sont stigmatisées, affublées du nom de Quat'mi, rendues responsables de leur misère par une partie des élites, de l'opinion publique et des médias, affolés que « Les 4-Mis envahissent les quartiers⁶⁹ », comme le titre régulièrement la presse, soulignant « l'échec des actions de réinsertion qui semble être comme un éternel recommencement⁷⁰. »

Analysant les causes de la crise politique actuelle et les remèdes à apporter, Harotsilavo Rakotoson, Secrétaire général de Madarail, écrit : « *Si nous voulons sortir de ce cycle infernal, il nous faut un nouveau contrat social ... (qui) doit avoir pour clause principale, la fin des discriminations. Le système politique actuel, l'État qui en est le produit et les élites qui en bénéficient, utilise comme fondement la discrimination. Celle-ci permet en effet de justifier l'injustifiable... On se dit que, de toutes façons, les familles des 'bas quartiers' sont pauvres parce qu'elles sont inférieures – après tout, elles sont 'noires'. Sur cette même base, on peut continuer à ne pas réformer les procédures d'état civil, quand bien même des générations de Tananariviens n'ont pas de carte d'identité, si l'on se dit que c'est leur faute à ces 'andevo'*⁷¹. Ils n'ont qu'à évoluer. Tant pis si l'absence de carte d'identité signifie la mort sociale ... Pour ne pas assumer le mal que l'on a fait à des victimes, il importe de les rendre coupables⁷². »

⁶⁸Communiqué de presse du Centre régional d'information des Nations Unies (UNRIC, Bruxelles), « Ban appelle à des réformes pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement », 24 mars 2010.

⁶⁹L'Express de Madagascar, 12 septembre 2008.

⁷⁰Midi Madagasikara, dans un article sur « Les mendiants en grand nombre dans le centre ville », 16 septembre 2008.

⁷¹Andevo : Esclave ou traité comme tel.

⁷²Harotsilavo Rakotoson, *Les tunnels de l'injustice*, L'Express de Madagascar, n° hors série, Regards sur une crise, Madagascar, Octobre 2009, p. 32.

Comment cette attitude de discrimination peut-elle être combattue ? Remy Ralibera, malgache âgé de 82 ans quand il écrit ces lignes, affirme : « *Aujourd'hui encore et sans doute plus qu'il y a trente ou quarante ans, le problème de l'esclavage (ou plutôt celui des descendants d'anciens esclaves), des castes et des ethnies reste un sujet tabou ... Ceux qui acceptent de parler des castes et des ethnies en signant de leur nom, ou en se dévoilant complètement, sont très rares. Il peut arriver que le problème n'entraîne pas à conséquence pour eux, mais il y a leur famille, leurs relations, leur avenir et l'avenir de leurs enfants, surtout pour le mariage*⁷³. »

Un renouveau culturel, une modernisation des valeurs malgaches semble donc indispensable, qui sauvegarde l'essentiel des valeurs traditionnelles (*le Fihavanana*) tout en y intégrant les exigences des droits de l'homme et de l'égalité de tous. Qui sera en mesure d'entraîner la population dans ce renouveau ? « *Les jeunes générations et les moins jeunes s'y feront dans la vie et non pas à coup de théories ou de principes* » répond Rémy Ralibera, qui poursuit : « *L'enseignement, l'éducation et l'action des Églises seront déterminants ... Les partis politiques ainsi que les différentes associations nationales et internationales y apporteront nécessairement leur part*⁷⁴. »

b) Encourager et soutenir l'investissement humain avec les populations les plus défavorisées

« *Éradiquer la misère, disait le fondateur d'ATD Quart Monde, ce n'est pas simplement distribuer des dollars ou planifier des programmes de développement dans des bureaux. Éliminer la misère requiert une rencontre avec des hommes et des femmes. Cela requiert d'aller à leur recherche où qu'ils soient, non pas pour les éduquer, mais pour apprendre d'eux dans quelle mesure nos convictions sont valables, pour apprendre d'eux qui ils sont et ce qu'ils attendent de nous*⁷⁵ ».

L'expérience des ONG engagées avec les populations les plus pauvres le montre à l'envers : redonner confiance en soi et confiance dans les autres à une population délaissée et méprisée depuis des décennies demande un investissement humain important et beaucoup de temps. Sans cet investissement humain, dont les plus défavorisés ont été privés notamment par l'absence de scolarisation et de formation professionnelle, ils sont condamnés à rester sur le bord de la route du développement. A Madagascar, les Églises chrétiennes, au nom de l'option préférentielle pour les pauvres, n'ont cessé de chercher à rejoindre les populations les plus pauvres, mais aussi les groupes de parias, comme les Antevolo⁷⁶, dans la région de Vohipeno, et à construire pour elles des écoles, des dispensaires etc. Depuis quelques décennies, certaines ONG ont pris la même orientation.

L'investissement humain durable avec les plus défavorisés peut produire des résultats qui paraissent inimaginables, comme le démontre clairement l'action menée par les associations et ONG, décrite dans la deuxième partie de ce rapport. C'est pourquoi il est

⁷³Rémy Ralibera, « Esclavage, castes et ethnies chez les malgaches », dans *Christianisme et droits de l'homme à Madagascar*, sous la direction de Giulio Cipollone, Karthala, Foi et Justice, 2008, p. 46 et 47

⁷⁴Idem, p. 62

⁷⁵Joseph Wresinski, Conférence donnée à New York en 1983, citée par Fanchette Clément-Fanelli, *Taking a Country at its Word, Joseph Wresinski Confronts the Reality and Ideals of the United States*, Fourth World Publications, Landover, USA, 2006, p. 255.

⁷⁶« Les Antevolo sont considérés non pas comme des esclaves mais ce qui est pire, comme des parias (à l'image des intouchables de l'Inde) des gens dont le contact, tout contact, est interdit sous peine de souillure. Manger avec les Antevolo, c'est comme manger avec les chiens ». Rémy Ralibera, op.cit. p. 49.

indispensable que des femmes et des hommes de bonne volonté, quelles que soient leurs croyances, fassent le choix de rejoindre les plus exclus, pour affirmer leur dignité d'êtres humains et partager avec eux le meilleur d'eux-mêmes.

c) Faire entendre la voix des exclus

Les programmes de développement sont souvent conçus *pour* les populations, et parfois pour leurs franges les plus délaissées. Ils sont plus rarement construits *avec* ces populations, avec l'objectif de ne laisser personne sur la touche. Construire un programme avec une population blessée, c'est se mettre à son écoute, se laisser enseigner par elle, se laisser déstabiliser, mais aussi tenir ferme les valeurs de vérité, de solidarité et de justice.

Les personnes qui ont vécu la misère sont porteuses d'un savoir de vie sur ses causes et ses conséquences, sur les manières d'y résister, et sur l'ampleur des changements à opérer pour la faire disparaître. Leur savoir est indispensable pour lutter efficacement contre l'exclusion. Mais bien souvent, elles n'ont pas appris les mots et le langage pour exprimer ce qu'elles vivent, pour que leur savoir soit communicable à d'autres et devienne efficace. Il faut donc créer avec elles des lieux d'élaboration de leur parole, de construction de leur savoir, de formation de leurs animateurs et de leurs délégués, qui deviendront les porte-parole de leur milieu.

De tels lieux existent déjà dans certaines associations, ONG ou Eglises. Il faut les multiplier, pour que la voix des plus défavorisés soit davantage entendue dans le pays.

Le 17 octobre, journée mondiale du refus de la misère, est un moment que l'Assemblée générale des Nations Unies propose aux peuples du monde entier pour marquer un temps d'arrêt dans la course quotidienne, pour entendre la parole des plus défavorisés et de ceux qui en sont solidaires, pour prendre des engagements avec eux.

d) Organiser le dialogue entre usagers et professionnels

Le récit de la rencontre entre les familles d'Antohomadinika et les professionnels de santé (chapitre V) montre toutes les étapes nécessaires pour réussir un dialogue entre deux mondes qui s'ignorent. La rencontre et le dialogue sont féconds quand ils permettent de se débarrasser de stéréotypes et d'attitudes négatives, pour inventer un nouveau langage, permettant une relation de collaboration et non plus de rejet. Les domaines où un tel dialogue est indispensable sont tous ceux où se joue la satisfaction des besoins essentiels de la population : éducation, santé, sécurité, logement, emploi décent, participation citoyenne etc. Le langage des médias, et celui des universitaires et chercheurs sur la pauvreté, sont deux autres domaines où bien des progrès sont nécessaires et possibles.

Ainsi, face aux propos méprisants publiés dans les journaux sur les familles de Lalamby, plusieurs associations (Terre des Hommes, Enfants du Soleil, ENDA, Manaode, Groupe Développement, ATD Quart Monde), réunies dans la Plate Forme de la Société Civile pour l'Enfance, ont cherché comment sensibiliser la presse à une meilleure compréhension de la vie de ces familles. Plusieurs rencontres de journalistes volontaires avec des enfants des bas quartiers ont permis de modifier les représentations des uns et des autres⁷⁷.

⁷⁷Vololoniaina Prisca Randrianaridriana, *Des journalistes à l'écoute des enfants*, Revue Quart Monde, n° 213, février 2010.

Pour suivre l'évolution des conséquences de la crise sociopolitique à Antananarivo depuis janvier 2009 et adapter les réponses humanitaires, le système des Nations Unies à Madagascar a lancé les enquêtes trimestrielles Mc RAM (Multi-cluster Rapid Assessment Mechanism). Ces enquêtes par sondages ne prennent pas en compte les familles sans abri, ni celles qui ne sont pas enregistrées dans les *fokontany*, soit 70% de celles qui habitent sur la décharge d'Andramiarana. *Une fraction importante des familles les plus défavorisées est ainsi rendue invisible dans les enquêtes destinées à orienter les politiques.* Des rencontres entre universitaires, chercheurs et acteurs de la lutte contre la pauvreté permettraient d'inventer les méthodes pour bâtir une connaissance plus juste de la pauvreté et des moyens de la combattre.

II . Faire de la lutte contre la pauvreté une véritable priorité nationale

Dans ce domaine, l'histoire récente suggère une première exigence éthique : que les discours grandiloquents sur la pauvreté se taisent, et que les actes parlent. Depuis cinq décennies, tous les détenteurs du pouvoir suprême ont juré vouloir faire reculer la pauvreté. Le père Pedro Opeka, qui vit à Madagascar depuis quarante ans, commente : « *J'ai entendu des discours à vous faire pleurer, et après ? Ils n'ont jamais été suivis d'effets ! J'avais toujours du mal à croire qu'un homme à la tête de l'État puisse être aussi hypocrite et menteur devant son peuple... Ce genre de personnes fourbes existe bel et bien. Et nombreuses sont celles qui aujourd'hui gouvernent notre terre⁷⁸ !* »

a) La lutte contre la pauvreté, moteur d'un développement durable

Selon une idéologie largement répandue dans le monde, y compris à Madagascar, un taux de croissance économique élevé doit être un objectif prioritaire, qui permettra de lutter contre la pauvreté. Dans les faits, le pays a connu entre 2002 et 2009 une croissance sans développement, qui a profité aux classes les plus aisées et appauvri les autres, sans réussir à protéger l'environnement et à stopper une déforestation catastrophique. Le Conseil National Economique et Social soulignait en juin 2008 que « *le taux de croissance tant vanté n'a aucun impact sur le pouvoir d'achat du citoyen, qui a affiché une chute libre de l'ordre de l'ordre de 350% en l'espace d'une décennie⁷⁹* ».

« *Chacun de nous a ressenti le besoin profond de progrès économique, la soif de justice sociale, d'ouverture démocratique et de gouvernance responsable qui se sont exprimées dans les manifestations populaires et qui ont fait basculer le pouvoir établi* » disait en mai 2009 l'Ambassadeur Jean-Claude Boidin, Chef de la Délégation de la Commission européenne en République de Madagascar. Il poursuivait : « *Un développement durable ne s'obtient pas seulement par un taux de croissance. Le développement requiert d'abord le respect de l'Homme dans sa dignité, et une attention constante à la justice et à l'équité sociale. C'est sans doute une des leçons du passé récent. C'est surtout une leçon pour l'avenir⁸⁰.* »

⁷⁸Abbé Pierre, Père Pedro, *Pour un monde de justice et de paix*, propos recueillis par Anne et Daniel Facérias, Presses de la Renaissance, Paris, 2004, p. 49.

⁷⁹Madagascar Tribune, 21 juin 2008.

⁸⁰Allocution prononcée par M. Jean-Claude Boidin à l'occasion de la célébration de la Journée de l'Europe, 9 mai 2009.

Répondre aux besoins essentiels de la grande majorité de la population malgache, et non aux besoins de luxe d'une minorité privilégiée, doit être la priorité d'un gouvernement démocratique. En d'autres termes, la lutte contre la pauvreté peut et doit être le moteur de la croissance économique et d'un développement durable, dans lequel l'économie est mise au service du développement de tout l'Homme et de tous les Hommes, et non l'Homme au service d'une économie qui ne profite qu'à quelques uns.

b) Élaborer démocratiquement les programmes de lutte contre la pauvreté

Au cours des années récentes, le Plan d'Action pour Madagascar 2007-2012 (MAP) a paru cristalliser les espoirs et les efforts des pouvoirs publics, en mobilisant le soutien des bailleurs de fonds. Rappelons quelques éléments de son contenu.

« Les stratégies et projets dans le MAP visent une réduction de la pauvreté et une amélioration tangible de la qualité de vie des malagasy ... Le MAP concerne le peuple, le peuple malagasy. Pour réussir, nous devons accorder une importance particulière aux fondations humaines du MAP, qui sont à la base du changement ... La Vision « Madagascar Naturellement » et les Objectifs du Millénaire pour le Développement établis par les Nations Unies définissent l'orientation générale du pays à long terme. Le MAP, un plan sur cinq années, reflète les huit engagements qui permettront de faire sortir le pays de la pauvreté actuelle et de lancer un saut qualitatif dans le moyen terme : gouvernance responsable, infrastructure reliée, transformation de l'éducation, développement rural, santé et planning familial, économie à forte croissance, environnement, solidarité nationale ... La coordination des partenaires de développement sera effectuée à travers une conférence annuelle et des réunions sectorielles pour permettre une harmonisation et une allocation efficiente des ressources en vue d'accroître les impacts, particulièrement en termes de réduction de la pauvreté etc. »

Trois ans après le lancement de ce plan, qu'en reste-t-il ? La mobilisation des bailleurs de fonds a réussi jusqu'en décembre 2008, date à laquelle la réalité des détournements financiers apparut au grand jour. Tout le reste a échoué.

Les bailleurs de fonds ne sont pas sans responsabilité dans cette situation, comme l'a reconnu l'Ambassadeur de France, Jean-Marc Châtaignier, dans son discours du 14 juillet 2009 :

« La communauté internationale devra aussi s'interroger sur les positions qu'elle n'a pas prises dans les années passées:

Pourquoi sommes-nous restés silencieux lorsque les choses ont commencé à se détériorer après l'immense espoir populaire de 2002 ?

Pourquoi nos institutions financières internationales n'ont-elles rien dit lorsque l'État a favorisé les intérêts d'un grand monopole privé et lui a accordé des avantages indus ?

Pourquoi la communauté diplomatique n'a-t-elle pas protesté lorsque les atteintes à l'État de droit se sont multipliées, avec des emprisonnements et des expulsions arbitraires, des entraves à la liberté de la presse et d'expression ?

Si nous avons parlé plus fort,

Si nous avons décidé de suspendre plus tôt nos aides budgétaires,

Si nous avons été réellement exigeants et rigoureux dans la vérification des comptes publics et la dénonciation de tous les conflits d'intérêt,

Peut être ces dérives ne se seraient-elles pas produites

Peut être Madagascar aurait-elle pu continuer son développement sur de bons rails et affronter la crise économique mondiale dans de meilleures conditions. »

Jamais encore, à Madagascar, les représentants des pouvoirs publics et ceux des associations et ONG engagées avec les plus pauvres, n'ont été invités à travailler ensemble pour concevoir des politiques globales de lutte contre la pauvreté, les mettre en œuvre et les évaluer. Les programmes publics de lutte contre la pauvreté sont toujours restés une affaire de technocrates, largement coupés des réalités du terrain, sans base démocratique. Les bailleurs de fonds ont une responsabilité importante dans ce domaine, car il est en leur pouvoir de rassembler les parties prenantes pour les faire travailler ensemble, avant de financer les programmes qui leur sont présentés. Fonctionner différemment nécessitera des réformes profondes, tant dans de l'Aide Publique au Développement (APD) que de l'État malgache.

La déclaration des ONG sur l'effectivité de l'aide, adoptée à Accra en septembre 2008 souligne que : « *Le manque de responsabilité mutuelle (accountability) et de transparence, le manque d'informations fiables fournies à temps sur les flux d'aide, le manque d'évaluation indépendante de l'impact sur le terrain de l'aide des donateurs, le manque de possibilités pour les citoyens et les ONG de faire entendre leurs voix ... constituent un obstacle systémique à l'efficacité de l'APD.* » Minouche Shafik, directrice du DFID⁸¹ britannique, résume en quelques phrases l'idéal à atteindre pour les responsables d'agences de coopération bilatérale ou multilatérale : « *Les personnes pauvres des communautés pauvres doivent pouvoir demander aux organismes locaux, nationaux et internationaux des comptes sur ce qui est fait en leur nom. Elles doivent avoir la parole pour exiger les changements qui leur bénéficieront, à elles et à leurs familles*⁸². » On en est très loin, et cela nécessitera des réformes profondes.

c) Intégrer la lutte contre la pauvreté dans tous les programmes mis en place

Lutter contre la pauvreté et la misère, c'est mettre en place les processus et les moyens qui permettent d'en sortir et qui évitent d'y tomber. La grande pauvreté est un cumul de précarités dans tous les domaines de la vie : ressources, santé, logement, éducation, emploi etc. La lutte contre la grande pauvreté doit donc être pluridimensionnelle et intégrée dans tous les programmes de développement mis en place. Voici quelques questions concernant les cinq domaines stratégiques sur lesquels travaille actuellement la Banque Mondiale à Madagascar.

1. La gouvernance : Dans les différents dispositifs mis en place au niveau local, régional et national, quelles possibilités auront les populations les plus défavorisées de se faire entendre ? Leurs besoins essentiels seront-ils pris en compte ? Quels moyens de pression ou de recours auront-elles, si elles ne sont pas prises en compte ?

⁸¹Department for International Development, le département qui gère l'aide publique au développement du gouvernement britannique.

⁸²Minouche Shafik, *A Turning Point on Poverty*, 24 Mars 2010, disponible sur le site Internet www.ideas4development.org

2. La croissance rurale : les paysans sans terre, ceux qui sont les moins formés et les plus éloignés des centres de décision ou d'animation, seront-ils pris en compte dans les programmes mis en œuvre ? Ces programmes seront-ils réfléchis avec eux, ou imposés d'en haut ? Auront-ils la possibilité d'en profiter, ou seront-ils à nouveau exclus du développement rural ?

3. La protection de l'environnement : jouera-t-elle pour, ou contre les pauvres, comme c'est souvent le cas ? Les bailleurs de fonds privilégieront-ils les programmes intégrés de lutte contre la pauvreté et de protection de l'environnement, créant par exemple des **emplois décents** de reforestation pour les paysans sans terre ou pour les habitants des bas quartiers ?

4. Le développement du secteur privé : la création d'emplois précaires, sans protection ou sous-payés, génère la pauvreté persistante. Dans leurs objectifs d'aide au secteur privé, les bailleurs de fonds inscriront-ils la création d'emplois *décents*, correctement payés et adossés à une protection sociale ? Les petits entrepreneurs du secteur informel seront-ils soutenus par des financements appropriés et de la formation ? Les pouvoirs publics mettront-ils en œuvre une clause du « mieux-disant social » dans tous les marchés passés avec des entreprises ?

d) Créer un État démocratique, défenseur des plus défavorisés

La grande majorité de la population malgache est profondément désabusée et déçue par ses responsables politiques, comme l'exprime avec force et talent l'écrivain Jean-Luc Raharimanana, dans un article sur la crise politique du pays, dont voici quelques extraits :

« J'ai vécu et je vis encore ces événements qui se succèdent dans le pays comme un mauvais feuilleton, honteux, triste ... J'ai vécu ces événements avec beaucoup de rage et l'envie de me taire ... Nous sommes aujourd'hui (dans) un État complètement démantelé, sans autre contrôle qu'un seul homme, le président de la République ... sans véritables institutions qui fonctionneraient sans l'autoritarisme du seul président de la République ... Ce qu'il nous faut maintenant : pouvoir travailler sans un État prédateur et des hommes politiques voraces au dessus de la tête, faire en sorte que cette période que nous traversons accouche d'un système qui permettrait à chacun de vivre et de travailler sans considérer l'État comme un ennemi, car c'est cela maintenant notre drame, la population vit l'État comme une entité dangereuse... Il faut donc redéfinir l'État, un État malgache, reconnu de tous, un État qui finalement n'a jamais existé⁸³. »

Redéfinir un État malgache est une nécessité, dont la mise en œuvre excède largement le mandat des auteurs de ce rapport. Cassam Uteem, ancien président de la République de l'île Maurice, va plus loin en affirmant que : « L'État est là pour être aux côtés des plus démunis, des plus pauvres. Il ne peut pas être arbitre entre les pauvres et les nantis. Il doit prendre position pour les pauvres et être à leurs côtés ... (car) les bienfaits de la croissance et du développement économique ne profitent pas automatiquement aux plus pauvres⁸⁴. » Le double impératif de justice et de cohésion sociale et justifie ce rôle de l'État.

⁸³ Jean-Luc Raharimanana, *Avec cette envie de me taire*, L'Express de Madagascar, n° hors série, Regards sur une crise, Madagascar, Octobre 2009, p. 26.

⁸⁴ Interview publiée dans le journal « Le Mauricien » le 17 avril 2008.

III. Engager des investissements massifs dans cinq domaines prioritaires

Pour faire face au défi urbain à Madagascar et mettre fin à l'immense gâchis humain que constitue la misère, des investissements massifs doivent être engagés dans cinq domaines : l'éducation de base et la formation professionnelle ; le logement social, l'aménagement des bas quartiers et les infrastructures des villes moyennes ; la protection physique et juridique des citoyens ; la santé et la protection sociale ; la création d'emplois décents.

a) L'éducation de base et la formation professionnelle

La très grave insuffisance d'investissement dans l'éducation de base et la formation professionnelle pendant plusieurs décennies est sans doute la raison majeure des difficultés actuelles du pays. Cette insuffisance criante est aggravée pour la formation professionnelle, négligée par rapport à la formation générale. L'effort budgétaire accompli depuis 2006 n'a pas permis de rattraper le retard. La comparaison des taux d'analphabétisme entre Madagascar et l'île Maurice, plus pauvre que Madagascar en 1960, est éloquent. A l'île Maurice, pour la période 2000-2007, l'Unicef estime à 13% le nombre d'adultes illettrés, et à 4 ou 5% le nombre de jeunes illettrés (moins de 25 ans). En d'autres termes, en une génération, le taux d'illettrisme est tombé de 13% à 5% d'une classe d'âge. A Madagascar, pour la même période, le nombre d'adultes illettrés est estimé à 29% et celui des jeunes à 30%. En d'autres termes, il n'y a pas de diminution de l'analphabétisme d'une génération à l'autre, ce qui indique une très mauvaise performance du système éducatif malgache. Pour la période 2000-2007, 24% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire, soit presque un quart, n'y étaient pas inscrits ou n'y étaient pas présents. Le nombre de jeunes illettrés est six fois plus grand à Madagascar qu'à l'île Maurice, ce qui n'est sans doute pas pour rien dans les différences de développement des deux pays⁸⁵.



Les objectifs et les indicateurs fixés dans le MAP étaient bons : développer l'éducation préscolaire ; créer un système d'éducation primaire plus performant, avec un taux d'achèvement de l'éducation primaire qui devait passer de 57% en 2006 à 85% en 2012, et un ratio élèves par enseignant qui devait passer de 52 à 30 - 40 sur la même période ;

⁸⁵Voir <http://www.unicef.org/infobycountry>, pour Madagascar et Mauritius

doubler le nombre de jeunes en formation professionnelle ; mettre fin à l'analphabétisme.

Rappelons les six objectifs fixés par les conférences mondiales dans la campagne Éducation Pour Tous⁸⁶ : rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous d'ici à 2015 ; développer l'apprentissage et les savoir-faire auprès des jeunes et des adultes (en assurant un accès à des programmes ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante) ; améliorer de 50% le taux d'alphabétisation des adultes d'ici à 2015 ; atteindre la parité des sexes d'ici à 2005 et l'égalité d'ici à 2015 ; améliorer la qualité de l'éducation, de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables - notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture, le calcul et les compétences.

Encore faut-il indiquer les moyens d'y parvenir. A Madagascar, la scolarisation des enfants et des jeunes les plus défavorisés se heurte à l'insuffisance des moyens matériels et financiers de leurs parents pour payer l'écolage, les fournitures etc. Par ailleurs, de nombreux enfants restent chez eux faute de places disponibles dans les EPP, ou parce qu'ils n'ont pas de copie d'acte d'état civil, ou parce qu'il n'y a pas d'enseignants. Cette situation est plus critique en milieu rural que dans les zones urbaines, en raison de l'éloignement des écoles et du manque d'enseignants. Il faut donc prévoir l'ouverture de nouvelles écoles, de nouveaux centres de formation professionnelle, la formation et le recrutement d'enseignants compétents, ainsi que la mise en place de la gratuité scolaire, ou l'attribution aux parents les plus défavorisés des moyens de payer les frais scolaires de leurs enfants, par des systèmes de « cash transferts », de bourses de formation ou autres.

La proximité, dans les villes, d'une population jeune non qualifiée et d'un grand nombre d'entreprises, petites et grandes, est une opportunité à saisir pour développer les formations en alternance adaptées aux besoins des entreprises, avec des temps d'apprentissage en centre de formation, et des temps de stage en entreprise.

Tout cela est à mettre en œuvre, sans oublier l'installation de cantines gratuites dans toutes les écoles des quartiers et villages pauvres, mais aussi dans les centres de formation professionnelle, afin de lutter contre l'insécurité alimentaire, qui reste un fléau du pays.

b) L'aménagement urbain, le logement social et les infrastructures routières

Le MAP a passé sous silence l'état lamentable des bas quartiers inondables d'Antananarivo et de leur habitat, sans assainissement, sans ramassage d'ordures, sans toilettes ni fontaines en nombre suffisant. Il n'a pas évoqué la nécessité d'aménager ces quartiers et de construire des logements sociaux pour les plus démunis en zone urbaine. On comprend pourquoi ces bas quartiers ont fait l'objet de si peu d'investissements au cours des années passées.

⁸⁶ La déclaration du Forum mondial sur l'éducation pour tous, tenu à Dakar en avril 2000, énonce ceci : « Nous réaffirmons le principe énoncé dans la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, 1990), qui s'appuie sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention sur le droit des enfants, selon lequel toute personne - enfant, adolescent ou adulte - doit pouvoir bénéficier d'une formation conçue pour répondre à ses besoins éducatifs fondamentaux, au sens le plus large et le plus riche du terme, une formation où il s'agit d'apprendre à connaître, à faire, à vivre ensemble et à être. Une éducation qui s'attache à exploiter les talents et le potentiel de chaque personne et à développer la personnalité des apprenants, afin de leur permettre de mener une vie meilleure et de transformer la société dans laquelle ils vivent. »

Il faudrait leur donner une priorité d'investissement dans les programmes à venir, et mettre en place une législation et une réglementation favorable à la construction de logements sociaux. L'aménagement d'espaces verts est indispensable pour éviter aux enfants de jouer constamment dans la poussière et dans la boue, et pour donner des lieux de respiration à tous les habitants.



Dans le plan de réorganisation de la collecte et du traitement des déchets solides du grand Tana, des programmes de formation et de reconversion professionnelle de tous ceux qui vivent de récupération devraient être mis en place.

Les villes moyennes pourraient être dotées des infrastructures routières et autres, nécessaires à leur développement. En effet, une alternative à l'engorgement des grandes villes et à la multiplication anarchique d'habitats précaires illégaux est le développement contrôlé des villes moyennes.

c) La santé et la protection sociale

La formation des personnels soignants doit être améliorée afin qu'ils sachent mieux accueillir les habitants des quartiers les plus pauvres. Des programmes de formation du personnel para médical, comme les matrones, pourraient être étendus et avoir une grande efficacité, pour un faible coût.

Le système de protection sociale malgache doit être considérablement renforcé, pour protéger de la misère les malades et accidentés, les familles nombreuses, les familles monoparentales, les personnes âgées ou handicapées. De nouvelles formes de solidarité, comme les mutuelles de santé ou le Collectif Santé Mai 2002, devraient être développées et soutenues.

Les programmes de *Cash Transferts* expérimentés dans le pays doivent être rigoureusement évalués, et probablement complétés par des programmes

d'accompagnement, de formation et de soutien à la création d'emplois décents, comme cela se fait déjà dans d'autres pays⁸⁷.

d) La protection physique et juridique des citoyens

L'insécurité croissante que connaissent les villes et les campagnes malgaches constitue un frein considérable au développement, au maintien des paysans en milieu rural, au développement des petites et grandes entreprises, à la libre circulation des personnes et des marchandises.

Cette insécurité physique se double d'une insécurité juridique. Il est indispensable de simplifier les formalités permettant aux ménages les plus démunis d'avoir des cartes d'identité, des copies d'actes d'état civil pour leurs enfants. Les pratiques courantes de demande de « dessous-de-table » pour l'obtention de documents administratifs doivent être combattues. L'inscription des citoyens majeurs sur les listes électorales doit être poursuivie.

L'insécurité foncière est aussi un fléau qu'il faut combattre, y compris dans les zones de misère, dont les habitants peuvent être chassés, ou l'installation d'équipements collectifs entravée par ceux qui se prétendent propriétaires des terrains.

Un vaste programme de sécurisation foncière était prévu dans le MAP, prévoyant que le pourcentage des propriétaires ayant des titres ou certificats fonciers devait passer de 10% en 2005 à 75% en 2012. Pris en charge, puis abandonné par le Millenium Challenge Account, ce programme doit être relancé.

e) La création d'emplois décents

Pour répondre aux besoins essentiels de la population dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle, de l'aménagement urbain, du logement social et des infrastructures des villes moyennes, de la santé et de la protection sociale, de la protection physique et juridique des citoyens, mais aussi de la protection de l'environnement, les investissements nécessaires généreraient des centaines de milliers d'emplois. Pour contribuer durablement à la lutte contre la pauvreté et la misère, ces emplois devraient être décents au sens du Bureau International du Travail, c'est-à-dire dotés d'une rémunération équitable, d'une protection sociale, respectant les conventions internationales du travail, et autorisant le dialogue entre partenaires sociaux (travailleurs, employeurs et représentants de l'État. Les moyens étatiques de l'inspection du travail devraient être renforcés pour faire respecter ces standards.

Les franges les moins qualifiées et les plus démunies de la population seront les dernières à bénéficier de ces créations d'emplois. Pour qu'elles ne restent pas en marge du développement, mais qu'elles aient accès elles aussi à des emplois décents, il faut encourager et soutenir la création d'entreprises sociales, dont le premier objectif n'est pas de faire du profit, mais de procurer un travail utile et une formation à ces populations. Des formations à l'entrepreneuriat social devraient être ouvertes dans les universités.

⁸⁷ Par exemple au Bangladesh, avec les programmes mis en place par le Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC) pour les « ultra poor », pour lesquels un système de micro crédit est jugé inadapté.

ANNEXE : Adresses d'ATD Quart Monde

ATD Quart Monde – Centre international

Mouvement international ATD Quart Monde
12, rue Pasteur
95 480 Pierrelaye
France
Tél. : (33) 01 34 30 46 10

Institut de recherche et de formation aux relations humaines IRFRH
Centre international Joseph Wresinski
2, rue de la gare
95 480 Baillet-en-France
France

ATD Quart Monde – Océan Indien

ATD Quart Monde Délégation régionale Océan Indien
BP 496
Villa Kanto C72 Ter
Andranomena
Antananarivo 101
Madagascar
Tél : (261) 34 19 570 81 ou (261) 34 14 910 41
Courriel : dr.oceanindien@atd-quartmonde.org

ATD Quart Monde Antananarivo - Maison Quart Monde
BP 496
Lot 041 F Bis
Ankadilalana-Ambohibao
Antananarivo 105
Madagascar
Tél : (261) 34 14 910 05 et (261) 20 22 480 34 Tél/fax : (261) 20 22 326 98
Courriel : atdmada@moov.mg

Mouvement ATD Quart Monde
9 rue du Colonel Draper
Beau Bassin
Ile Maurice
Tél : (230) 454 61 50
Courriel : atdmaurice@gmail.com

Mouvement ATD Quart Monde
3 chemin des Zattes
Grande Ravine – RN 1
97 426 Les Trois Bassins
Ile de la Réunion
Tél. : (262) 262 24 19 84 / Fax : (262) 262 24 10 78
Courriel : atdreunion@wanadoo.fr

Dossiers et documents de la Revue Quart Monde

La Revue Quart Monde s'est fixé comme ambition de nourrir un courant de pensée issu de la vie des plus pauvres. De manière occasionnelle, elle publie hors abonnement des « Dossiers et documents », qui rendent compte de manière plus approfondie d'une étude ou d'une recherche, d'un séminaire ou d'un colloque, notamment sous la forme d'actes ou de dossiers de travail. Sont également parus dans la même collection :

La misère est violence Rompre le silence Chercher la paix. Un projet de recherche-action participative sur les relations entre misère, violence et paix, n° 20, 2012.

Tous citoyens pour une Europe active contre la misère. Actes de la 12ème Université populaire Quart Monde européenne tenue à Bruxelles le 5 mars 2012, n° 19, 2012.

Le défi urbain à Madagascar. Quand la misère chasse la pauvreté. Étude commandée par la Banque mondiale, n°18, 2012.

La démocratie à l'épreuve de l'exclusion. Quelle est l'actualité de la pensée politique de Joseph Wresinski ? Actes du colloque international tenu à Paris les 17, 18, 19 décembre 2008, n°17, 2011.

La démocratie à l'épreuve de la grande pauvreté : l'actualité de la pensée de Joseph Wresinski. Actes du colloque régional tenu à Port-au-Prince les 27, 28 et 29 février 2008, n°16, 2009.

Chronique du Séminaire Méditerranée, Aix-en-Provence, 26 – 29 septembre 2005. Quand se rencontrent ceux qui, en divers pays du Bassin méditerranéen, se font proches es plus pauvres, n°15, 2006.

Ce que l'on dit doit faire changer notre vie. Grande pauvreté, participation et accès de tous aux droits fondamentaux. Un document de travail européen du Mouvement international ATD Quart Monde, n°14, 2006.

Quand l'extrême-pauvreté sépare parents et enfants : un défi pour les droits de l'homme. Étude préfacée par les Nations Unies et l'Unicef, n°13, 2004.

Précieux enfants, précieux parents. Miser sur les "liens fondamentaux" dans la lutte contre la pauvreté des enfants en Europe. Repérages pour un dialogue, n°12, 2004.

Le droit de vivre en famille, n°11, 2002.

Grande pauvreté et précarité en Europe à l'horizon 2010, n°10, 2002.

Refuser la misère à l'échelle d'un pays. Une lecture de la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, n°9, 1998.

Sortir de l'inactivité forcée, n°8, 1998.

Repenser l'activité humaine, n°7, 1998.

Extrême pauvreté et droits de l'homme en Europe. Défendre des causes significatives, n°6, 1997.

Aucun jeune sans avenir, une société pour demain, n°5, 1994.

Pour la formation et l'insertion économique des jeunes les plus défavorisés, n°4, 1993.

Contre l'exclusion : Quels parcours d'insertion professionnelle et de qualification ?, n°3, 1992.

Familles sans abri : un défi, n°2, 1989.

Le Quart Monde, partenaire de l'Histoire, n°1, 1988.



16 €

Imprimé à Madagascar
© Éditions Quart Monde, 2012
ISBN 979-10-91178-03-7
ISSN 0980-7764
Commission paritaire :
09 15 G 87 118
33, rue Bergère
75009 Paris